

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE**

F. 2007 — 1850

[2007/201505]

27 AVRIL 2007. — Loi-programme (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II. — Energie

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses(I)*

Art. 2. L'article 46 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 46. — L'obligation de contribution individuelle est versée en faveur d'un compte d'attente auprès de la Trésorerie géré par le SPF Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, et après concertation avec les entreprises participantes ou, si désiré par ces entreprises, avec leurs fédérations, la destination effective de la contribution unique.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, octroyer un subside facultatif de 5 millions d'euros au maximum pour le financement de l'Institut fédéral de l'Énergie pour des projets de recherche dans le secteur pétrolier. ».

CHAPITRE II. — *Application automatique de prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel aux clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire*

Art. 3. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

1^o « loi du 12 avril 1965 » : la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations;

2^o « loi du 15 janvier 1990 » : la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

3^o « loi du 29 avril 1999 » : la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

4^o « client final » : le client final défini à l'article 2, 14^o, de la loi précitée du 29 avril 1999 et à l'article 1^{er}, 23^o, de la loi précitée du 12 avril 1965;

5^o « gestionnaire de réseau de distribution » : toute personne physique ou morale assurant la gestion d'un réseau de distribution, tel que défini à l'article 2, 12^o, de la loi du 29 avril 1999, ou assurant la distribution de gaz, telle que définie à l'article 1^{er}, 12^o, de la loi du 12 avril 1965;

6^o « fournisseur » : le fournisseur défini à l'article 2, 15^o*bis*, de la loi du 29 avril 1999 et l'entreprise de fourniture définie à l'article 1^{er}, 15^o, de la loi du 12 avril 1965; est assimilé à un fournisseur le gestionnaire de réseau de distribution qui vend de l'électricité ou du gaz naturel à un client final dont le contrat de fourniture a été résilié;

7^o « ménage » : la personne vivant habituellement seule ou les personnes occupant habituellement un même logement et y vivant en commun; la composition du ménage est déterminée en fonction des données contenues au Registre national des personnes physiques;

8^o « code EAN » : European Article Numbering Code, champ numérique unique de 18 positions pour l'identification d'un point d'accès au réseau de distribution d'électricité ou de gaz;

9^o « numéro d'identification de la Banque-carrefour de sécurité sociale » : le numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990;

10^o « SPF Économie » : le Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER**

N. 2007 — 1850

[2007/201505]

27 APRIL 2007. — Programmawet (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II. — Energie

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I)*

Art. 2. Artikel 46 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), wordt vervangen als volgt :

« Art. 46. — De individuele bijdrageplicht wordt gestort ten gunste van een wachtrekening bij de Thesaurie, beheerd door de FOD Économie, KMO, Middenstand en Énergie.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgelegd na overleg in de Ministerraad, en na overleg met de deelnemende ondernemingen of, indien gewenst door deze ondernemingen, met hun federaties, de eigenlijke bestemming van de eenmalige bijdrage.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een facultatieve subsidie toekennen van maximaal 5 miljoen euro voor de financiering van het Federale Energie Instituut ten behoeve van onderzoeksprojecten inzake petroleum. ».

HOOFDSTUK II. — *Automatische toepassing van de maximumprijzen voor levering van elektriciteit en aardgas aan beschermde residentiële afnemers met een laag inkomen of in een onzekere situatie*

Art. 3. Voor de toepassing van dit hoofdstuk moet worden verstaan onder :

1^o « wet van 12 april 1965 » : de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidings;

2^o « wet van 15 januari 1990 » : de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

3^o « wet van 29 april 1999 » : de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;

4^o « eindafnemer » : de eindafnemer gedefinieerd in artikel 2, 14^o, van de voornoemde wet van 29 april 1999 en in artikel 1, 23^o van de voornoemde wet van 12 april 1965;

5^o « distributienetbeheerder » : elke natuurlijke of rechtspersoon die het beheer van een distributienet verzorgt, zoals gedefinieerd in artikel 2, 12^o van de wet van 29 april 1999, of de gasdistributie verzorgt, zoals gedefinieerd in artikel 1, 12^o van de wet van 12 april 1965;

6^o « leverancier » : de leverancier gedefinieerd in artikel 2, 15^o*bis* van de wet van 29 april 1999 en de leveringsonderneming gedefinieerd in artikel 1, 15^o van de wet van 12 april 1965; wordt gelijkgesteld met een leverancier, de distributienetbeheerder die elektriciteit of aardgas verkoopt aan een eindafnemer waarvan het leveringscontract werd ontbonden;

7^o « gezin » : de persoon die gewoonlijk alleen leeft of de personen die gewoonlijk dezelfde wooneenheid betrekken en er samen wonen; de samenstelling van het gezin wordt vastgesteld op basis van de gegevens in het Rijksregister van de natuurlijke personen;

8^o « EAN-code » : European Article Numbering Code, uniek numeriek veld van 18 posities voor de identificatie van een aansluitingspunt op het elektriciteits- of aardgasdistributienet;

9^o « identificatienummer van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid » : het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990;

10^o « FOD Économie » : de Federale Overheidsdienst Économie, KMO, Middenstand en Énergie.

Art. 4. Sont considérés comme clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire au sens de l'article 20, § 2, de la loi du 29 avril 1999 et de l'article 15/10, § 2, de la loi du 12 avril 1965 les clients finals ou un membre de leur ménage :

1° visés à l'article 37, § 19, alinéa 1^{er}, 1° à 5°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

2° qui bénéficient d'une aide sociale financière dispensée par un CPAS à une personne inscrite au registre des étrangers avec une autorisation de séjour illimitée et qui en raison de sa nationalité ne peut être considérée comme ayant droit à l'intégration sociale;

3° qui bénéficient d'une allocation qui leur est accordée par le CPAS dans l'attente du revenu garanti aux personnes âgées, de la garantie de revenus aux personnes âgées ou d'une allocation de handicapés, visés à l'article 37, § 19, alinéa 1^{er}, 3° et 4° de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la liste des clients visés à l'alinéa 1^{er} peut être complétée par le Roi.

Art. 5. Le SPF Économie est chargé d'assurer l'application automatique des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel aux clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire.

Art. 6. L'octroi et le retrait du droit aux prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel se font dans le respect de l'article 11bis de la loi du 15 janvier 1990 précitée.

L'application des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel est automatique lorsque les données nécessaires pour cette application sont disponibles dans le réseau visé à l'article 2, 9°, de la loi du 15 janvier 1990 précitée.

Lorsque les données sont disponibles dans ce réseau, le SPF Économie les demande auprès de la Banque-carrefour de la sécurité sociale. Les modalités des flux de données disponibles dans le réseau visé à l'article 2, 9°, de la loi du 15 janvier 1990 sont soumis à une autorisation de la part du comité sectoriel de la sécurité sociale.

Nonobstant l'application automatique des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et gaz naturel, les fournisseurs sont tenus d'accepter de la part des clients finals les attestations prouvant qu'ils appartiennent à une des catégories visées à l'article 4. Chaque fournisseur tient à la disposition du SPF Économie la liste des clients finals ayant fourni une attestation.

La personne concernée a le droit de s'opposer gratuitement au traitement des données relatives à sa personne en vue de l'attribution automatique des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel, moyennant une notification y afférente datée et signée adressée à son fournisseur.

Art. 7. § 1^{er}. Le SPF Économie actualise régulièrement les données nécessaires, pertinentes et proportionnées à la constitution du système d'information en vue de l'attribution automatique des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel. Le Roi décide à ce sujet, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la périodicité et les modalités.

A cette fin, le SPF Économie consulte le Registre national des personnes physiques institué par la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ainsi que les données accessibles via la Banque-carrefour de la sécurité sociale au sein du réseau de la sécurité sociale, conformément aux modalités fixées ou à fixer, par le comité sectoriel du registre national, d'une part, et par le comité sectoriel de sécurité sociale, d'autre part.

Pour autant que ceci s'avère nécessaire pour l'application automatique des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel, le SPF Économie a :

1° le droit d'utiliser le numéro d'identification du Registre national;

2° le droit d'utiliser le numéro d'identification de la sécurité sociale.

Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi peut déterminer les modalités de consultation d'autres systèmes de traitement d'informations authentiques. La communication et l'interconnexion des données de ces systèmes n'est admissible que si elles sont compatibles avec les objectifs initiaux de la création de ces systèmes.

§ 2. Pour autant que ceci s'avère nécessaire pour l'application automatique des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel, les fournisseurs demandent aux clients finals qu'ils leur communiquent leur date de naissance.

Art. 4. Worden beschouwd als beschermde residentiële afnemers met een laag inkomen of in een onzekere situatie in de zin van artikel 20, § 2, van de wet van 29 april 1999 en van artikel 15/10, § 2, van de wet van 12 april 1965, de eindafnemers of een lid van hun gezin :

1° die bedoeld worden in artikel 37, § 19, eerste lid, 1° tot 5°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

2° die recht hebben op een financiële sociale steun verstrekt door een OCMW aan een persoon die is ingeschreven in het vreemdelingenregister met een machtiging tot verblijf voor onbepaalde tijd en die omwille van zijn nationaliteit niet kan beschouwd worden als een gerechtigde op maatschappelijke integratie;

3° die recht hebben op een tegemoetkoming hen toegekend door het OCMW in afwachting van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, een inkomensgarantie voor ouderen of een tegemoetkoming voor gehandicapten, zoals bedoeld in artikel 37, § 19, eerste lid, 1°, 3° en 4° van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad kan de lijst met afnemers bedoeld in het eerste lid door de Koning worden aangevuld.

Art. 5. De FOD Économie is gelast te zorgen voor de automatische toepassing van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas aan beschermde residentiële afnemers met een laag inkomen of in een onzekere situatie.

Art. 6. De toekenning en de intrekking van het recht op maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas gebeuren met inachtneming van artikel 11bis van de voornoemde wet van 15 januari 1990.

De toepassing van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas gebeurt automatisch indien de gegevens die voor deze toepassing nodig zijn beschikbaar zijn in het netwerk, bedoeld in artikel 2, 9°, van de voornoemde wet van 15 januari 1990.

Indien de gegevens beschikbaar zijn in dat netwerk, vraagt de FOD Économie ze op bij de Kruispuntbank van de sociale Zekerheid. De modaliteiten voor de gegevensstromen die beschikbaar zijn binnen het netwerk bedoeld in artikel 2, 9° van de wet van 15 januari 1990 worden onderworpen aan een machtiging vanwege het sectoraal comité voor de sociale zekerheid.

Niettegenstaande de automatische toepassing van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas, dienen de leveranciers de attesten te aanvaarden waarmee de eindafnemers bewijzen dat ze tot één van de in artikel 4 bedoelde categorieën behoren. Iedere leverancier houdt een lijst van eindafnemers die een attest hebben geleverd ter beschikking van de FOD Économie.

De betrokkene heeft het recht zich kosteloos te verzetten tegen de verwerking van zijn persoonsgegevens met het oog op de automatische toekenning van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas, middels een gedateerde en ondertekende kennisgeving hiervan aan zijn leverancier.

Art. 7. § 1. De FOD Économie actualiseert regelmatig de gegevens die noodzakelijk, relevant en proportioneel zijn voor de samenstelling van het informatiesysteem voor de automatische toekenning van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas. De Koning bepaalt hiervan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de periodiciteit en de modaliteiten.

De FOD Économie raadpleegt hiervoor het Rijksregister van de natuurlijke personen opgericht bij de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen alsook de gegevens beschikbaar via de Kruispuntbank van de sociale zekerheid in het netwerk van de sociale zekerheid, overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld of vast te stellen door enerzijds het sectoraal comité van het rijksregister en door het sectoraal comité van de sociale zekerheid anderzijds.

Voor zover dit noodzakelijk blijkt voor de automatische toepassing van de maximumprijzen voor de levering van aardgas en elektriciteit, heeft de FOD Économie :

1° het recht om het identificatienummer van het Rijksregister te gebruiken;

2° het recht om het identificatienummer van de sociale zekerheid te gebruiken.

Bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad kan de Koning de nadere regels voor de raadpleging van andere authentieke informatieverwerkingssystemen vastleggen. De mededeling en de koppeling van gegevens van deze systemen is in ieder geval slechts toelaatbaar indien dit verenigbaar is met de oorspronkelijke doelstellingen van de oprichting van deze systemen.

§ 2. Voor zover dit noodzakelijk blijkt voor de automatische toepassing van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas, vragen de leveranciers aan de eindafnemers hun geboortedatum mee te delen.

§ 3. Pour autant que ceci s'avère nécessaire pour l'application automatique des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel, un identifiant unique peut être utilisé par les fournisseurs pour l'identification des clients finals.

Le SPF Économie organise la conversion entre d'une part le numéro d'identification de la Banque-carrefour de sécurité sociale et le numéro du registre national et d'autre part l'identifiant unique utilisé par les fournisseurs pour identifier leurs clients finals, et vice-versa.

Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, après avis de la Commission de protection de la vie privée, le Roi en détermine les modalités d'application.

Art. 8. Le SPF Economie collecte, au moins une fois par an et au plus tard le 30 septembre de chaque année civile, les données suivantes nécessaires pour l'application automatique des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel :

1° auprès des fournisseurs : le nom, le prénom et l'adresse de la résidence principale des clients finals, la date d'entrée en vigueur de leur contrat de fourniture, leur code EAN et leur adresse de raccordement pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel ainsi que, le cas échéant, leur date de naissance;

2° auprès des gestionnaires de réseau de distribution : les codes EAN et les adresses de raccordement pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel de tous les clients finals.

Art. 9. § 1^{er}. Le SPF Economie coordonne et organise l'échange des données nécessaires pour l'application automatique des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel, en concertation avec :

1° la Banque-carrefour de la sécurité sociale;

2° les gestionnaires d'autres systèmes de traitement d'informations authentiques désignés conformément aux dispositions prises en exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 4.

La Banque-carrefour de la sécurité sociale peut reprendre dans son répertoire des personnes visé à l'article 6 de la loi du 15 janvier 1990 le numéro d'identification de la sécurité sociale des clients finals.

§ 2. Le SPF Economie coordonne et organise l'échange des données nécessaires pour l'application automatique des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel, avec les fournisseurs et les gestionnaires de réseau de distribution.

§ 3. Le SPF Economie est responsable du traitement des données personnelles échangées en vertu des §§ 1^{er} et 2.

Art. 10. § 1^{er}. Les fournisseurs s'engagent à ne transmettre les données visées à l'article 8 qu'après avoir conclu un contrat de fourniture valable avec les clients finals concernés et lorsque ceux-ci n'auront pas fait usage du droit visé à l'article 6, alinéa 5.

§ 2. Le SPF Economie veille à ce que chaque fournisseur ne reçoive que les données concernant les clients finals dont le fournisseur a communiqué le nom et le code EAN en vertu de l'article 8.

Lesdites données comprennent :

1° le nom et le code EAN du client final;

2° l'octroi ou non de l'application des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel.

Art. 11. Toute décision relative à l'application des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel aux clients finals, prise sur base d'un traitement automatique, tel que visé aux articles 8 à 10, est communiquée par écrit aux personnes intéressées par le fournisseur.

Si la procédure prévue aux articles 8 à 10 a pour conséquence de faire perdre à un bénéficiaire de l'application automatique des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel la qualité de client protégé résidentiel à revenus modestes ou à situation précaire, celui-ci peut fournir au fournisseur la preuve, dans les trente jours suivant la réception de l'information écrite, qu'il demeure un client protégé résidentiel au sens de l'article 4. Durant ce délai, l'intéressé continue de bénéficier de l'application automatique des prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel.

Art. 12. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur du présent chapitre.

§ 3. Voorzover dit noodzakelijk blijkt voor de automatische toepassing van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas, kan door de leveranciers een unieke identificator worden gebruikt met het oog op de identificatie van de eindafnemers.

De FOD Economie staat in voor de omzetting tussen het identificatienummer van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en het rijksregisternummer enerzijds en de unieke identificator die wordt gebruikt door de leveranciers voor de identificatie van hun eindafnemers anderzijds, en vice-versa.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de nadere regels voor de toepassing hiervan.

Art. 8. De FOD Economie verzamelt tenminste eenmaal per jaar en uiterlijk 30 september van elk kalenderjaar, de volgende gegevens die noodzakelijk zijn voor de automatische toepassing van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas :

1° bij de leveranciers : de naam, de voornaam en het adres van de hoofdverblijfplaats van de eindafnemers, de datum van inwerkingtreding van hun leveringsovereenkomst, hun EAN-code en hun adres voor de aansluiting van de elektriciteits- en aardgaslevering alsook desgevallend hun geboortedatum;

2° bij de distributienetbeheerders : de EAN-codes en de adressen voor de aansluiting voor de levering van elektriciteit en aardgas van alle eindafnemers.

Art. 9. § 1. De FOD Economie coördineert en organiseert de uitwisseling van de nodige gegevens voor de automatische toepassing van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas, in overleg met :

1° de Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

2° de beheerders van andere authentieke informatieverwerkingssystemen, aangewezen overeenkomstig de bepalingen genomen in uitvoering van artikel 7, § 1, vierde lid.

De Kruispuntbank van de sociale zekerheid kan het identificatienummer van de sociale zekerheid van de eindafnemers overnemen uit zijn repertorium van de personen, bedoeld in artikel 6 van de wet van 15 januari 1990.

§ 2. De FOD Economie coördineert en organiseert de uitwisseling van de nodige gegevens voor de automatische toepassing van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas, met de leveranciers en de distributienetbeheerders.

§ 3. De FOD Economie is verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens uitgewisseld krachtens §§ 1 en 2.

Art. 10. § 1. De leveranciers verbinden zich ertoe de in artikel 8 bedoelde gegevens enkel over te maken nadat een geldige leveringsovereenkomst met de betrokken eindafnemers werd afgesloten en nadat de betrokken eindafnemers geen gebruik hebben gemaakt van het in artikel 6, vijfde lid, bedoelde recht.

§ 2. De FOD Economie zorgt ervoor dat elke leverancier enkel de gegevens ontvangt die betrekking hebben op de eindafnemers waarvan de leverancier op basis van artikel 8 de naam en de EAN-code heeft bezorgd.

Deze gegevens bevatten :

1° de naam en de EAN-code van de eindafnemer;

2° het toekennen of niet toekennen van de toepassing van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas.

Art. 11. Iedere beslissing die over de toepassing van de maximumprijzen voor levering van elektriciteit en aardgas aan eindafnemers wordt genomen op basis van een geautomatiseerde verwerking, zoals bedoeld in de artikelen 8 tot 10, wordt aan de betrokken personen schriftelijk gemeld door de leverancier.

Indien de procedure zoals bepaald door de artikelen 8 tot 10, tot gevolg heeft dat een begunstigde van het recht op de automatische toepassing van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas de hoedanigheid van beschermde residentiële afnemer met een laag inkomen of in een onzekere situatie verliest, dan kan deze, binnen dertig dagen na ontvangst van de schriftelijke mededeling, aan de leverancier het bewijs leveren dat hij nog steeds een beschermde residentiële afnemer is in de zin van artikel 4. Gedurende deze termijn blijft betrokkene recht hebben op de automatische toepassing van maximumprijzen voor de levering van aardgas en elektriciteit.

Art. 12. Dit hoofdstuk treedt in werking op de door de Koning te bepalen datum.

TITRE III. — Affaires sociales et Santé publique

CHAPITRE I^{er}. — Allocations familiales — Octroi d'un supplément mensuel à certaines familles monoparentales

Art. 13. L'article 41 des lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, abrogé par la loi du 22 décembre 1989, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 41. — Lorsque l'attributaire ouvre un droit à l'allocation mensuelle visée à l'article 40, celle-ci est majorée d'un supplément de 17,41 euros aux conditions cumulatives qui suivent :

- l'allocataire ne forme pas un ménage de fait au sens de l'article 56bis, § 2, et n'est pas marié, sauf si le mariage est suivi d'une séparation de fait. La séparation de fait doit apparaître de la résidence principale séparée des personnes en cause, au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, exception faite des cas dans lesquels il ressort d'autres documents officiels produits à cet effet, que la séparation de fait est effective bien qu'elle ne corresponde pas ou plus avec l'information obtenue auprès dudit registre;
- l'allocataire ne bénéficie pas de revenus professionnels et/ou de remplacement dont la somme dépasse le montant journalier maximum de l'indemnité d'invalidité pour le travailleur ayant personne à charge tel qu'il est fixé dans l'article 213, alinéa 3, 1^{re} phrase, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, multiplié par 27. Les revenus pris en compte sont ceux définis par le Roi pour la définition de la qualité d'attributaire ayant personnes à charge;
- l'attributaire ne peut, en outre, ouvrir le droit à un supplément visé à l'article 42bis ou 50ter. ».

Art. 14. L'article 42bis, § 2, 3^o, des mêmes lois, remplacé par la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, est complété par la phrase suivante :

« Toutefois, lorsque le supplément est dû à un allocataire visé à l'article 41, premier et deuxième tirets, le supplément s'élève à 17,41 EUR. ».

Art. 15. A l'article 44 des mêmes lois, remplacé par l'arrêté royal du 10 décembre 1996 et modifié par la loi du 3 mai 1999 et l'arrêté royal du 11 décembre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans le § 1^{er}, alinéa unique, les mots « l'article 42bis, 47 ou 50ter » sont remplacés par les mots « l'article 41, 42bis, 47 ou 50ter »;

2^o dans le § 2, alinéa unique, les mots « l'article 42bis, 47 ou 50ter » sont remplacés par les mots « l'article 41, 42bis, 47 ou 50ter ».

Art. 16. A l'article 44bis, des mêmes lois, remplacé par l'arrêté royal du 10 décembre 1996 et modifié par la loi du 3 mai 1999 et l'arrêté royal du 11 décembre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « l'article 42bis, 47 ou 50ter » sont remplacés par les mots « l'article 41, 42bis, 47 ou 50ter »;

2^o dans le § 2, alinéa 2, les mots « l'article 42bis, 47 ou 50ter » sont remplacés par les mots « l'article 41, 42bis, 47 ou 50ter ».

Art. 17. L'article 47bis des mêmes lois, inséré par l'arrêté royal n^o 122 du 30 décembre 1982 et modifié par les lois du 27 février 1987 et 22 décembre 1989, l'arrêté royal du 10 décembre 1996 et la loi du 9 juillet 2004, est complété par l'alinéa suivant :

« Le supplément visé à l'article 41 est également dû à l'allocataire visé aux premier et deuxième tirets de cette disposition, en faveur des enfants visés dans les alinéas précédents. ».

Art. 18. L'article 48, alinéa 5, des mêmes lois, remplacé par la loi du 11 juillet 2005 et modifié par la loi du 20 juillet 2006, est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa 4, l'octroi des allocations familiales prend cours dès le premier jour du mois durant lequel intervient une indexation ou l'institution d'un nouvel avantage par la loi. L'alinéa 4 n'est pas applicable lorsque l'événement a pour effet la perte d'un des suppléments visés aux articles 41, 42bis et 50ter. ».

TITEL III. — Sociale Zaken en Volksgezondheid

HOOFDSTUK I. — Kinderbijslag — Toekenning van een maandelijks bijslag aan sommige éenoudersgezinnen

Art. 13. Artikel 41 van de op 19 december 1939 samengeordende wetten betreffende de kinderslag voor loonarbeiders, opgeheven bij de wet van 22 december 1989, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 41. Wanneer de rechthebbende een recht opent op de in artikel 40 bedoelde maandelijks bijslag, wordt deze bijslag verhoogd met een bijslag van 17,41 euro onder de volgende cumulatieve voorwaarden :

- de bijslagtrekkende vormt geen feitelijk gezin in de zin van artikel 56bis, § 2, en is niet gehuwd, behalve indien een feitelijke scheiding zich na het huwelijk heeft voorgedaan. De feitelijke scheiding moet blijken uit de afzonderlijke hoofdverblijfplaats van de personen in kwestie, in de zin van artikel 3, eerste lid, 5^o, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van het Rijksregister van de natuurlijke personen, met uitzondering van gevallen waarbij uit andere daarvoor overgelegde officiële documenten blijkt dat de feitelijke scheiding effectief is, ook al stemt dit niet of niet meer overeen met de informatie verkregen bij het voormelde register;
- de bijslagtrekkende geniet geen beroeps- en/of vervangingsinkomsten waarvan het bedrag het maximaal dagbedrag van de invaliditeitsuitkering voor een werknemer met persoon ten laste, zoals vastgesteld in artikel 213, derde lid, eerste zin, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, vermenigvuldigd met 27, overschrijdt. De inkomsten waarmee rekening wordt gehouden zijn die welke door de Koning zijn bepaald voor de omschrijving van de hoedanigheid van rechthebbende met personen ten laste;
- de rechthebbende mag daarenboven geen recht op een bijslag bedoeld in artikel 42bis of 50ter openen. ».

Art. 14. Artikel 42bis, § 2, 3^o, van dezelfde wetten, vervangen bij de programmawet (I) van 27 december 2006, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Wanneer de toeslag evenwel verschuldigd is aan een bijslagtrekkende bedoeld in artikel 41, eerste en tweede streepje, bedraagt de bijslag 17,41 EUR. ».

Art. 15. In artikel 44 van dezelfde wetten, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 december 1996 en gewijzigd bij de wet van 3 mei 1999 en het koninklijk besluit van 11 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o In § 1, enig lid, worden de woorden « artikel 42bis, 47 of 50ter » vervangen door de woorden « artikel 41, 42bis, 47 of 50ter »;

2^o In § 2, enig lid, worden de woorden « artikel 42bis, 47 of 50ter » vervangen door de woorden « artikel 41, 42bis, 47 of 50ter ».

Art. 16. In artikel 44bis, van dezelfde wetten, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 december 1996 en gewijzigd bij de wet van 3 mei 1999 en het koninklijk besluit van 11 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o In § 1, eerste lid, worden de woorden « artikel 42bis, 47 of 50ter » vervangen door de woorden « artikel 41, 42bis, 47 of 50ter »;

2^o In § 2, tweede lid, worden de woorden « artikel 42bis, 47 of 50ter » vervangen door de woorden « artikel 41, 42bis, 47 of 50ter ».

Art. 17. Artikel 47bis van dezelfde wetten, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr 122 van 30 december 1982 en gewijzigd bij de wetten van 27 februari 1987 en 22 december 1989, het koninklijk besluit van 10 december 1996 en de wet van 9 juli 2004, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De in artikel 41 bedoelde bijslag is eveneens verschuldigd aan de bijslagtrekkende bedoeld in het eerste en het tweede streepje van deze bepaling, voor kinderen bedoeld in de vorige leden. ».

Art. 18. Artikel 48, vijfde lid, van dezelfde wetten, vervangen bij de wet van 11 juli 2005 en gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006, wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van het vierde lid vangt de toekenning van de kinderbijslag aan vanaf de eerste dag van de maand tijdens dewelke een indexering plaatsheeft of een nieuw voordeel bij de wet wordt ingevoerd. Het vierde lid is niet van toepassing wanneer de gebeurtenis leidt tot het verlies van een van de in artikelen 41, 42bis en 50ter bedoelde bijslagen. ».

Art. 19. L'article 50ter, 3°, des mêmes lois, remplacé par la loi du 22 décembre 1989 et modifié par l'arrêté royal du 11 décembre 2001 et la loi du 27 décembre 2005, est complété par la phrase suivante :

« Toutefois, lorsque le supplément est dû à un allocataire visé à l'article 41, premier et deuxième tirets, le supplément s'élève à 17,41 EUR. ».

Art. 20. Dans l'article 50septies des mêmes lois, inséré par la loi du 30 juin 1981 et modifié par la loi du 22 décembre 1989 et l'arrêté royal du 21 avril 1997, les mots « articles 42bis, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « articles 41, 42bis ».

Art. 21. Dans l'article 54 des mêmes lois, remplacé par la loi du 22 décembre 1989 et modifié par l'arrêté royal du 21 avril 1997 et la loi du 12 août 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 3, les mots « suppléments prévus aux articles 42bis et 50ter » sont remplacés par les mots « suppléments prévus aux articles 41, 42bis et 50ter »;

2° au § 4, les mots « suppléments prévus aux articles 42bis et 50ter » sont remplacés par les mots « suppléments prévus aux articles 41, 42bis et 50ter ».

Art. 22. Dans l'article 70bis, alinéa 2, des mêmes lois, remplacé par l'arrêté royal du 21 avril 1997, les mots « suppléments visés aux articles 42bis et 50ter » sont remplacés par les mots « suppléments visés aux articles 41, 42bis et 50ter ».

Art. 23. Dans l'article 75, 1°, des mêmes lois, rétabli par l'arrêté royal n° 7 du 18 avril 1967 et modifié par les lois des 1^{er} août 1985, 29 décembre 1990 et 30 décembre 1992 et l'arrêté royal du 21 avril 1997, les mots « montants repris aux articles 40, 42bis » sont remplacés par les mots « montants repris aux articles 40, 41, 42bis ».

Art. 24. Dans l'article 76bis, § 1^{er}, alinéa 2, des mêmes lois, remplacé par l'arrêté royal du 10 décembre 1996 et modifié par l'arrêté royal du 11 décembre 2001, les mots « aux articles 40, 42bis » sont remplacés par les mots « aux articles 40, 41, 42bis ».

Art. 25. L'article 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, modifié par les lois des 22 février 1998 et 24 décembre 2002, est complété comme suit :

« 6° Les suppléments annuels;

7° Le supplément mensuel. ».

Art. 26. L'article 8, § 2, de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 portant exécution de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, remplacé par l'arrêté royal du 18 décembre 1996 et modifié par la loi du 20 juillet 2006, est complété par l'alinéa suivant :

« L'enfant qui peut bénéficier des allocations familiales en application de la loi au taux fixé à l'article 42bis, § 2, 3°, première phrase, des lois coordonnées, a droit, à la place de ce taux, au supplément mensuel visé à l'article 1^{er} de la loi, au taux et suivant les règles fixés à l'article 41, alinéa unique, phrase liminaire et premier et deuxième tirets, des lois coordonnées. ».

Art. 27. Les dispositions du présent chapitre entrent en vigueur le 1^{er} mai 2007.

CHAPITRE II. — Allocations familiales Cadastre des allocations familiales — Sanction

Art. 28. L'article 101, alinéa 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939, remplacé par la loi du 22 décembre 1989, modifié par la loi du 29 avril 1996, par l'arrêté royal du 27 mai 2004 et la loi du 27 décembre 2006, est complété comme suit :

« 9° aux personnes qui ont droit aux prestations familiales à charge et à l'intervention des personnes de droit public visées à l'article 3, 1° et 2°, lorsque ces personnes de droit public, à la date du 1^{er} octobre 2008, ne se sont pas conformées aux dispositions de l'article 33 de la loi-programme du 20 juillet 2006. Un protocole fixe les modalités de transfert des dossiers et données permettant la reprise des paiements par l'Office national. ».

Art. 19. Artikel 50ter, 3°, van dezelfde wetten, vervangen bij de wet van 22 december 1989 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 december 2001 en de wet van 27 december 2005, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Wanneer de toeslag evenwel verschuldigd is aan een bijslagtrekkende bedoeld in artikel 41, eerste en tweede streepje, bedraagt de toeslag 17,41 EUR. ».

Art. 20. In artikel 50septies van dezelfde wetten, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1981 en gewijzigd bij de wet van 22 december 1989 en het koninklijk besluit van 21 april 1997, worden de woorden « artikelen 42bis, eerste lid » vervangen door de woorden « artikelen 41, 42bis ».

Art. 21. In artikel 54 van dezelfde wetten, vervangen bij de wet van 22 december 1989 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 april 1997 en de wet van 12 augustus 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3 worden de woorden « bijslagen, bedoeld in de artikelen 42bis en 50ter » vervangen door de woorden « bijslagen, bedoeld in de artikelen 41, 42bis en 50ter »;

2° in § 4 worden de woorden « bijslagen bedoeld in de artikelen 42bis en 50ter » vervangen door de woorden « bijslagen bedoeld in de artikelen 41, 42bis en 50ter ».

Art. 22. In artikel 70bis, tweede lid, van dezelfde wetten, vervangen bij het koninklijk besluit van 21 april 1997, worden de woorden « bijslagen bedoeld in de artikelen 42bis en 50ter » vervangen door de woorden « bijslagen bedoeld in de artikelen 41, 42bis en 50ter ».

Art. 23. In artikel 75, 1°, van dezelfde wetten, hersteld bij het koninklijk besluit nr. 7 van 18 april 1967 en gewijzigd bij de wetten van 1 augustus 1985, 29 december 1990 en 30 december 1992 en het koninklijk besluit van 21 april 1997 worden de woorden « in artikelen 40, 42bis vermelde bedragen » vervangen door de woorden « in artikelen 40, 41, 42bis vermelde bedragen ».

Art. 24. In artikel 76bis, § 1, tweede lid, van dezelfde wetten, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 december 1996 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 december 2001, worden de woorden « vermeld in de artikelen 40, 42bis » vervangen door de woorden « vermeld in de artikelen 40, 41, 42bis ».

Art. 25. Artikel 1, achtste lid, van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, gewijzigd bij de wetten van 22 februari 1998 en 24 december 2002, wordt aangevuld als volgt :

« 6° de jaarlijkse bijslagen;

7° de maandelijks bijslag. ».

Art. 26. Artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot uitvoering van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, vervangen bij het koninklijk besluit van 18 december 1996 en gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het kind dat gerechtigd kan zijn op kinderbijslag bij toepassing van de wet tegen het bedrag bepaald in artikel 42bis, § 2, 3°, eerste zin, van de samengeordende wetten, heeft recht, in plaats van dit bedrag, op de maandelijks bijslag bedoeld in artikel 1 van de wet, tegen het bedrag en volgens de regels bepaald in artikel 41, enig lid, inleidende zin en eerste en tweede gedachtestreep, van de samengeordende wetten. ».

Art. 27. De bepalingen van dit hoofdstuk treden in werking vanaf 1 mei 2007.

HOOFDSTUK II. — Kinderbijslag Kadaster van de kinderbijslag — Sanctie

Art. 28. Artikel 101, derde lid, van de op 19 december 1939 samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, vervangen bij de wet van 22 december 1989, gewijzigd bij de wet van 29 april 1996, bij het koninklijk besluit van 27 mei 2004 en bij de wet van 27 december 2006, wordt aangevuld met wat volgt :

« 9° aan hen die aanspraak maken op kinderbijslag ten laste van en via de in artikel 3, 1° en 2°, bedoelde publiekrechtelijke rechtspersonen, wanneer die publiekrechtelijke rechtspersonen zich op 1 oktober 2008 niet hebben geconformeerd aan het bepaalde in artikel 33 van de programmawet van 20 juli 2006. Een protocol stelt de nadere regels vast voor de overheveling van de dossiers en de gegevens op grond waarvan de Rijksdienst de betalingen kan overnemen. ».

Art. 29. Dans l'article 111, alinéa 1^{er}, des mêmes lois, remplacé par la loi du 29 avril 1996 et modifié par l'arrêté royal du 27 mai 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « en application de l'article 101, alinéa 3, 2°, 3°, 4°, 7° et 8° », sont remplacés par les mots « en application de l'article 101, alinéa 3, 2°, 3°, 4°, 7°, 8° et 9° »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les frais d'administration versés par les personnes de droit public visées à l'article 101, alinéa 3, 9°, sont fixés à 1,35 % du montant des prestations familiales payées pour leur compte, en raison de la transmission, par elles, des types de données permettant, selon les modalités fixées par le Roi, cette réduction du pourcentage des frais dus à l'Office national. ».

CHAPITRE III.— INAMI et IV-INIG

Art. 30. L'Institut des Vétérans — Institut National des Invalides de Guerre, Anciens Combattants et Victimes de Guerre est financé annuellement par un montant de 1 200 000 euros à charge des frais d'administration de l'Institut national d'Assurance Maladie-Invalidité.

CHAPITRE IV. — Financement alternatif

Art. 31. Dans l'article 66, § 8, alinéa 1^{er}, de la loi-programme (1) du 2 janvier 2001, inséré par la loi-programme (1) du 27 décembre 2006, les mots « d'euros est attribué à l'ONSS » sont remplacés par les mots « d'euros est prélevé des recettes de l'impôt des personnes physiques et de l'impôt des personnes physiques et de l'impôt des sociétés et est attribué à l'ONSS ».

CHAPITRE V. — Agence fédérale des médicaments

Section 1^{re}. — Loi relative aux expérimentations sur la personne humaine

Art. 32. L'article 30 de la loi du 7 mai 2004 relative aux expérimentations sur la personne humaine, modifié par les lois des 20 juillet 2005, 13 décembre 2006 et 27 décembre 2006, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30. — § 1^{er}. Sous réserve de l'application de l'article 31, § 5, la demande d'avis favorable auprès du comité d'éthique et la demande d'autorisation auprès du ministre ne sont recevables que si les preuves du paiement des redevances, fixées par le Roi, y sont jointes.

§ 2. L'introduction d'un dossier auprès du ministre, au sens des articles 12 ou 19, rend le promoteur redevable d'une redevance à ladite autorité.

Cette redevance est versée à l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé.

§ 3. 25 % des redevances visées au § 2 sont destinés à l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé pour le financement des missions qui résultent de la présente loi.

75 % de ces redevances sont destinés à financer, selon les modalités fixées par le Roi, les comités d'éthique pour les missions qui résultent de la présente loi.

Le Roi peut annuellement revoir la répartition visée ci-dessus.

§ 4. Le ministre peut annuellement, après avis du comité consultatif de bioéthique, affecter 10 % maximum de la somme visée au § 3, alinéa 2, et destinée aux comités d'éthique au paiement de projets visant à apporter un support administratif ou informatique pour l'exercice des missions de l'ensemble des comités éthiques dans le cadre de la présente loi.

La somme restante est attribuée, par l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé par le biais d'un subsidie, aux comités d'éthiques comme suit :

- 1 point est attribué pour l'examen d'un protocole nouveau d'expérimentation multicentrique au titre de comité habilité à rendre l'avis unique;
- 1 point est attribué pour l'examen d'un protocole nouveau d'essai de phase 1 au titre de comité habilité à remettre l'avis unique;
- 0,25 point est attribué pour l'examen d'un protocole nouveau au titre de comité non habilité à remettre l'avis unique;
- 0,25 point est attribué pour l'examen d'un protocole nouveau d'expérimentation monocentrique, à l'exception du cas où cette expérimentation est un essai de phase 1 et du cas où celle-ci est effectuée dans le cadre des travaux requis pour l'obtention d'un diplôme d'études supérieures;

Art. 29. In artikel 111, eerste lid, van dezelfde wetten, vervangen bij de wet van 29 april 1996 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « met toepassing van artikel 101, derde lid, 2°, 3°, 4°, 7° en 8° » vervangen door de woorden « met toepassing van artikel 101, derde lid, 2°, 3°, 4°, 7°, 8° en 9° »;

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« De administratiekosten die worden gestort door de in artikel 101, derde lid, 9°, bedoelde publiekrechtelijke rechtspersonen, worden vastgesteld op 1,35 % van het bedrag van de in hun plaats betaalde kinderbijslag, wegens de overdracht, door die rechtspersonen, van het type gegevens dat het, overeenkomstig de bij de Koning vastgestelde nadere regels, mogelijk maakt dat het percentage van de aan de Rijksdienst verschuldigde kosten kan worden verminderd. ».

HOOFDSTUK III. — RIZIV en IV-NIOOO

Art. 30. Het Instituut voor Veteranen — Nationaal Instituut voor Oorlogsinvaliden, Oud-Strijders en Oorlogsslachtoffers wordt jaarlijks gefinancierd door een bedrag van 1 200 000 euro ten laste van de administratiekosten van het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering.

HOOFDSTUK IV. — Alternatieve financiering

Art. 31. In artikel 66, § 8, eerste lid, van de programmawet (1) van 2 januari 2001, ingevoegd bij de programmawet (1) van 27 december 2006, worden de woorden « euro toegekend aan de RSZ » vervangen door de woorden « euro van de inkomsten van de personenbelasting en de vennootschapsbelasting toegewezen aan de RSZ ».

HOOFDSTUK V. — Federaal Agentschap voor geneesmiddelen

Afdeling 1. — Wet inzake experimenten op de menselijke persoon

Art. 32. Artikel 30 van de wet van 7 mei 2004 inzake experimenten op de menselijke persoon, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2005, 13 december 2006 en 27 december 2006 wordt vervangen als volgt :

« Art. 30. § 1. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 31, § 5, zijn het verzoek om een gunstig advies bij het ethische comité evenals het verzoek om toelating bij de minister, slechts ontvankelijk voorzover het bewijs van betaling van de bijdragen, zoals bepaald door de Koning, hierbij is gevoegd.

§ 2. Het indienen van een dossier bij de minister, in de zin van de artikelen 12 of 19, verplicht de opdrachtgever tot het betalen van een bijdrage aan die overheid.

Deze bijdrage wordt gestort aan het Federaal Agentschap voor geneesmiddelen en gezondheidsproducten.

§ 3. 25 % van de bijdragen bedoeld in § 2 zijn bestemd voor het Federaal Agentschap voor geneesmiddelen en gezondheidsproducten voor de financiering van de opdrachten resulterende uit deze wet.

75 % van deze bijdragen dienen voor de financiering, volgens de regels vastgesteld door de Koning, van de ethische comités voor de opdrachten resulterende uit deze wet.

De Koning kan jaarlijks de hierboven bedoelde verdeling herzien.

§ 4. De minister kan jaarlijks, na advies van het Raadgevend Comité voor bio-ethiek, maximaal 10 % van het in de derde § , tweede lid, bedoelde bedrag en bestemd tot de ethische comités aanwenden voor de betaling van projecten die een administratieve of informaticaondersteuning bieden voor de uitoefening van de opdrachten van het geheel van ethische comités in het kader van deze wet.

Het resterende bedrag wordt, door het Federaal Agentschap voor de geneesmiddelen en gezondheidsproducten via een subsidiëring, als volgt aan de ethische comités toegekend :

- 1 punt wordt toegekend voor de analyse van een nieuw protocol van multicentrisch experiment in de hoedanigheid van comité dat bevoegd is voor het uitbrengen van het enkel advies;
- 1 punt wordt toegekend voor de analyse van een nieuw testprotocol van fase 1 in de hoedanigheid van comité dat bevoegd is voor het uitbrengen van het enkel advies;
- 0,25 punt wordt toegekend voor de analyse van een nieuw protocol in de hoedanigheid van comité dat niet bevoegd is voor het uitbrengen van het enkel advies;
- 0,25 punt wordt toegekend voor de analyse van een nieuw protocol van monocentrisch experiment, met uitzondering van het geval waarin dit experiment een proef van fase 1 is en van het geval waarin dit wordt uitgevoerd in het kader van de werkzaamheden die vereist zijn voor het verwerven van een diploma van hoger onderwijs;

- 0,1 point est attribué pour l'examen d'un protocole nouveau d'expérimentation dans le cas où celle-ci est effectuée dans le cadre des travaux requis pour l'obtention d'un diplôme d'études supérieures.

La valeur d'un point est déterminée annuellement en divisant ladite somme restante par le nombre total de points attribués à l'ensemble des comités éthiques conformément aux dispositions de l'alinéa précédent.

A titre transitoire, toutes les sommes visées au présent article feront l'objet d'un règlement global pour les années 2004 et 2005 et elles seront versées en 2007.

§ 5. Le promoteur d'une expérimentation monocentrique au sens de l'article 11, § 2, est redevable d'une rétribution payable directement aux comités d'éthique concernés.

Le promoteur d'une expérimentation multicentrique au sens de l'article 11, § 7, est redevable d'une rétribution payable directement aux comités d'éthique concernés.

Le promoteur, suivant le dossier introduit par l'investigateur conformément à l'article 19, § 2, est redevable, selon qu'il s'agit d'une expérimentation monocentrique ou multicentrique, d'une rétribution payable directement au comité d'éthique ou d'une rétribution payable directement au comité d'éthique habilité à émettre l'avis unique et d'une rétribution payable directement à chaque comité d'éthique non habilité à remettre l'avis unique mais appelé à se prononcer dans le cadre de l'article 11, § 4, 4^o, 6^o et 7^o.

§ 6. Le Roi fixe le montant et les modalités du paiement des redevances et rétributions visées au présent article.

§ 7. Chaque comité d'éthique est tenu de remettre annuellement au ministre un rapport contenant la liste des demandes d'avis qui lui ont été soumises en vertu de la présente loi ainsi qu'une liste des réponses motivées qui ont été fournies à ces demandes. Le Roi peut établir la forme de ce rapport.

§ 8. Le Roi peut instaurer, à charge du promoteur ou des demandeurs d'une autorisation d'expérimentation, ou des titulaires d'une autorisation d'expérimentation, visés dans la présente loi et au profit de l'autorité compétente, d'autres redevances que celles prévues au § 2, pour l'exécution de missions de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé prévues par la présente loi, dont Il détermine le montant et les modalités.

§ 9. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pour les médicaments expérimentaux, imposer une contribution à charge du promoteur d'un essai clinique au profit de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé. A cette occasion, Il fixe les modalités de leur perception. Le montant de cette contribution est fixé en fonction des risques pour la santé publique liés à ces médicaments expérimentaux et aux activités y afférentes.

Les arrêtés royaux pris en exécution de l'alinéa 1^{er}, sont abrogés de plein droit, lorsqu'ils n'ont pas été confirmés par le législateur au plus tard 18 mois après leur entrée en vigueur.

§ 10. Les contributions et rétributions visées au présent article sont adaptées annuellement, en fonction de l'indice du mois de septembre à l'évolution de l'indice des prix à la consommation du Royaume.

L'indice de départ est celui du mois de septembre précédant la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal fixant le montant de la contribution ou de la rétribution.

Les montants indexés sont publiés au *Moniteur belge* et sont applicables aux contributions et rétributions exigibles à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle durant laquelle l'adaptation a été effectuée.

Section 2. — Financement des tests NAT

Art. 33. Dans le chapitre III, section 1^{re}, de la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine est inséré un article 7bis, rédigé comme suit :

« Art. 7bis. — Le financement des tests NAT HIV1 et NAT HCV, effectués dans le cadre de la présente loi, pour ou par les établissements, est à charge de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé. Ce financement se fait par le biais d'un subside.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le subside visé est payé aux établissements par l'Agence Fédérale des Médicaments et des Produits de Santé, qui reçoit les moyens nécessaires de la part de l'État via les crédits visés à l'article 13, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 20 juillet 2006 relative à

- 0,1 punt wordt toegekend voor de analyse van een nieuw protocol van experiment in het geval waarin dit wordt uitgevoerd in het kader van de werkzaamheden die vereist zijn voor het verwerven van een diploma van hoger onderwijs.

De waarde van een punt wordt jaarlijks bepaald door voornoemd resterend bedrag te delen door het totale aantal punten dat wordt toegekend aan het geheel van ethische comités overeenkomstig de bepaling van vorig lid.

Bij wijze van overgangsmaatregel zullen alle bedragen bedoeld in dit artikel voorwerp zijn van een globale regeling voor de jaren 2004 en 2005 en zullen ze in 2007 overgemaakt worden.

§ 5. De opdrachtgever van een monocentrisch experiment in de zin van artikel 11, § 2, dient rechtstreeks aan de betrokken ethische comités een retributie te betalen.

De opdrachtgever van een multicentrisch experiment in de zin van artikel 11, § 7, dient rechtstreeks aan de betrokken ethische comités een retributie te betalen.

Het indienen van een dossier door een onderzoeker, conform artikel 19, § 2, verplicht de opdrachtgever, afhankelijk van het feit of het om een monocentrisch of multicentrisch experiment gaat, tot het betalen van een retributie rechtstreeks betaalbaar aan het ethisch comité, het ethisch comité bevoegd om het enkel advies uit te brengen, en van een retributie rechtstreeks betaalbaar aan elk ethisch comité niet bevoegd om het enkel advies uit te brengen, maar waarop een beroep gedaan wordt met betrekking tot artikel 11, § 4, 4^o, 6^o en 7^o.

§ 6. De Koning bepaalt het bedrag en de regels van betaling van de bijdragen en retributies voorzien in dit artikel.

§ 7. Elk ethisch comité is ertoe gehouden jaarlijks een verslag over te zenden aan de minister. Dit verslag bevat een lijst van de adviesaanvragen die aan het ethisch comité in uitvoering van deze wet werden voorgelegd, evenals een lijst van de gemotiveerde antwoorden die op de adviesaanvragen werden gegeven. De Koning kan de vorm van dit verslag vaststellen.

§ 8. De Koning kan, ten laste van de opdrachtgever of de aanvragers van een vergunning om een experiment te voeren of de houders van een vergunning om een experiment te voeren, bedoeld in deze wet en ten voordele van de bevoegde overheid, andere bijdragen instellen dan die voorzien in § 2, voor de uitvoering van de in deze wet voorziene opdrachten van het Federaal Agentschap voor geneesmiddelen en gezondheidsproducten, waarvan Hij het bedrag en de regels bepaalt.

§ 9. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, voor de geneesmiddelen voor onderzoek, een heffing opleggen ten laste van de opdrachtgever van een klinische proef ten gunste van het Federaal Agentschap voor geneesmiddelen en gezondheidsproducten. Daarbij bepaalt Hij de regels voor de inning ervan. Het bedrag van deze heffing wordt vastgesteld naar gelang van de risico's verbonden aan de geneesmiddelen voor onderzoek voor de volksgezondheid en de daaraan verbonden activiteiten.

De besluiten genomen ter uitvoering van het eerste lid, zijn van rechtswege opgeheven wanneer zij niet door de wetgever worden bekrachtigd binnen 18 maanden na hun inwerkingtreding.

§ 10. De heffingen en retributies bedoeld in het huidige artikel worden jaarlijks aangepast aan de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen van het Rijk, in functie van het indexcijfer van de maand september.

Het aanvangsindexcijfer is dat van de maand september voorafgaand aan de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het koninklijk besluit tot vaststelling van het bedrag van de heffing of van de retributie.

De geïndexeerde bedragen worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en zijn van toepassing op de heffingen en retributies opeisbaar vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op dat gedurende hetwelk de aanpassing is uitgevoerd.

Afdeling 2 - Financiering van de NAT-testen

Art. 33. In Hoofdstuk III, afdeling 1, van de wet van 5 juli 1994 betreffende bloed en bloedderivaten van menselijke oorsprong wordt een artikel 7bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 7bis. De financiering van de NAT HIV1 en NAT HCV testen, uitgevoerd door of voor de instellingen in het kader van deze wet geschiedt ten laste van het Federaal Agentschap voor geneesmiddelen en gezondheidsproducten. Die financiering gebeurt via een subsidiëring.

Voor de toepassing van het eerste lid, wordt bedoelde subsidiëring aan de instellingen uitbetaald door het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, die hiervoor de nodige middelen van de Staat ontvangt via de kredieten bedoeld in artikel 13,

la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé.

Le Roi fixe les montants, les conditions et les modalités pour l'application du présent article. ».

Section 3. — Entrée en vigueur

Art. 34. Les articles du présent chapitre entrent en vigueur le 15 janvier 2007.

CHAPITRE VI. — *Conseil supérieur de la Santé*

Art. 35. Il est créé un Conseil supérieur de la Santé auprès du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

Art. 36. Le Conseil, visé à l'article 35, a pour mission :

1. compte tenu de l'état actuel de la science, de donner, sur demande ou de sa propre initiative, des avis; recommandations ou rapports indépendants en matière de santé publique dans le but de soutenir la politique dans ce domaine;

2. en particulier, de coopérer avec la Commission des Communautés européennes en application de la Directive 93/5/CEE du Conseil du 25 février 1993 concernant l'assistance des États membres à la Commission et leur coopération en matière d'examen scientifique des questions relatives aux denrées alimentaires.

Art. 37. Le Roi détermine les modalités de fonctionnement et de la composition du Conseil visé à l'article 35.

CHAPITRE VII. — *Allocations aux personnes handicapées*

Art. 38. A l'article 12, § 1^{er}, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, modifié par la loi du 22 décembre 1989, 24 décembre 2002 et 9 juillet 2004, les mots « pour un tiers » sont remplacés par les mots « pour 28 pour cent ».

Art. 39. L'article 38 entre en vigueur le 1^{er} juin 2007.

CHAPITRE VIII. — *Mesures relatives aux employeurs des secteurs occupant des travailleurs occasionnels*

Section 1^{re}. — Champignons

Art. 40. Un montant forfaitaire de 400 000 euros est versé en 2007 et en 2008 au Fonds social et de garantie pour l'horticulture par la Gestion globale de la sécurité sociale des travailleurs salariés pour autant qu'une convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal et couvrant au moins la période du 1^{er} avril 2007 au 31 décembre 2008 renforce les primes d'emploi que le Fonds précité octroie actuellement.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prolonger la période d'octroi du montant forfaitaire au-delà de 2008 ainsi qu'en modifier le montant à partir de 2009.

Section 2. — Financement alternatif

Art. 41. Dans l'article 66, § 11, de la loi-programme du 2 janvier 2001, inséré par la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, les mots « de 22 051 milliers d'euros » sont remplacés par les mots « de 22 451 milliers d'euros ».

Section 3. — Mesures en faveur des secteurs occupant des travailleurs occasionnels soumis à l'ensemble des régimes de sécurité sociale

Art. 42. L'article 345 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, dont le texte actuel devient le § 1^{er}, est complété par un deuxième paragraphe libellé comme suit :

« § 2. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut prévoir, pour les employeurs des secteurs qui occupent des travailleurs occasionnels au sens des arrêtés pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, soumis à l'ensemble des régimes visés à l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1981 et pour les catégories de travailleurs occupés par ces employeurs qu'il détermine, que les cotisations pour les frais d'administration dont l'employeur est redevable à un secrétariat social agréé d'employeurs sont prises en charge par l'Office national de Sécurité sociale selon les modalités et à concurrence des montants qu'il fixe. Il détermine également la période durant laquelle cet avantage est octroyé. ».

§ 1, 1^o van de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten.

De Koning bepaalt de bedragen, de voorwaarden en modaliteiten voor de toepassing van dit artikel. ».

Afdeling 3. — Inwerkingtreding

Art. 34. De artikelen van dit hoofdstuk treden in werking op 15 januari 2007.

HOOFDSTUK VI. — *Hoge Gezondheidsraad*

Art. 35. Er wordt een Hoge Gezondheidsraad opgericht bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

Art. 36. De in artikel 35 bedoelde Raad heeft als taken :

1. rekening houdend met de huidige stand van de wetenschap, op verzoek of op eigen initiatief, onafhankelijke adviezen, aanbevelingen of rapporten te verstrekken inzake volksgezondheid met als doel het beleid terzake te ondersteunen;

2. inzonderheid samen te werken met de Commissie van de Europese Gemeenschappen, in uitvoering van Richtlijn 93/5/EEG van de Raad van 25 februari 1993 betreffende de bijstand aan de Commissie en de samenwerking van de lidstaten bij het wetenschappelijk onderzoek van vraagstukken in verband met levensmiddelen.

Art. 37. De Koning bepaalt de nadere werking en de samenstelling van de in artikel 35 bedoelde Raad.

HOOFDSTUK VII. — *Tegemoetkomingen aan personen met een handicap*

Art. 38. In artikel 12, § 1, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989, 24 december 2002 en 9 juli 2004, worden de woorden « voor een derde » vervangen door de woorden « voor 28 procent ».

Art. 39. Artikel 38 treedt in werking op 1 juni 2007.

HOOFDSTUK VIII. — *Maatregelen met betrekking tot de werkgevers van de sectoren die gelegenhedswerknemers tewerkstellen*

Afdeling 1. — Champignons

Art. 40. Het globaal beheer van de sociale zekerheid voor werknemers stort in 2007 en 2008 een forfaitair bedrag van 400 000 euro aan het Waarborg- en sociaal fonds voor het tuinbouwbedrijf, voorzover een bij koninklijk besluit algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst die minstens geldig is voor de periode van 1 april 2007 tot 31 december 2008 de thans door het voornoemde Fonds toegekende tewerkstellingspremies versterkt.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de toekenningsperiode van het forfaitaire bedrag na 2008 verlengen alsook het bedrag ervan wijzigen vanaf 2009.

Afdeling 2. — Alternatieve financiering

Art. 41. In artikel 66, § 11, van de programmawet van 2 januari 2001, ingevoegd bij de programmawet (I) van 27 december 2006, worden de woorden « van 22 051 duizend euro » vervangen door de woorden « van 22 451 duizend euro ».

Afdeling 3. — Maatregelen ten gunste van de sectoren die gelegenhedswerknemers onderworpen aan het geheel der regelingen van de sociale zekerheid tewerkstellen

Art. 42. Artikel 345 van de programmawet (I) van 24 december 2002, waarvan de huidige tekst § 1 wordt, wordt aangevuld met een tweede paragraaf, luidende :

« § 2. Bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, kan de Koning, voor de werkgevers van de sectoren die gelegenhedswerknemers tewerkstellen in de zin van de uitvoeringsbesluiten van de wet tot de uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, die onderworpen zijn aan het geheel der regelingen als bedoeld in artikel 21, § 1, van de wet van 29 juni 1981 en voor de categorieën van werknemers tewerkgesteld door deze werkgevers die Hij bepaalt, bepalen dat de bijdragen voor de administratiekosten die de werkgever verschuldigd is aan een erkend sociaal secretariaat van werkgevers voor de bedoelde werknemers ten laste worden genomen door de Rijksdienst voor sociale zekerheid volgens de modaliteiten en ten belope van de bedragen die Hij bepaalt. Hij bepaalt eveneens de periode tijdens welke dit voordeel wordt toegekend. ».

Art. 43. L'article 17 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par les lois des 24 décembre 1972, 28 mars 1973, 16 juillet et 23 décembre 1974, 28 mars 1975, 5 janvier 1976 et 8 août 1980 et par les arrêtés royaux des 24 décembre 1980 et 30 décembre 1982, est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit :

« § 5. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dispenser les employeurs des secteurs qui occupent des travailleurs occasionnels au sens des arrêtés pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, soumis à l'ensemble des régimes visés à l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1981 et pour les catégories de travailleurs qu'Il détermine, du versement total ou partiel d'une ou plusieurs cotisations visées au § 2, 1^o, de cet article. ».

Art. 44. L'article 188 de la loi du 27 décembre 2006 portant dispositions diverses(I), est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, soustraire de l'application des dispositions de la présente section, les employeurs des secteurs qui occupent des travailleurs occasionnels au sens des arrêtés pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, soumis à l'ensemble des régimes visés à l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1981 et pour les catégories de travailleurs qu'Il détermine. ».

Art. 45. L'article 192, § 1^{er}, de la même loi, est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, soustraire de l'application des dispositions de la présente section les employeurs des secteurs qui occupent des travailleurs occasionnels au sens des arrêtés pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, soumis à l'ensemble des régimes visés à l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1981 et pour les catégories de travailleurs qu'Il détermine. ».

Art. 46. L'article 122, alinéa 1^{er}, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifié par l'arrêté royal du 19 mai 1995 et par la loi du 27 décembre 2006, est complété par les mots suivants :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, dispenser de cette cotisation les employeurs des secteurs qui occupent des travailleurs occasionnels au sens des arrêtés pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, soumis à l'ensemble des régimes visés à l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1981 et pour les catégories de travailleurs qu'Il détermine. ».

Art. 47. L'article 332 de la loi programme (I) du 24 décembre 2002, modifié par la loi du 22 décembre 2003, est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prévoir, en ce qui concerne les employeurs des secteurs pouvant occuper des travailleurs occasionnels au sens des arrêtés pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, qui sont soumis à l'ensemble des régimes visés à l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1981, qu'un seuil minimum en matière de prestations globales des différentes occupations d'un même travailleur chez un même employeur ne doit pas être atteint. ».

Section 4. — Entrée en vigueur

Art. 48. Les dispositions du présent chapitre produisent leurs effets le 1^{er} avril 2007.

CHAPITRE IX. — Modification de l'article 148 de la loi du 27 décembre 2006 portant dispositions diverses (I)

Art. 49. L'article 148 de la loi du 27 décembre 2006 portant dispositions diverses(I) est remplacé par la disposition suivante :

« Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et pris après avis du Conseil national du Travail, le Roi fixe la date d'entrée en vigueur du présent chapitre.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1^{er}, les articles 114 et 115 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2007.

Art. 43. Artikel 17 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1972, 28 maart 1973, 16 juli en 23 december 1974, 28 maart 1975, 5 januari 1976 en 8 augustus 1980 en de koninklijke besluiten van 24 december 1980 en 30 december 1982, wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende :

« § 5. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de werkgevers van de sectoren die gelegenhedswerknemers tewerkstellen in de zin van de uitvoeringsbesluiten van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, die onderworpen zijn aan het geheel der regelingen als bedoeld in artikel 21, § 1, van de wet van 29 juni 1981 en voor de categorieën werknemers die Hij bepaalt, volledig of gedeeltelijk vrijstellen van één of meerdere bijdragen bedoeld bij § 2, 1^o, van dit artikel. ».

Art. 44. Artikel 188 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

« De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de werkgevers van de sectoren die gelegenhedswerknemers tewerkstellen in de zin van de uitvoeringsbesluiten van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, die onderworpen zijn aan het geheel der regelingen als bedoeld in artikel 21, § 1, van de wet van 29 juni 1981 en voor de categorieën werknemers die Hij bepaalt, onttrekken aan de toepassing van de bepalingen van deze afdeling. ».

Art. 45. In artikel 192, § 1, van dezelfde wet, wordt een tweede lid ingevoegd, luidende :

« De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de werkgevers van de sectoren die gelegenhedswerknemers tewerkstellen in de zin van de uitvoeringsbesluiten van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, die onderworpen zijn aan het geheel der regelingen als bedoeld in artikel 21, § 1, van de wet van 29 juni 1981 en voor de categorieën werknemers die Hij bepaalt, onttrekken aan de toepassing van de bepalingen van deze afdeling. ».

Art. 46. Artikel 122, eerste lid van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 mei 1995 en bij de wet van 27 december 2006, wordt aangevuld als volgt :

« De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de werkgevers van de sectoren die gelegenhedswerknemers tewerkstellen in de zin van de uitvoeringsbesluiten van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, die onderworpen zijn aan het geheel der regelingen als bedoeld in artikel 21, § 1, van de wet van 29 juni 1981 en voor de categorieën werknemers die Hij bepaalt, vrijstellen van deze bijdrage. ».

Art. 47. Artikel 332 van de programmawet (I) van 24 december 2002, gewijzigd bij de wet van 22 december 2003, wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

« De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, met betrekking tot de werkgevers van de sectoren die gelegenhedswerknemers kunnen tewerkstellen in de zin van de uitvoeringsbesluiten van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, die onderworpen zijn aan het geheel der regelingen als bedoeld in artikel 21, § 1, van de wet van 29 juni 1981, voorzien dat een minimumdrempel met betrekking tot de globale prestaties van de verschillende tewerkstellingen van dezelfde werknemer bij dezelfde werkgever niet moet worden bereikt. ».

Afdeling 4. — Inwerkingtreding

Art. 48. De bepalingen van dit hoofdstuk hebben uitwerking met ingang vanaf 1 april 2007.

HOOFDSTUK IX. — Wijziging van artikel 148 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I)

Art. 49. Artikel 148 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I) wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na advies van de Nationale Arbeidsraad bepaalt de Koning de dag waarop dit hoofdstuk in werking treedt.

In afwijking op de bepalingen van het eerste lid hebben de artikelen 114 en 115 uitwerking met ingang van 1 januari 2007.

A partir du 1^{er} avril 2007 et jusqu'à la date d'entrée en vigueur du présent chapitre, les débiteurs de la retenue visée à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur des indemnités d'invalidité et des prépensions et de la cotisation spéciale à charge de l'employeur visée à l'article 268 de la loi-programme du 22 décembre 1989, déclarent trimestriellement les retenues et cotisations et versent celles-ci à l'Office national des pensions dans le mois qui suit ce trimestre. ».

TITRE IV. — Pensions

CHAPITRE 1^{er}. — *Coordination des articles 26, 26bis et 26ter de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale*

Art. 50. L'article 26 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, est remplacé comme suit :

« Art. 26. § 1^{er}. L'organisme de pension ou l'organisateur lui-même, si ce dernier le demande, communique au moins une fois par an, aux affiliés, à l'exception des rentiers, une fiche de pension qui contient au moins les données suivantes :

1° le montant des réserves acquises, en mentionnant, le cas échéant, le montant correspondant aux garanties visées à l'article 24;

2° sauf pour les engagements de pension de type contributions définies sans garantie tarifaire, le montant des prestations acquises ainsi que la date à laquelle celles-ci sont exigibles;

3° les éléments variables qui sont pris en compte pour le calcul des montants visés aux points 1° et 2°;

4° le montant des réserves acquises de l'année précédente;

5° le niveau actuel de financement des réserves acquises et de la garantie visée à l'article 24.

Lors de cette communication, l'organisme de pension ou le cas échéant l'organisateur informe l'affilié que le texte du règlement est disponible sur simple demande auprès de la personne qui est désignée conformément au règlement à cet effet.

§ 2. L'organisme de pension ou l'organisateur lui-même, si ce dernier le demande, communique à l'affilié, sur simple demande, un aperçu historique des données visées au § 1^{er}, 1° et 2°.

Cet aperçu peut être limité à la période d'affiliation auprès de l'organisme de pension et à la période après le 1^{er} janvier 1996.

§ 3. L'organisme de pension ou l'organisateur lui-même, si ce dernier le demande, communique, au moins tous les cinq ans, à tous les affiliés à partir de l'âge de 45 ans, le montant de la rente, sans déduction de l'impôt, à attendre à l'âge de 65 ans.

Cette communication ne vaut pas notification d'un droit à une pension complémentaire.

§ 4. Lors du départ à la retraite ou lorsque d'autres prestations deviennent exigibles, l'organisme de pension ou l'organisateur lui-même, si ce dernier le demande, informe le bénéficiaire ou ses ayants droits des prestations qui sont dues et des possibles options de paiement.

§ 5. L'organisme de pension auquel l'affilié, lors de sa sortie, transfère ses réserves en application de l'article 32, § 1^{er}, 2°, et l'organisme de pension qui est désigné par le travailleur conformément à l'article 33, communiquent au moins une fois par an à l'intéressé une fiche de pension qui contient au moins les données suivantes :

1° le montant des réserves;

2° le montant des prestations et la date à laquelle elles sont exigibles;

3° les éléments variables qui sont pris en compte pour le calcul des montants visés aux points 1° et 2°;

4° le montant des réserves de l'année précédente.

Les organismes de pension communiquent sur simple demande à l'intéressé un historique des données visées aux points 1° et 2° de l'alinéa 1^{er}.

L'organisme de pension communique, au moins tous les cinq ans, à tous les affiliés à partir de l'âge de 45 ans, le montant de la rente, sans déduction de l'impôt, à attendre à l'âge de 65 ans. Cette communication ne vaut pas notification d'un droit à une pension complémentaire.

Lors du départ à la retraite ou lorsque d'autres prestations deviennent exigibles, l'organisme de pension informe le bénéficiaire ou ses ayants droits des prestations qui sont dues et des possibles options de paiement correspondantes.

Vanaf 1 april 2007 en tot de datum van inwerkingtreding van dit hoofdstuk, geven de debiteurs van de inhouding bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 33 van 30 maart 1982 betreffende een inhouding op invaliditeitsuitkeringen en brugpensioenen en van de bijzondere werkgeversbijdrage bedoeld in artikel 268 van de programwet van 22 december 1989, de inhoudingen en bijdragen per kwartaal aan en storten ze die aan de Rijksdienst voor pensioenen tijdens de maand volgend op dit kwartaal. ».

TITEL IV. — Pensioenen

HOOFDSTUK I. — *Coördinatie van de artikelen 26, 26bis en 26ter van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingsstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid*

Art. 50. Artikel 26 van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingsstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, wordt vervangen als volgt :

« Art. 26. § 1. De pensioeninstelling of de inrichter zelf, indien deze laatste daar om vraagt, deelt ten minste éénmaal per jaar aan de aangeslotenen, behalve aan de rentegenieters, een pensioenfiche mee waarop ten minste volgende gegevens worden vermeld :

1° het bedrag van de verworven reserves, in voorkomend geval met vermelding van het bedrag dat overeenstemt met de waarborgen bedoeld in artikel 24;

2° behalve voor de pensioentoezeggingen van het type vaste bijdragen zonder tariefgarantie, het bedrag van de verworven prestaties en de datum waarop deze opeisbaar zijn;

3° de variabele elementen waarmee bij de berekening van de bedragen onder 1° en 2° wordt rekening gehouden;

4° het bedrag van de verworven reserves van het vorige jaar;

5° het actuele financieringsniveau van de verworven reserves en van de waarborg bedoeld in artikel 24.

Bij deze gelegenheid deelt de pensioeninstelling of desgevallend de inrichter de aangeslotene mee dat de tekst van het reglement op eenvoudig verzoek kan worden verkregen bij de persoon die daartoe overeenkomstig het reglement is aangeduid.

§ 2. De pensioeninstelling of de inrichter zelf, indien deze laatste daar om vraagt, deelt op eenvoudig verzoek aan de aangeslotene een historisch overzicht van de gegevens bedoeld in § 1, 1° en 2°, mee.

Dit overzicht kan worden beperkt tot de periode van aansluiting bij de pensioeninstelling en tot de periode na 1 januari 1996.

§ 3. De pensioeninstelling of de inrichter zelf, indien deze laatste daar om vraagt, deelt ten minste om de vijf jaar het bedrag mee van de verwachte rente op de leeftijd van 65 jaar, zonder aftrek van de belastingen, aan alle aangeslotenen vanaf de leeftijd van 45 jaar.

Deze mededeling geldt niet als kennisgeving van een recht op een aanvullend pensioen.

§ 4. Bij de pensionering of wanneer er andere uitkeringen verschuldigd worden, licht de pensioeninstelling of de inrichter zelf, indien deze laatste daar om vraagt, de begunstigde of zijn rechthebbenden in over de uitkeringen die verschuldigd zijn en over de mogelijke wijzen van uitbetaling.

§ 5. De pensioeninstelling waarnaar de aangeslotene bij zijn uittreding zijn reserves overdraagt bij toepassing van artikel 32, § 1, 2°, en de pensioeninstelling die door de werknemer wordt aangeduid overeenkomstig artikel 33, delen ten minste eenmaal per jaar aan de betrokkene een pensioenfiche mee waarop ten minste volgende gegevens worden vermeld :

1° het bedrag van de reserves;

2° het bedrag van de prestaties en de datum waarop deze opeisbaar zijn;

3° de variabele elementen waarbij bij de berekening van de bedragen onder 1° en 2° wordt rekening gehouden;

4° het bedrag van de reserves van het vorige jaar.

De pensioeninstellingen delen op eenvoudig verzoek aan de betrokkene een historisch overzicht van de gegevens bedoeld in 1° en 2° van het eerste lid mee.

De pensioeninstelling deelt ten minste om de vijf jaar het bedrag mee van de verwachte rente op de leeftijd van 65 jaar, zonder aftrek van de belastingen, aan alle betrokkenen vanaf de leeftijd van 45 jaar. Deze mededeling geldt niet als kennisgeving van een recht op een aanvullend pensioen.

Bij de pensionering of wanneer er andere uitkeringen verschuldigd worden, licht de pensioeninstelling de begunstigde of zijn rechthebbenden in over de uitkeringen die verschuldigd zijn en over de mogelijke wijzen van uitbetaling.

§ 6. Le Roi détermine, après avis de la commission des pensions complémentaires, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les éléments et hypothèses et le mode de calcul qui doivent être utilisés pour calculer la rente à attendre visée aux § 3 et § 5, alinéa 3.

En attendant que le Roi ait pris l'arrêté visé à l'alinéa 1^{er}, la rente attendue visée aux § 3 et § 5, alinéa 3, sera calculée en partant des hypothèses suivantes :

1° pour les affiliés actifs :

a) les versements continuent à être effectués;

b) pour les engagements de type prestations définies, il est tenu compte des prestations promises;

c) pour les engagements de type contributions définies, les réserves acquises et les contributions encore à verser sont capitalisées au taux visé à l'article 24, § 2, alinéa 1^{er};

2° pour les affiliés sortis :

a) pour les engagements de type prestations définies, il est tenu compte des prestations réduites lorsque l'affilié a opté pour la possibilité visée à l'article 32, § 1^{er}, 3^o, a);

b) pour les engagements de type contributions définies et les engagements dans une structure d'accueil, les réserves acquises sont capitalisées au taux visé à l'article 24, § 2, alinéa 1^{er}.

3° Pour les régimes de pension visés au § 5, les réserves sont capitalisées au taux visé à l'article 24, § 2, alinéa 1^{er}.

§ 7. Les communications visées aux paragraphes 1^{er} à 5 contiennent également les données suivantes :

1° l'identification de l'affilié ou de l'intéressé;

2° le cas échéant l'identification de l'organisateur;

3° l'identification de l'organisme de pension;

4° l'identification de l'arrangement de pension;

5° dans le cas où il s'agit d'une communication visée au § 3 ou au § 5, troisième alinéa : la communication selon laquelle l'estimation ne vaut pas notification d'un droit à une pension complémentaire.

Le Roi peut compléter la liste avec des données figurant à l'alinéa 1^{er}.

Si l'organisateur ou l'organisme de pension souhaite communiquer des informations complémentaires à l'intéressé, cela doit se faire dans une partie clairement séparée.

§ 8. A partir d'une date fixée par le Roi, mais qui ne peut en aucun cas être postérieure au 31 décembre 2010, l'information visée aux paragraphes 1^{er}, 2, 3 et 5 doit être communiquée par l'organisme de pension ou l'organisateur lui-même, si ce dernier le demande, à l'affilié qui en fait la demande. Le Roi fixe les modalités ultérieures pour l'introduction de la demande, sa recevabilité, ainsi que la manière dont et le délai dans lequel l'information est mise à disposition. Il peut différencier ces modalités en fonction de la façon dont la demande a été introduite.

Aux conditions fixées par le Roi, l'organisme de pension, ou le cas échéant l'organisateur, est déchargé de l'obligation visée aux paragraphes 1^{er} à 5 lorsqu'il a été donné suite à la demande visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 9. La CBFA peut fixer une présentation standard qui doit être utilisée pour les communications visées dans le présent article.

§ 10. L'organisateur ou l'organisme de pension peut, pour tout ou partie des régimes de pension qu'il gère, être déchargé de l'exécution des obligations imposées dans le présent article, pour autant que l'asbl SIGeDIS, créée suivant l'article 12 de l'arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution du Titre III, chapitre II, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, s'engage, sur la base d'une convention avec l'organisateur ou l'organisme de pension, à reprendre l'exécution de ces obligations. ».

Art. 51. Les articles 26bis et 26ter de la même loi sont abrogés.

CHAPITRE II. — Transferts entre régimes de pension

Art. 52. A l'article 1^{er}, dernier alinéa, de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé, inséré par la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, les mots « du travailleur salarié » sont remplacés par les mots « de l'intéressé ».

TITRE V. — Classes moyennes

CHAPITRE unique. — *Modification de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite et des personnes assimilées*

Art. 53. L'article 7 de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite et des personnes assimilées, en application des articles 29 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, confirmé par la

§ 6. De Koning bepaalt na advies van de Commissie voor Aanvullende Pensioenen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Minister-raad op basis van welke elementen en hypothesen en op welke wijze de te verwachten rente bedoeld in § 3 en § 5, derde lid, moet worden berekend.

In afwachting dat de koning het besluit bedoeld in het eerste lid heeft genomen, wordt voor de berekening van de in § 3 en § 5, derde lid, bedoelde verwachte rente uitgegaan van de volgende hypothesen :

1° voor de actieve aangeslotenen :

a) de stortingen blijven doorlopen;

b) voor de toezeggingen van het type vaste prestaties wordt rekening gehouden met de beloofde prestaties;

c) voor de toezeggingen van het type vaste bijdragen worden de verworven reserves en de nog te storten bijdragen gekapitaliseerd aan de rentevoet bedoeld in artikel 24, § 2, eerste lid;

2° voor de uitgetreden aangeslotenen :

a) voor de toezeggingen van het type vaste prestaties, indien de aangeslotene gekozen heeft voor de mogelijkheid bedoeld in artikel 32, § 1, 3^o, a), wordt er rekening gehouden met de gereduceerde prestaties;

b) voor de toezeggingen van het type vaste bijdragen en de toezeggingen in een onthaalstructuur worden de verworven reserves gekapitaliseerd aan de rentevoet bedoeld in artikel 24, § 2, eerste lid.

3° Voor de pensioenregelingen bedoeld in § 5 worden de reserves gekapitaliseerd aan de rentevoet bedoeld in artikel 24, § 2, eerste lid.

§ 7. De mededelingen bedoeld in de paragrafen 1 tot en met 5 vermelden eveneens volgende gegevens :

1° de identificatie van de aangeslotene of betrokkene;

2° in voorkomend geval de identificatie van de inrichter;

3° de identificatie van de pensioeninstelling;

4° de identificatie van de pensioenregeling;

5° in het geval het een mededeling betreft bedoeld in § 3 of § 5, derde lid : de mededeling dat de raming niet geldt als kennisgeving van een recht op aanvullend pensioen.

De Koning kan de lijst met gegevens vermeld in het eerste lid aanvullen.

Indien de inrichter of de pensioeninstelling bijkomende informatie wensen mee te delen aan de betrokkene, dient dit te gebeuren in een duidelijk onderscheiden gedeelte.

§ 8. Vanaf een datum bepaald door de Koning maar die zich in geen geval mag bevinden na 31 december 2010, moet de informatie bedoeld in de paragrafen 1, 2, 3 en 5 door de pensioeninstelling of de inrichter zelf, indien deze laatste daar om vraagt, worden meegedeeld aan de aangeslotene die daar om vraagt. De Koning bepaalt de verdere modaliteiten voor het indienen van de aanvraag, de ontvankelijkheid van de aanvraag en de wijze waarop en de termijn waarbinnen de informatie ter beschikking wordt gesteld. Hij kan daarbij een onderscheid maken naargelang de wijze waarop de aanvraag is ingediend.

Onder de voorwaarden die de Koning bepaalt, is de pensioeninstelling of desgevallend de inrichter ontslagen van de verplichting bedoeld in de paragrafen 1 tot en met 5 wanneer er gevolg is gegeven aan de aanvraag bedoeld in het eerste lid.

§ 9. De CBFA kan een gestandaardiseerde presentatiewijze bepalen die voor mededelingen bedoeld in dit artikel dient gebruikt te worden.

§ 10. De inrichter of de pensioeninstelling kan voor een deel of het geheel van de pensioenregelingen die zij beheert, worden ontheven van de uitvoering van de verplichtingen opgelegd in dit artikel voor zover de vzw SIGeDIS, opgericht overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot uitvoering van Titel III, hoofdstuk II, van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, zich er op grond van een overeenkomst met de inrichter of de pensioeninstelling toe verbindt om de uitvoering van die verplichtingen over te nemen. ».

Art. 51. De artikelen 26bis en 26ter van dezelfde wet worden opgeheven.

HOOFDSTUK II. — Overdracht tussen pensioenstelsels

Art. 52. In artikel 1, laatste lid, van de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privé-sector, ingevoegd bij de programwet (I) van 27 december 2006, worden de woorden « van de werknemer » vervangen door de woorden « van de belanghebbende ».

TITEL V. — Middenstand

Enig HOOFDSTUK. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 18 november 1996 houdende invoering van een sociale verzekering ten gunste van zelfstandigen, in geval van faillissement, en van gelijkgestelde personen*

Art. 53. Artikel 7 van het koninklijk besluit van 18 november 1996 houdende invoering van een sociale verzekering ten gunste van zelfstandigen, in geval van faillissement, en van gelijkgestelde personen, met toepassing van de artikelen 29 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot

loi du 13 juin 1997 et modifié en dernier lieu par la loi-programme du 27 décembre 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. — Les personnes visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, qui remplissent les conditions de l'article 4, § 2, peuvent obtenir pendant douze mois au maximum une prestation financière.

Selon que les personnes ont ou non au moins une personne à charge, au sens de l'article 225, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o à 5^o, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, le montant mensuel de la prestation s'élève au montant mensuel de la pension minimum d'un travailleur indépendant qui remplit, selon le cas, les conditions de l'article 9, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal n^o 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, ou de l'article 9, § 1^{er}, 2^o, du même arrêté.

La période de douze mois visée à l'alinéa 1^{er} débute le premier jour du mois suivant celui du jugement déclaratif de faillite. Lorsqu'au cours de cette période, les intéressés acquièrent une personne à charge ou cessent d'avoir une personne à charge au sens de l'article 225, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o à 5^o, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 précité, le changement dans le montant mensuel s'opère à partir du mois qui suit cet événement. ».

Art. 54. L'article 53 entre en vigueur le 1^{er} juillet 2007 et est d'application pour les faillites prononcées au plus tôt le 1^{er} juillet 2007.

TITRE VI. — Emploi

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs*

Art. 55. L'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, remplacé par l'arrêté royal du 26 décembre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30bis. — § 1^{er}. Pour l'application du présent article, il faut entendre par :

- 1^o travaux : les activités déterminées par le Roi;
- 2^o commettant : quiconque donne ordre d'exécuter ou de faire exécuter des travaux pour un prix;
- 3^o entrepreneur :
 - quiconque s'engage, pour un prix, à exécuter ou à faire exécuter des travaux pour un commettant;
 - chaque sous-traitant par rapport aux sous-traitants suivants;
- 4^o sous-traitant : quiconque s'engage, soit directement, soit indirectement, à quelque stade que ce soit, à exécuter ou à faire exécuter pour un prix, le travail ou une partie du travail confié à l'entrepreneur ou à mettre des travailleurs à disposition à cet effet;
- 5^o quelqu'un qui n'est pas enregistré comme entrepreneur : l'entrepreneur ou le sous-traitant qui n'a pas demandé l'enregistrement comme entrepreneur, ou ne l'a pas obtenu ou dont l'enregistrement comme entrepreneur est radié.

§ 2. L'enregistrement comme entrepreneur et la radiation de l'enregistrement sont effectués aux conditions, dans les cas et suivant les modalités déterminées par le Roi. A cet effet, le Roi crée des commissions dont Il détermine la mission, la composition et le fonctionnement.

A défaut de décision concernant une demande d'enregistrement dans le délai fixé par le Roi, l'entrepreneur qui a introduit une demande d'enregistrement auprès de la Commission ad hoc est enregistré d'office.

Le Roi crée en outre un groupe d'impulsion dont Il détermine la composition et le fonctionnement. Le groupe d'impulsion a pour mission de garantir l'uniformité des décisions prises par les commissions, d'assurer le bon fonctionnement des secrétariats des commissions et d'assister les commissions en cas de recours contre une décision. Les commissions conservent néanmoins le droit de confronter les avis du groupe d'impulsion, qui ont trait à des principes généraux, aux circonstances de fait de chaque dossier individuel.

vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, bekrachtigd door de wet van 13 juni 1997 en laatst gewijzigd bij de programmawet van 27 december 2004, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7. De in artikel 2, eerste lid, bedoelde personen die de voorwaarden van artikel 4, § 2, vervullen, kunnen gedurende ten hoogste twaalf maanden een uitkering verkrijgen.

Naargelang de betrokkenen al dan niet minstens één persoon ten laste hebben in de zin van artikel 225, § 1, eerste lid, 1^o tot en met 5^o, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, bedraagt het maandelijks bedrag van de uitkering het maandelijks bedrag van het minimumpensioen van een zelfstandige die de voorwaarden, naargelang het geval, van ofwel artikel 9, § 1, 1^o, van het koninklijk besluit nr 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen vervult, ofwel van artikel 9, § 1, 2^o, van hetzelfde besluit vervult.

De in het eerste lid bedoelde periode van twaalf maanden vangt aan op de eerste dag van de maand die volgt op die van het vonnis van faillietverklaring. Wanneer de betrokkenen in de loop van deze periode een persoon ten laste krijgen of ophouden een persoon ten laste te hebben, in de zin van artikel 225, § 1, eerste lid, 1^o tot en met 5^o, van voormeld koninklijk besluit van 3 juli 1996 wordt de wijziging in het maandelijks bedrag uitgevoerd vanaf de maand die op die gebeurtenis volgt. ».

Art. 54. Artikel 53 treedt in werking op 1 juli 2007 en is van toepassing voor de faillissementen die ten vroegste op 1 juli 2007 werden uitgesproken.

TITEL VI. — Werk

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders*

Art. 55. Artikel 30bis van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, vervangen bij koninklijk besluit van 26 december 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 30bis. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

- 1^o werken : de door de Koning bepaalde werkzaamheden;
- 2^o opdrachtgever : eenieder die de opdracht geeft om tegen een prijs werken uit te voeren of te laten uitvoeren;
- 3^o aannemer :
 - eenieder die er zich toe verbindt om tegen een prijs voor een opdrachtgever werken uit te voeren of te laten uitvoeren;
 - iedere onderaannemer ten overstaan van de na hem komende onderaannemers;
- 4^o onderaannemer : eenieder die er zich toe verbindt, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, in welk stadium ook, tegen een prijs het aan de aannemer toevertrouwde werk of een onderdeel ervan uit te voeren of te laten uitvoeren of daartoe werknemers ter beschikking te stellen;
- 5^o iemand die niet als aannemer is geregistreerd : de aannemer of onderaannemer die geen registratie als aannemer heeft gevraagd, noch verkregen of van wie de registratie als aannemer is geschrapt.

§ 2. De registratie als aannemer en de schrapping ervan worden verricht onder de voorwaarden, in de gevallen en volgens de modaliteiten die de Koning bepaalt. Daartoe richt de Koning commissies op waarvan Hij de opdracht, de samenstelling en de werking bepaalt.

Bij gebrek aan een beslissing omtrent een aanvraag tot registratie binnen de door de Koning bepaalde termijn, is de aannemer die een aanvraag tot registratie bij de ad hoc Commissie heeft ingediend, automatisch geregistreerd.

Bovendien richt de Koning een stuurgroep op waarvan Hij de samenstelling en de werking bepaalt. De stuurgroep heeft als opdracht de eenvormigheid van de door de commissies getroffen beslissingen te waarborgen, de goede werking van de secretariaten van de commissies te regelen en de commissies bij te staan in geval van verhaal tegen een beslissing. De commissies behouden niettemin het recht de adviezen van de stuurgroep die betrekking hebben op algemene beginselen, te toetsen aan de feitelijke omstandigheden van elk individueel dossier.

Avant d'entrer en fonction, les membres de la commission ou du groupe d'impulsion prêtent entre les mains du président le serment de s'acquitter de leur mission en toute impartialité et de garder le secret des délibérations auxquelles ils participent.

A partir de la notification à l'intéressé par lettre recommandée à la poste, les décisions des commissions sont exécutoires par provision.

Le recours contre ces décisions peut être introduit dans les vingt jours suivant la notification visée à l'alinéa 4. Ce recours est porté devant le tribunal de première instance conformément à la compétence générale dévolue à ce tribunal par l'article 568 du Code judiciaire.

Avant d'exercer ce recours, l'intéressé peut, par lettre recommandée à la poste, dans les vingt jours suivant la notification visée à l'alinéa 4, demander à être entendu par la commission; il peut se faire assister ou représenter par un conseil lors de l'audition. Lorsque l'intéressé ou son conseil ne comparait pas après une lettre recommandée à la poste l'invitant à exercer, lors de la réunion de la commission, son droit à être entendu, il est censé avoir renoncé à ce droit. La commission confirme ou revoit sa décision et le délai de recours de vingt jours visé à l'alinéa 5 prend cours le jour de la notification à l'intéressé de cette confirmation ou révision.

Les décisions des commissions deviennent définitives si aucun recours n'est introduit par l'intéressé ou par les ministres désignés par le Roi ou leurs délégués, dans le délai prévu à l'alinéa 5 ou à l'alinéa 6.

Les dispositions de l'article 53bis du Code judiciaire sont applicables au calcul dudit délai.

Les décisions d'enregistrement et les décisions de radiation, à l'exclusion de la motivation de ces dernières, sont publiées par l'ajout ou le retrait de la qualité d'entrepreneur enregistré sur le site internet de la Banque-carrefour des entreprises.

Le dispositif des décisions relatives au recours visé à l'alinéa 5, qui sont coulées en force de chose jugée, est en outre publié au *Moniteur belge*.

Sans préjudice de l'alinéa 4, les décisions de radiation de l'enregistrement comme entrepreneur ne sortent leurs effets vis-à-vis de tiers qu'à partir du lendemain de leur publication sur le site internet de la Banque-Carrefour des Entreprises.

§ 3. Le commettant qui, pour les travaux visés au § 1^{er}, fait appel à un entrepreneur qui a des dettes sociales au moment de la conclusion de la convention, est solidairement responsable du paiement des dettes sociales de son cocontractant.

L'entrepreneur qui, pour les travaux visés au § 1^{er}, fait appel à un sous-traitant qui a des dettes sociales au moment de la conclusion de la convention, est solidairement responsable du paiement des dettes sociales de son cocontractant.

Les articles 1200 à 1216 du Code civil sont applicables à la responsabilité solidaire visée aux alinéas précédents.

La responsabilité solidaire est limitée au prix total des travaux, non compris la taxe sur la valeur ajoutée, concédés à l'entrepreneur, ou au sous-traitant.

L'entrepreneur sans personnel qui voit sa responsabilité solidaire engagée en application des §§ 3 et 4 est assimilé à un employeur débiteur et est renseigné comme tel dans la banque de données accessible au public visée au § 4, alinéa 6, s'il ne s'acquitte pas des sommes réclamées dans les trente jours de l'envoi d'une mise en demeure recommandée.

L'entrepreneur identifié à l'Office national de sécurité sociale en qualité d'employeur qui n'a pas de dettes sociales propres et qui voit sa responsabilité solidaire engagée en application des §§ 3 et 4 est renseigné comme débiteur dans la banque de données accessible au public visée au § 4, alinéa 6, s'il ne s'acquitte pas des sommes réclamées dans les trente jours de l'envoi d'une mise en demeure recommandée.

On entend par dettes sociales propres, l'ensemble des sommes qu'un employeur est susceptible de devoir à l'Office national de sécurité sociale en sa qualité d'employeur. Le Roi en établit la liste.

Sont aussi considérées comme dettes sociales, les sommes réclamées au titre de la responsabilité solidaire dans les situations visées aux alinéas 5 et 6.

Alvorens in functie te treden leggen de leden van de commissie of van de stuurgroep in de handen van de voorzitter de eed af hun opdracht in volle onpartijdigheid te vervullen en de beraadslagingen waaraan zij deelnemen geheim te houden.

De beslissingen van de commissies zijn vanaf de kennisgeving aan de betrokkene bij een ter post aangetekend schrijven, uitvoerbaar bij voorraad.

Tegen deze beslissingen kan binnen twintig dagen na de in het vierde lid bedoelde kennisgeving een verhaal worden ingesteld. Dit verhaal wordt ingesteld voor de rechtbank van eerste aanleg overeenkomstig de algemene bevoegdheid welke aan deze rechtbank wordt toegekend door artikel 568 van het Gerechtelijk Wetboek.

Alvorens dit verhaal wordt ingesteld, kan de betrokkene, binnen twintig dagen na de in het vierde lid bedoelde kennisgeving, bij een ter post aangetekend schrijven, aan de commissie vragen om te worden gehoord; hij kan zich op de zitting door een raadsman laten bijstaan of vertegenwoordigen. Wanneer de betrokkene of zijn raadsman niet verschijnt na bij een ter post aangetekend schrijven te zijn uitgenodigd om tijdens de zitting van de commissie zijn recht om te worden gehoord, uit te oefenen, wordt hij geacht aan dat recht te verzoeken. De commissie bevestigt of herzielt haar beslissing en de in het vijfde lid vermelde verhaaltermijn van twintig dagen gaat slechts in op de dag waarop de betrokkene kennis is gegeven van die bevestiging of herziening.

De beslissingen van de commissies worden definitief indien binnen de in het vijfde of zesde lid beoogde termijn, geen verhaal is ingesteld door de betrokkene of door of vanwege de door de Koning aangeduide ministers.

De bepalingen van artikel 53bis van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing op de berekening van die termijn.

De beslissingen tot registratie en de beslissingen tot schrapping van de registratie, met uitzondering van de motivering van deze laatste, worden bekendgemaakt door de invoering of de schrapping van de hoedanigheid van geregistreerd aannemer op de website van de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Het beschikkend gedeelte van de in kracht van gewijsde gegane uitspraken over het in het vijfde lid bedoelde verhaal wordt bovendien in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Onverminderd het vierde lid hebben de beslissingen tot schrapping van de registratie als aannemer tegenover derden slechts uitwerking met ingang van de dag volgend op hun bekendmaking op de website van de Kruispuntbank van Ondernemingen.

§ 3. De opdrachtgever die voor de in § 1 vermelde werken een beroep doet op een aannemer die sociale schulden heeft op het ogenblik van het afsluiten van de overeenkomst, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de sociale schulden van zijn medecontractant.

De aannemer die voor de in § 1 vermelde werken een beroep doet op een onderaannemer die sociale schulden heeft op het ogenblik van het afsluiten van de overeenkomst, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de sociale schulden van zijn medecontractant.

De artikelen 1200 tot en met 1216 van het Burgerlijk Wetboek zijn toepasselijk op de in de vorige leden bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid.

De hoofdelijke aansprakelijkheid wordt beperkt tot de totale prijs van de werken toevertrouwd aan de aannemer of onderaannemer exclusief belasting over de toegevoegde waarde.

De aannemer zonder personeel, die hoofdelijk aansprakelijk wordt gesteld bij toepassing van §§ 3 en 4, wordt gelijkgesteld met een werkgever schuldenaar en is als dusdanig aangegeven in de databank die voor het publiek toegankelijk is, bedoeld in § 4, zesde lid, indien hij de geëiste bedragen niet vereffent binnen de dertig dagen na verzending van een aangetekende ingebrekestelling.

De aannemer die bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid als werkgever zonder eigen sociale schulden is geïdentificeerd en die hoofdelijk aansprakelijk wordt gesteld bij toepassing van §§ 3 en 4, is aangegeven als schuldenaar in de databank die voor het publiek toegankelijk is, bedoeld in § 4, zesde lid, indien hij de geëiste bedragen niet vereffent binnen de dertig dagen na verzending van een aangetekende ingebrekestelling.

Men verstaat onder eigen sociale schulden, het geheel van de sommen die verschuldigd kunnen zijn aan de Rijksdienst voor de Sociale Zekerheid in zijn hoedanigheid van werkgever. De Koning stelt hiervan een lijst op.

Als sociale schulden worden ook beschouwd de sommen die opgeëist worden in het kader van de hoofdelijke aansprakelijkheid in de situaties bedoeld in het vijfde en het zesde lid.

Les dettes pour lesquelles le débiteur auprès de l'Office national de sécurité sociale ou auprès d'un Fonds de sécurité d'existence a obtenu des délais de paiement sans procédure judiciaire ou par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée et fait preuve d'un respect strict des délais imposés, ne sont pas prises en considération pour déterminer s'il existe ou non des dettes.

La responsabilité solidaire visée au présent paragraphe s'étend également aux dettes sociales des associés d'une société momentanée, d'une société interne ou d'une société de droit commun, qui agit comme entrepreneur ou sous-traitant.

La responsabilité solidaire visée au présent paragraphe s'applique également aux dettes sociales de l'entrepreneur ou du sous-traitant qui prennent naissance en cours d'exécution de la convention.

La responsabilité solidaire dans le chef du commettant ou de l'entrepreneur visée au présent paragraphe est limitée à 65 p.c. lorsque la responsabilité solidaire visée à l'article 402, § 4, du Code des impôts sur les revenus 1992 a été appliquée dans le chef du même commettant ou entrepreneur.

§ 4. Le commettant qui effectue le paiement de tout ou partie du prix des travaux visés au § 1^{er}, à un entrepreneur qui, au moment du paiement, a des dettes sociales, est tenu, lors du paiement, de retenir et de verser 35 p.c. du montant dont il est redevable, non compris la taxe sur la valeur ajoutée, à l'Office national précité, selon les modalités déterminées par le Roi.

L'entrepreneur qui effectue le paiement de tout ou partie du prix des travaux visés au § 1^{er}, à un sous-traitant qui, au moment du paiement, a des dettes sociales, est tenu, lors du paiement, de retenir et de verser 35 p.c. du montant dont il est redevable, non compris la taxe sur la valeur ajoutée, à l'Office national précité, selon les modalités déterminées par le Roi.

Le cas échéant, les retenues et versements visés au présent paragraphe sont limités au montant des dettes de l'entrepreneur ou sous-traitant au moment du paiement.

Lorsque la retenue et le versement visés au présent paragraphe ont été effectués correctement lors de chaque paiement de tout ou partie du prix des travaux à un entrepreneur ou un sous-traitant qui, au moment du paiement, a des dettes sociales, la responsabilité solidaire visée au § 3 n'est pas appliquée.

Lorsque la retenue et le versement visés au présent paragraphe n'ont pas été effectués correctement lors de chaque paiement de tout ou partie du prix des travaux à un entrepreneur ou un sous-traitant qui, au moment du paiement, a des dettes sociales, les montants éventuellement versés sont déduits, lors de l'application de la responsabilité solidaire visée au § 3, du montant pour lequel le commettant ou l'entrepreneur est rendu responsable.

Lorsque le commettant ou l'entrepreneur constate, à l'aide de la banque de données accessible au public, qui est créée par l'Office national de sécurité sociale et qui a force probante pour l'application des §§ 3 et 4, qu'il est dans l'obligation de faire des retenues sur les factures présentées par son cocontractant, et que le montant de la facture qui lui est présentée est supérieur ou égal à 7 143,00 euros, il invite son cocontractant à lui produire une attestation établissant le montant de sa dette en cotisations, majorations de cotisations, sanctions civiles, intérêts de retard et frais judiciaires. L'attestation en question tient compte de la dette à la date du jour à laquelle elle est établie. Le Roi détermine la durée de validité de ladite attestation. Si son cocontractant affirme que les dettes sont supérieures aux retenues à effectuer ou ne lui produit pas l'attestation en question dans le mois de la demande, le commettant ou l'entrepreneur retient et verse à l'Office national précité 35 p.c. du montant de la facture.

Le Roi peut adapter le montant de 7 143 euros visé à l'alinéa précédent.

Lorsque l'entrepreneur est un employeur non établi en Belgique, qui n'a pas de dettes sociales en Belgique et dont tous les travailleurs sont en possession d'un certificat de détachement valable, les retenues, visées au présent paragraphe, ne s'appliquent pas au paiement qui lui est dû.

Le Roi détermine le contenu et les conditions et modalités d'envoi des renseignements que doivent fournir les personnes visées au présent paragraphe à l'Office national précité.

Le Roi fixe les modalités selon lesquelles l'Office national précité répartit les montants versés en application des alinéas 1^{er} et 2, afin de payer à l'Office national ou à un Fonds de sécurité d'existence au sens de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, les cotisations, les majorations de cotisations, les sanctions civiles, les

De schulden waarvoor de schuldenaar bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of bij een Fonds voor bestaanszekerheid een afbetalingsplan heeft verkregen zonder gerechtelijke procedure of bij gerechtelijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden, en het bewijs levert dat hij de opgelegde termijnen strikt naleeft, worden niet in aanmerking genomen om te bepalen of er al dan niet schulden bestaan.

De in deze paragraaf vermelde hoofdelijke aansprakelijkheid geldt ook voor de sociale schulden van de vennoten van een tijdelijke handelsvennootschap, een stille handelsvennootschap of een maatschap die optreedt als aannemer of onderaannemer.

De in deze paragraaf vermelde hoofdelijke aansprakelijkheid is eveneens van toepassing op de sociale schulden van de aannemer of de onderaannemer die ontstaan in de loop van de uitvoering van de overeenkomst.

De hier bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid in hoofde van de opdrachtgever of de aannemer wordt beperkt tot 65 pct. wanneer de in artikel 402, § 4, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid is toegepast in hoofde van dezelfde opdrachtgever of aannemer.

§ 4. De opdrachtgever die voor de in § 1 vermelde werken een deel of het geheel van de prijs betaalt aan een aannemer die op het ogenblik van de betaling sociale schulden heeft, is verplicht bij die betaling 35 pct. van het door hem verschuldigde bedrag, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, in te houden en te storten aan voormelde Rijksdienst, volgens de modaliteiten bepaald door de Koning.

De aannemer die, voor de in § 1 vermelde werken een deel of het geheel van de prijs betaalt aan een onderaannemer die op het ogenblik van de betaling sociale schulden heeft, is verplicht bij die betaling 35 pct. van het door hem verschuldigde bedrag, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, in te houden en te storten aan voormelde Rijksdienst, volgens de modaliteiten bepaald door de Koning.

De in deze paragraaf bedoelde inhoudingen en stortingen worden in voorkomend geval beperkt tot het bedrag van de schulden van de aannemer of onderaannemer op het ogenblik van de betaling.

Wanneer de in deze paragraaf bedoelde inhouding en storting correct zijn uitgevoerd bij elke betaling van een deel of het geheel van de prijs aan een aannemer of onderaannemer die op het ogenblik van de betaling sociale schulden heeft, wordt de in § 3 bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid niet toegepast.

Wanneer de in deze paragraaf bedoelde inhouding en storting niet correct zijn uitgevoerd bij elke betaling van een deel of het geheel van de prijs aan een aannemer of onderaannemer die op het ogenblik van de betaling sociale schulden heeft, worden bij de toepassing van de in § 3 bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid de eventueel gestorte bedragen in mindering gebracht van het bedrag waarvoor de opdrachtgever of de aannemer aansprakelijk wordt gesteld.

Wanneer de opdrachtgever of de aannemer vaststelt, met behulp van de voor het publiek toegankelijke gegevensbank die is opgericht door de Rijksdienst voor sociale zekerheid en die bewijskracht heeft voor de uitvoering van de §§ 3 en 4, dat hij inhoudingen moet verrichten op de door zijn medecontractant voorgelegde facturen, en wanneer het bedrag van de factuur die hem is voorgelegd hoger is dan of gelijk aan 7 143,00 euro, nodigt hij zijn medecontractant uit om hem een attest over te leggen dat het bedrag van de schuld weergeeft als bijdrage, verhoging van bijdrage, burgerlijke sanctie, nalatigheidsinteressen en gerechtelijke kosten. Het bedoelde attest houdt rekening met de schuld op de dag waarop het is opgesteld. De Koning bepaalt de geldigheidsstermijn van dit attest. Indien zijn medecontractant bevestigt dat de schulden hoger zijn dan de te verrichten inhoudingen of wanneer hij het bedoelde attest niet binnen de maand na de aanvraag overlegt, houdt de opdrachtgever of de aannemer 35 pct. van het factuurbedrag in en stort het aan de voormelde Rijksdienst.

De Koning kan het bedrag van 7 143 euro, bedoeld in het voorgaande lid, aanpassen.

Wanneer de aannemer een niet in België gevestigde werkgever is, die geen sociale schulden in België heeft en waarvan alle werknemers in het bezit zijn van een geldig detachingsbewijs, zijn de inhoudingen, bedoeld in deze paragraaf, niet van toepassing op de aan hem verschuldigde betaling.

De Koning bepaalt de inhoud en de voorwaarden en modaliteiten inzake toezending van de inlichtingen die de personen, bedoeld in deze paragraaf, moeten verstrekken aan voormelde Rijksdienst.

De Koning bepaalt de nadere regelen volgens welke de voormelde Rijksdienst de in toepassing van het eerste en tweede lid gestorte bedragen verdeelt, ter betaling aan de Rijksdienst of aan een Fonds voor bestaanszekerheid in de zin van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, van de bijdragen, de

intérêts de retard et les frais judiciaires dus par le cocontractant à quelque stade que ce soit.

Le Roi détermine le délai dans lequel ce montant peut être imputé, ainsi que les modalités de remboursement ou d'affectation du solde éventuel.

Le Roi détermine le délai dans lequel le cocontractant récupère le montant versé dans la mesure où les versements dépasseraient le montant des dettes.

§ 5. Sans préjudice de l'application des sanctions prévues par l'article 35, alinéa 1^{er}, 3, le commettant qui n'a pas effectué le versement visé au § 4, alinéa 1^{er}, est redevable à l'Office national précité, outre le montant à verser, d'une majoration égale au montant à payer.

Sans préjudice de l'application des sanctions prévues par l'article 35, alinéa 1^{er}, 3, l'entrepreneur qui n'a pas effectué le versement visé au § 4, alinéa 2, est redevable à l'Office national précité, outre le montant à verser, d'une majoration égale au montant à payer.

Le Roi peut déterminer sous quelles conditions la majoration peut être réduite.

§ 6. Les associés d'une société momentanée, d'une société interne ou d'une société de droit commun sont solidairement responsables entre eux pour le paiement des sommes dont la société momentanée, la société interne ou la société de droit commun est redevable en exécution de cet article.

§ 7. Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur, à qui le commettant a fait appel, doit communiquer, selon les modalités à fixer par le Roi, à l'Office national précité toutes les informations exactes nécessaires destinées à en évaluer la nature et l'importance ainsi qu'à en identifier le commettant et, le cas échéant, les sous-traitants, à quelque stade que ce soit. Si au cours de l'exécution des travaux d'autres sous-traitants interviennent, cet entrepreneur doit, au préalable, en avertir l'Office national précité.

A cette fin, chaque sous-traitant, qui fait à son tour appel à un autre sous-traitant, doit préalablement en avertir, par écrit, l'entrepreneur et lui fournir les informations exactes nécessaires destinées à l'Office national précité telles que définies par le Roi.

L'entrepreneur informe l'Office national précité de la date de début et de fin des travaux et des dates de début et de fin de l'intervention des sous-traitants. Le Roi définit ce que l'on entend par date de fin des travaux et date de début et de fin d'intervention des sous-traitants.

De même, lorsque l'intervention d'un sous-traitant, qui avait été déclarée à l'Office national précité, est annulée, l'entrepreneur en informe l'Office national précité dans les quinze jours qui suivent la date de début d'intervention initialement prévue.

Pour l'application du présent paragraphe, est assimilé à l'entrepreneur toute personne qui effectue ou fait effectuer pour son propre compte des travaux visés au § 1^{er}, 1^o, afin d'aliéner ensuite en tout ou en partie ce bien immobilier.

L'Office national précité met une copie électronique des déclarations reçues à la disposition du service compétent du Service public fédéral des Finances.

Ces déclarations sont mises à la disposition des services d'inspection visés à l'article 1^{er} de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail, qui le demandent.

§ 8. L'entrepreneur ou celui qui y est assimilé qui ne se conforme pas aux obligations du § 7, alinéa 1^{er}, est redevable à l'Office national précité d'une somme équivalente à 5 p.c. du montant total des travaux, non compris la taxe sur la valeur ajoutée, qui n'ont pas été déclarés à l'Office national. La somme qui est réclamée à l'entrepreneur est diminuée à concurrence du montant qui a été payé effectivement à l'Office national par le sous-traitant en application de la disposition de l'alinéa suivant.

Le sous-traitant qui ne se conforme pas aux dispositions du § 7, alinéa 2, est redevable à l'Office national d'une somme égale à 5 p.c. du montant total des travaux, non compris la taxe sur la valeur ajoutée, qu'il a confiés à son ou à ses sous-traitants.

L'entrepreneur qui ne se conforme pas aux dispositions du § 7, alinéas 3 et 4, est redevable à l'Office national d'une indemnité forfaitaire égale à 150,00 euros par information inexacte déclarée.

bijdrageopslagen, de burgerlijke sanctie, de verwijlntresten en de gerechtskosten die in welk stadium ook door de medecontractant verschuldigd zijn.

De Koning bepaalt binnen welke termijn dit bedrag kan worden aangerekend, alsook de modaliteiten van terugbetaling of aanwending van het eventueel saldo.

De Koning bepaalt binnen welke termijn de medecontractant het gestorte bedrag recupereert in de mate dat de stortingen het bedrag van de schulden overschrijden.

§ 5. Onverminderd de toepassing van de sancties voorzien in artikel 35, eerste lid, 3, is de opdrachtgever die de in § 4, eerste lid, bedoelde storting niet verricht heeft, benevens de betaling van het te storten bedrag, aan de voormelde Rijksdienst bovendien een bijslag verschuldigd gelijk aan het te betalen bedrag.

Onverminderd de toepassing van de sancties voorzien in artikel 35, eerste lid, 3, is de aannemer die de in § 4, tweede lid, bedoelde storting niet verricht heeft, benevens de betaling van het te storten bedrag, aan de voormelde Rijksdienst bovendien een bijslag verschuldigd gelijk aan het te betalen bedrag.

De Koning kan bepalen onder welke voorwaarden de bijslag kan worden verminderd.

§ 6. De vennoten van een tijdelijke handelsvennootschap, een stille handelsvennootschap of een maatschap zijn onderling hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de sommen die in uitvoering van dit artikel door de tijdelijke handelsvennootschap, de stille handelsvennootschap of de maatschap verschuldigd zijn.

§ 7. Alvorens de werken aan te vatten, moet de aannemer, op wie de opdrachtgever beroep heeft gedaan, volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten, aan voormelde Rijksdienst alle juiste inlichtingen verstrekken die nodig zijn om de aard en de belangrijkheid van de werken te ramen en er de opdrachtgever en, in voorkomend geval, in welk stadium ook, de onderaannemers van te identificeren. Indien tijdens de uitvoering van de werken andere onderaannemers tussenkomen, moet deze aannemer voorafgaandelijk de voormelde Rijksdienst hiervan verwittigen.

Daartoe moet iedere onderaannemer die op zijn beurt een beroep doet op een andere onderaannemer, voorafgaandelijk de aannemer daarvan schriftelijk in kennis stellen en hem alle juiste inlichtingen verstrekken, zoals bepaald door de Koning, die nodig zijn om de voormelde Rijksdienst in te lichten.

De aannemer licht de voormelde Rijksdienst in over de begin- en einddatum van de werken en over de begin- en einddatum van de werken die uitgevoerd worden door de onderaannemers. De Koning bepaalt wat moet worden verstaan onder einddatum van de werken en begin en einddatum van de werken uitgevoerd door de onderaannemer.

Op dezelfde wijze, wanneer de aan de voormelde Rijksdienst gemelde tussenkomst van een onderaannemer wordt afgezegd, licht de aannemer de voormelde Rijksdienst hiervan in binnen de vijftien dagen na de aanvankelijk voorziene begindatum.

Voor de toepassing van deze paragraaf, wordt met de aannemer gelijkgesteld, eenieder die de in § 1, 1^o, bedoelde werken zelf uitvoert of laat uitvoeren voor eigen rekening om daarna het onroerend goed geheel of gedeeltelijk te vervreemden.

De voormelde Rijksdienst stelt een elektronische kopie van de ontvangen meldingen ter beschikking van de bevoegde diensten van de Federale overheidsdienst Financiën.

Deze meldingen worden ter beschikking gesteld van de inspectiediensten, bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie, die er om vragen.

§ 8. De aannemer of diegene die met hem wordt gelijkgesteld, die zich niet schikt naar de verplichtingen van § 7, eerste lid, is aan voormelde Rijksdienst een som verschuldigd gelijk aan 5 pct. van het totaal bedrag van de werken, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, die niet aan de Rijksdienst werden gemeld. De som die bij de aannemer gevorderd wordt, wordt verminderd met het bedrag dat daadwerkelijk werd betaald aan de Rijksdienst door de onderaannemer met toepassing van de bepaling van het hierna volgende lid.

De onderaannemer die zich niet schikt naar de bepalingen van § 7, tweede lid, is aan de Rijksdienst een som verschuldigd gelijk aan 5 pct. van het totaal bedrag van de werken, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, die hij heeft toevertrouwd aan zijn onderaannemer of aan zijn onderaannemers.

De aannemer die zich niet schikt naar de bepalingen van § 7, derde en vierde lid, is aan de Rijksdienst een forfaitaire vergoeding verschuldigd van 150,00 euro per onjuist aangegeven inlichting.

§ 9. Le Roi peut limiter l'application des §§ 7 et 8 aux travaux dont le montant total dépasse une limite qu'il détermine et pour lesquels il n'a pas été fait appel à un sous-traitant.

Le Roi peut déterminer sous quelles conditions la somme due en vertu du § 8 peut être réduite ou exonérée.

§ 10. Le présent article n'est pas applicable au commettant-personne physique qui fait exécuter des travaux visés au § 1^{er}, à des fins strictement privées.

§ 11. Le présent article reste applicable en cas de faillite ou de tout autre concours de créanciers de même qu'en cas de cession, saisie-arrêt, nantissement, dation en paiement ou d'action directe visée à l'article 1798 du Code Civil. ».

Art. 56. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Le Roi établit les mesures transitoires nécessaires si les services publics concernés ne peuvent disposer pour cette date des applications informatiques nécessaires à l'exécution correcte du présent chapitre.

CHAPITRE II. — Absence du travail en vue de fournir des soins d'accueil

Art. 57. Dans la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail il est introduit un article 30^{quater}, rédigé comme suit :

« Art. 30^{quater}. — § 1^{er}. Le travailleur qui est désigné comme parent d'accueil par le tribunal, par un service de placement agréé par la communauté compétente, par les services de l'Aide à la Jeunesse ou par le Comité pour l'aide spéciale à la Jeunesse, a le droit de s'absenter du travail pour l'accomplissement d'obligations et missions ou pour faire face à des situations liées au placement dans sa famille d'une ou plusieurs personnes qui lui ont été confiées dans le cadre de ce placement. La durée de cette absence ne peut dépasser 5 jours par an. Dans le cas où la famille d'accueil se compose de deux travailleurs, désignés ensemble comme parents d'accueil, ces jours doivent être partagés entre eux.

§ 2. Sans préjudice de dispositions plus favorables, le Roi peut, après avis du Conseil national du Travail, augmenter d'une manière générale le nombre de jours prévus au § 1^{er}.

A partir du 1^{er} janvier 2008, le Roi augmente, après avis du Conseil national du travail, le nombre de jours prévus au § 1^{er}, à maximum 10 par année civile et par famille.

Le Roi détermine également, après avis du Conseil national du Travail, ce qu'on entend par parent d'accueil et famille d'accueil et fixe les modalités pour l'exercice de ce droit, notamment le type de placement et le type d'obligations, missions et situations liées au placement qui peuvent ainsi être prises en compte, et la manière et le délai dans lequel l'employeur doit être averti. Le Roi peut également adapter le nombre de jours prévus au § 1^{er} pour certaines catégories de travailleurs. ».

Art. 58. A l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs est ajouté un littéra z), rédigé comme suit :

« z) assurer le paiement des allocations accordées en vue de fournir des soins d'accueil prévue par le Titre VI, chapitre II, de la loi-programme du 27 avril 2007 ».

Art. 59. Une allocation est accordée au travailleur faisant usage du droit reconnu par le présent chapitre.

Le Roi détermine le montant de l'allocation ainsi que les conditions particulières et les modalités d'octroi de cette allocation.

Art. 60. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires désignés par le Roi surveillent le respect de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires exercent cette surveillance conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail.

Les articles 27 à 32 du titre II du chapitre III de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier sont également d'application au présent chapitre et à ses arrêtés d'exécution.

Art. 61. Après avis du Conseil national du Travail, le Roi prend les règles nécessaires pour adapter la législation relative à la sécurité sociale au profit des travailleurs faisant usage du droit reconnu par le présent chapitre.

§ 9. De Koning kan de toepassing van de §§ 7 en 8 beperken tot de werken waarvan het totaal bedrag hoger is dan een door Hem te bepalen bedrag en waarvoor geen beroep is gedaan op een onderaannemer.

De Koning kan bepalen onder welke voorwaarden de som die verschuldigd is ingevolge § 8 kan worden verminderd of vrijgesteld.

§ 10. Dit artikel is niet van toepassing op de opdrachtgever-natuurlijke persoon die de in § 1 vermelde werken uitsluitend voor privé-doeleinden laat uitvoeren.

§ 11. Dit artikel blijft van toepassing in geval van faillissement of elke andere samenloop van schuldeisers alsook bij cessie, beslag onder derden, inpandgeving, inbetalinggeving of in artikel 1798 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde rechtstreekse vordering. ».

Art. 56. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2008. De Koning bepaalt de vereiste overgangsmaatregelen wanneer de betrokken overheidsdiensten tegen die datum nog niet kunnen beschikken over de passende informatietoepassingen die nodig zijn voor de correcte uitvoering van dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK II. — Afwezigheid van het werk met het oog op het verstrekken van pleegzorgen

Art. 57. In de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wordt een artikel 30^{quater} ingevoegd, luidende :

« Art. 30^{quater}. § 1. De werknemer die is aangesteld als pleegouder door de rechtbank, door een door de gemeenschap erkende dienst voor pleegzorg, door de diensten van l'Aide à la Jeunesse of door het Comité Bijzondere Jeugdbijstand heeft het recht om van het werk afwezig te zijn voor de vervulling van verplichtingen en opdrachten of om het hoofd te bieden aan situaties die voortvloeien uit de plaatsing in zijn gezin van één of meerdere personen die in het kader van die pleegzorg aan hem zijn toevertrouwd. De duur van de afwezigheid mag 5 dagen per jaar niet overschrijden. Indien het pleeggezin bestaat uit twee werknemers, die beiden zijn aangesteld als pleegouder, dienen deze dagen onder hen te worden verdeeld.

§ 2. Onverminderd gunstiger regelingen kan de Koning, na advies van de Nationale Arbeidsraad, op algemene wijze, het aantal dagen, bedoeld in § 1, verhogen.

Vanaf 1 januari 2008 verhoogt de Koning, na advies van de Nationale Arbeidsraad, het aantal dagen, bedoeld in § 1, tot maximum 10 per kalenderjaar en per gezin.

De Koning bepaalt tevens, na advies van de Nationale Arbeidsraad, wat moet worden begrepen onder pleegouder en pleeggezin en stelt de nadere regelen vast voor de uitoefening van het recht op afwezigheid van het werk, inzonderheid de soort plaatsing, de soort verplichtingen, opdrachten en situaties die voortvloeien uit de plaatsing in zijn gezin en de wijze en het tijdstip waarop de werkgever moet verwittigd worden. De Koning kan eveneens het in § 1 bedoelde aantal dagen aanpassen ten aanzien van sommige categorieën van werknemers. ».

Art. 58. In artikel 7, § 1, derde lid, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders wordt een punt z) toegevoegd, luidende :

« z) de uitbetaling verzekeren van de uitkeringen toegekend met het oog op het verstrekken van pleegzorgen bedoeld bij Titel VI, Hoofdstuk II, van de programmawet van 27 april 2007 ».

Art. 59. Een uitkering wordt toegekend aan de werknemer die gebruik maakt van het recht erkend door dit hoofdstuk.

De Koning bepaalt het bedrag van de uitkering alsmede de nadere voorwaarden en regelen tot toekenning van deze uitkering.

Art. 60. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, houden de door de Koning aangewezen ambtenaren toezicht op de naleving van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Deze ambtenaren oefenen dit toezicht uit overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie.

De artikelen 27 tot 32 van titel II van hoofdstuk III van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, zijn eveneens van toepassing op dit hoofdstuk en haar uitvoeringsbesluiten.

Art. 61. Na advies van de Nationale Arbeidsraad, neemt de Koning de nodige maatregelen met het oog op de aanpassing van de sociale zekerheidswetgeving ten behoeve van de werknemers die gebruik maken van het recht erkend door dit hoofdstuk.

Art. 62. Le présent chapitre entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

CHAPITRE III. — Bonus de démarrage et de stage

Art. 63. En 2007, un montant fixé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, est prélevé sur les moyens disponibles auprès de l'Office national de Sécurité sociale — Gestion globale et est attribué comme allocation spécifique à l'Office national de l'Emploi pour le financement des bonus de démarrage et de stage en application de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, w, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

CHAPITRE IV. — Financement de l'ONem dans le cadre d'aide à la maternité en faveur des travailleuses indépendantes sous la forme de titres-service

Art. 64. Dans l'article 66, § 3sexies, de la loi du 2 janvier 2001 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, inséré par la loi du 23 décembre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« Le montant de 1 500 milliers d'euros est remplacé par 2 100 milliers d'euros à partir du 1^{er} janvier 2007 et par 2 530 milliers euro à partir du 1^{er} janvier 2008. »;

2^o le paragraphe est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, augmenter le montant visé à l'alinéa précédent, afin d'assurer le financement complet du coût, à charge de l'ONem, des titres-services octroyés aux travailleuses indépendantes dans le cadre de l'aide à la maternité. ».

CHAPITRE V. — Modification de la loi du 5 mars 2002 transposant la directive 96/71 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services et instaurant un régime simplifié pour la tenue de documents sociaux par les entreprises qui détachent des travailleurs en Belgique

Art. 65. L'article 8 de la loi du 5 mars 2002 transposant la directive 96/71 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services et instaurant un régime simplifié pour la tenue de documents sociaux par les entreprises qui détachent des travailleurs en Belgique, remplacé par la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, le Roi peut déterminer des modalités particulières de publicité en matière d'horaire de travail qui seront applicables lorsque les données relatives à l'horaire de travail renseignées dans la déclaration visée à l'article 139 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ne correspondent plus à l'horaire réel des travailleurs salariés détachés. ».

TITRE VII. — Finances

CHAPITRE I^{er}. — Mesures relatives à la lutte contre la fraude fiscale et à un meilleur recouvrement des impôts

Section I^{re}. — Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 66. A l'article 393 du Code des impôts sur les revenus 1992, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« Le rôle est exécutoire contre les personnes qui n'y sont pas reprises dans la mesure où elles sont tenues au paiement de la dette fiscale sur la base du droit commun ou sur la base des dispositions du présent Code. ».

Art. 67. L'article 413bis, § 4, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Sans préjudice de l'article 410, alinéa 3, le directeur des contributions ne peut accorder la surséance indéfinie au recouvrement des impôts contestés ou encore susceptibles de réclamation ou d'action en justice, ni des impôts ou des suppléments d'impôts établis à la suite de la constatation d'une fraude fiscale, ni en cas de concours de créanciers. ».

Art. 68. A l'article 423, alinéa 2, du même Code, les mots « et de précompte mobilier » sont insérés entre les mots « précompte professionnel » et « a le même rang ».

Art. 62. Dit hoofdstuk treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK III. — Start- en stagebonus

Art. 63. In 2007 wordt een bedrag, bepaald bij de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, ingehouden op de beschikbare middelen bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid — Globaal beheer en toegekend als bijzondere vergoeding aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening voor de financiering van de start- en stagebonussen, met toepassing van artikel 7, § 1, derde lid, w, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

HOOFDSTUK IV. — Financiering RVA in het kader van de moederschapshulp ten gunste van zelfstandige vrouwen onder de vorm van dienstencheques

Art. 64. In artikel 66, § 3sexies, van de wet van 2 januari 2001 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, ingevoegd bij de wet van 23 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« Het bedrag van 1 500 duizend euro wordt vervangen door 2 100 duizend euro vanaf 1 januari 2007 en door 2 530 duizend euro vanaf 1 januari 2008. »;

2^o de paragraaf wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het bedrag bedoeld in het vorige lid verhogen, ten einde een volledige financiering van de kostprijs ten laste van de RVA van de dienstencheques toegekend aan zelfstandige vrouwen in het kader van de hulp bij moederschap, te verzekeren. ».

HOOFDSTUK V. — Wijziging van de wet van 5 maart 2002 tot omzetting van de richtlijn 96/71/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 1996 betreffende de terbeschikkingstelling van werknemers met het oog op het verrichten van diensten, en tot invoering van een vereenvoudigd stelsel betreffende het bijhouden van sociale documenten door ondernemingen die in België werknemers ter beschikking stellen

Art. 65. Artikel 8 van de wet van 5 maart 2002 tot omzetting van de richtlijn 96/71/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 1996 betreffende de terbeschikkingstelling van werknemers met het oog op het verrichten van diensten, en tot invoering van een vereenvoudigd stelsel betreffende het bijhouden van sociale documenten door ondernemingen die in België werknemers ter beschikking stellen, vervangen bij de programmawet (I) van 27 december 2006, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking op het eerste en tweede lid, kan de Koning bepalen dat specifieke modaliteiten inzake de publiciteit met betrekking tot het werkrooster zullen van toepassing zijn indien de gegevens met betrekking tot het werkrooster, zoals aangegeven in de melding gevisieerd bij artikel 139 van de programmawet (I) van 27 december 2006, niet meer overstemmen met het echte werkrooster van de gedetacheerde werknemers. ».

TITEL VII. — Financiën

HOOFDSTUK I. — Maatregelen inzake fraudebestrijding en betere inning van de belastingen

Afdeling 1. — Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Art. 66. Artikel 393 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2, luidende :

« Het kohier is uitvoerbaar tegen de personen die er niet zijn in opgenomen in de mate zij gehouden zijn tot de betaling van de belastingschuld op grond van het gemeen recht of op grond van de bepalingen van dit Wetboek. ».

Art. 67. Artikel 413bis, § 4, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt :

« § 4. Onverminderd artikel 410, derde lid, kan de directeur der belastingen geen onbepaald uitstel van de invordering verlenen voor betwiste belastingen of voor belastingen waarvoor nog een bezwaar of een vordering in rechte kan worden ingediend, noch voor belastingen of aanvullende belastingen gevestigd ten gevolge van de vaststelling van een fiscale fraude, noch in geval van samenloop van schuldeisers. ».

Art. 68. In artikel 423, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « en roerende voorheffing » ingevoegd tussen de woorden « bedrijfsvoorheffing » en de woorden « dezelfde rang ».

Art. 69. A l'article 435 du même Code, remplacé par l'arrêté royal du 25 février 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« § 1^{er}. Lorsque l'acte visé à l'article 433 est passé, la notification visée à l'article 434 emporte saisie-arrêt entre les mains du notaire sur les sommes et valeurs qu'il détient en vertu de l'acte pour le compte ou au profit du redevable et vaut opposition sur le prix au sens de l'article 1642 du Code judiciaire dans les cas où le notaire est tenu de répartir ces sommes et valeurs conformément aux articles 1639 à 1654 du Code judiciaire. »;

2° au § 1^{er}, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Sans préjudice des droits des tiers, lorsque l'acte visé à l'article 433 est passé, le notaire est tenu, sous réserve de l'application des articles 1639 à 1654 du Code judiciaire, de verser entre les mains du receveur des contributions directes, au plus tard le huitième jour ouvrable qui suit la passation de l'acte, les sommes et valeurs qu'il détient en vertu de l'acte pour le compte ou au profit du redevable, à concurrence du montant des impôts et accessoires qui lui ont été notifiés en exécution de l'article 434 et dans la mesure où ces impôts et accessoires constituent une dette certaine et liquide au sens de l'article 410. »;

3° au § 2, les mots « alinéa 2 » sont remplacés par les mots « alinéa 3 »;

4° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « alinéa 3 » sont remplacés par les mots « alinéa 4 »;

5° au § 3, alinéa 2, les mots « alinéa 2 » sont remplacés par les mots « alinéa 3 ».

Section 2. — Code de la taxe sur la valeur ajoutée

Art. 70. Dans le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, il est inséré un article 84quinquies, rédigé comme suit :

« Art. 84quinquies. — § 1^{er}. A la demande de tout redevable, personne physique, qui n'a plus la qualité d'assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée, ou de son conjoint sur les biens duquel la taxe sur la valeur ajoutée est mise en recouvrement, le directeur régional de la taxe sur la valeur ajoutée peut accorder la surséance indéfinie au recouvrement de la dette d'impôt, composée de la taxe, des intérêts, des amendes fiscales, due par le redevable.

Le directeur régional de la taxe sur la valeur ajoutée détermine les conditions auxquelles il accorde la surséance indéfinie au recouvrement, totale ou partielle, d'une ou plusieurs dette d'impôt. Il soumet sa décision à la condition que le demandeur effectue le paiement immédiat ou échelonné d'une somme qui est destinée à être imputée sur les taxes dues et dont il fixe le montant.

La surséance indéfinie au recouvrement de la dette d'impôt ne sera effective qu'après le paiement de la somme visée à l'alinéa 2.

§ 2. La demande de surséance indéfinie au recouvrement de la dette d'impôt n'est recevable qu'autant que :

1° le demandeur, qui n'a pas manifestement organisé son insolvabilité, se trouve dans une situation dans laquelle il n'est pas en état, de manière durable, de payer ses dettes exigibles;

2° le contribuable n'ait pas bénéficié d'une décision de surséance indéfinie au recouvrement de la dette d'impôt dans les cinq ans qui précèdent la demande.

§ 3. La surséance indéfinie au recouvrement de la dette d'impôt peut également être accordée d'office au redevable, aux conditions visées aux §§ 1^{er} et 2, sur la proposition du fonctionnaire chargé du recouvrement.

§ 4. Le directeur régional de la taxe sur la valeur ajoutée ne peut accorder la surséance indéfinie au recouvrement de la dette d'impôt qui a fait l'objet d'une contestation en justice, ni des taxes ou amendes fiscales établies à la suite de la constatation d'une fraude fiscale ou en cas de concours de créanciers. ».

Art. 69. In artikel 435 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« § 1. Wanneer de in artikel 433 bedoelde akte verleden is, geldt de in artikel 434 bedoelde kennisgeving als beslag onder derden in handen van de notaris op de bedragen en waarden die hij krachtens de akte onder zich houdt voor rekening of ten bate van de belastingschuldige en geldt als verzet tegen de prijs in de zin van artikel 1642 van het Gerechtelijk Wetboek in de gevallen waarin de notaris gehouden is de bedragen en waarden overeenkomstig de artikelen 1639 tot 1654 van het Gerechtelijk Wetboek te verdelen. »;

2° in § 1 wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Onverminderd de rechten van derden, is de notaris ertoe gehouden, wanneer de in artikel 433 bedoelde akte verleden is, behoudens toepassing van de artikelen 1639 tot 1654 van het Gerechtelijk Wetboek, de bedragen en waarden die hij krachtens de akte onder zich houdt voor rekening of ten bate van de belastingschuldige, uiterlijk de achtste werkdag die volgt op het verlijden van de akte, aan de ontvangers der directe belastingen te storten tot beloop van het bedrag van de belastingen en bijbehoren die hem ter uitvoering van artikel 434 ter kennis werden gebracht en in zoverre deze belastingen en bijbehoren een zekere en vaststaande schuld in de zin van artikel 410 vormen. »;

3° in § 2 worden de woorden « tweede lid », vervangen door de woorden « derde lid »;

4° in § 3, eerste lid, worden de woorden « derde lid », vervangen door de woorden « vierde lid »;

5° in § 3, tweede lid, worden de woorden « tweede lid », vervangen door de woorden « derde lid ».

Afdeling 2. — Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde

Art. 70. In het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde wordt een artikel 84quinquies ingevoegd, luidende :

« Art. 84quinquies. § 1. Op verzoek van elke belastingschuldige, natuurlijke persoon, die niet meer de hoedanigheid van belastingplichtige van de belasting over de toegevoegde waarde heeft, of van zijn echtgenoot of wiens goederen de belasting over de toegevoegde waarde wordt ingevorderd kan de gewestelijke directeur van de belasting over de toegevoegde waarde onbeperkt uitstel van de invordering verlenen van de door de belastingschuldige verschuldigde belastingsschuld, bestaande uit de belasting, de intresten, de belastingboeten.

De gewestelijke directeur van de belasting over de toegevoegde waarde stelt de voorwaarden waaronder hij, geheel of gedeeltelijk, onbeperkt uitstel van de invordering verleent van een of meerdere belastingsschulden. Hij verbindt zijn beslissing aan de voorwaarde dat de verzoeker onmiddellijk of gespreid een betaling doet van een som die bestemd is om te worden aangewend op de verschuldigde belastingen en waarvan het bedrag door hem wordt bepaald.

Het onbeperkt uitstel van de invordering van de belastingsschuld zal slechts uitwerking hebben na de betaling van de in het tweede lid vermelde som.

§ 2. Het verzoek tot onbeperkt uitstel van de invordering van de belastingsschuld is enkel ontvankelijk voor zover :

1° de verzoeker, die niet kennelijk zijn onvermogen heeft bewerkstelligd, zich in een toestand bevindt waarin hij niet in staat is om, op duurzame wijze, zijn opeisbare schulden te betalen;

2° de belastingplichtige geen beslissing tot onbeperkt uitstel van de invordering van de belastingsschuld heeft verkregen binnen de vijf jaar voorafgaand aan het verzoek.

§ 3. Het onbeperkt uitstel van de invordering van de belastingsschuld kan eveneens ambtshalve worden verleend aan de belastingschuldige, onder de voorwaarden bedoeld in de §§ 1 en 2, op voorstel van de ambtenaar belast met de invordering.

§ 4. De gewestelijke directeur van de belasting over de toegevoegde waarde kan geen onbeperkt uitstel verlenen van de invordering van de belastingsschuld die het voorwerp uitmaakt van een gerechtelijk geschil, noch van de belastingen of de belastingboeten gevestigd ten gevolge van de vaststelling van een fiscale fraude of ingeval van samenloop van schuldeisers. ».

Art. 71. Dans le même Code, il est inséré un article 84*sexies*, rédigé comme suit :

« Art. 84*sexies*. — § 1^{er}. La demande de surséance doit être motivée et contenir des éléments probants relatifs à la situation du demandeur.

§ 2. Elle est introduite, par lettre recommandée à la poste, auprès du directeur régional de la taxe sur la valeur ajoutée dans le ressort duquel le redevable a son domicile.

§ 3. Il en est accusé réception au demandeur en mentionnant la date de réception de la demande. ».

Art. 72. Dans le même Code, il est inséré un article 84*septies*, rédigé comme suit :

« Art. 84*septies*. — L'instruction de la demande de surséance indéfinie au recouvrement est confiée au fonctionnaire chargé du recouvrement.

Aux fins d'assurer l'instruction de la demande, ce fonctionnaire dispose des pouvoirs d'investigation visés à l'article 63*bis*.

Dans le cadre de cette instruction, il peut notamment exiger des établissements de crédit soumis à la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit tous renseignements à leur connaissance qui peuvent être utiles à établir la situation patrimoniale du demandeur. ».

Art. 73. Dans le même Code, il est inséré un article 84*octies*, rédigé comme suit :

« Art. 84*octies*. — § 1^{er}. Le directeur régional de la taxe sur la valeur ajoutée statue par la voie d'une décision motivée dans les six mois de la réception de la demande.

Sa décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste.

§ 2. Elle peut faire l'objet, dans le mois de sa notification, d'un recours auprès d'une commission composée d'au moins deux et d'au plus quatre directeurs régionaux de la taxe sur la valeur ajoutée désignés par le ministre qui a les Finances dans ses attributions et placée sous la présidence du fonctionnaire dirigeant les services chargés du recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée, ou de son délégué.

Il en est accusé réception au requérant en mentionnant la date de réception du recours.

La commission statue par la voie d'une décision motivée dans les trois mois de la réception du recours.

La décision de la commission n'est pas susceptible de recours. Elle est notifiée au requérant par lettre recommandée à la poste. ».

Art. 74. Dans le même Code, il est inséré un article 84*nonies*, rédigé comme suit :

« Art. 84*nonies*. — L'introduction de la demande ou de la proposition de surséance indéfinie au recouvrement de la dette d'impôt suspend toutes les voies d'exécution jusqu'au jour où la décision du directeur est devenue définitive ou, en cas de recours, jusqu'au jour de la notification de la décision de la commission visée à l'article 84*octies*. Les saisies déjà pratiquées conservent cependant leur caractère conservatoire.

L'introduction de la demande ou de la proposition de surséance indéfinie au recouvrement de la dette d'impôt ne fait, toutefois, obstacle ni aux autres mesures destinées à garantir le recouvrement, ni à la notification ou à la signification de la contrainte visée à l'article 85 destinée à interrompre la prescription. ».

Art. 75. Dans le même Code, il est inséré un article 84*decies*, rédigé comme suit :

« Art. 84*decies*. — Le redevable perd le bénéfice de la surséance indéfinie au recouvrement de la dette d'impôt lorsque, soit :

1° il a fourni des informations inexacts en vue d'obtenir le bénéfice de la surséance indéfinie au recouvrement;

2° il ne respecte pas les conditions fixées par le directeur régional de la taxe sur la valeur ajoutée dans sa décision;

3° il a fautivement augmenté son passif ou diminué son actif;

4° il a organisé son insolvabilité. ».

Art. 71. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 84*sexies* ingevoegd, luidende :

« Art. 84*sexies*. § 1. Het verzoek tot uitstel moet worden gemotiveerd en moet bewijskrachtige elementen bevatten met betrekking tot de toestand van de verzoeker.

§ 2. Het wordt bij ter post aangetekende brief ingediend bij de gewestelijke directeur van de belasting over de toegevoegde waarde in wiens ambtsgebied de belastingschuldige zijn woonplaats heeft.

§ 3. Er wordt hiervan een ontvangstbewijs uitgereikt aan de verzoeker met vermelding van de datum van ontvangst van het verzoek. ».

Art. 72. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 84*septies* ingevoegd, luidende :

« Art. 84*septies*. De behandeling van het verzoek tot onbeperkt uitstel van de invordering wordt toevertrouwd aan de ambtenaar belast met de invordering.

Teneinde de behandeling van het verzoek te verzekeren, beschikt deze ambtenaar over de onderzoeksbevoegdheden zoals bedoeld in artikel 63*bis*.

In het kader van deze behandeling, kan hij met name van de kredietinstellingen, die onderworpen zijn aan de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, alle hen gekende inlichtingen eisen die nuttig kunnen zijn teneinde de vermogenssituatie van de verzoeker te bepalen. ».

Art. 73. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 84*octies* ingevoegd, luidende :

« Art. 84*octies*. § 1. De gewestelijke directeur van de belasting over de toegevoegde waarde doet uitspraak bij gemotiveerde beslissing binnen de zes maanden na ontvangst van het verzoek.

Zijn beslissing wordt ter kennis gebracht van de verzoeker bij ter post aangetekende brief.

§ 2. Ze kan, binnen de maand van de kennisgeving, het voorwerp uitmaken van een beroep bij een commissie samengesteld uit ten minste twee en ten hoogste vier gewestelijke directeurs van de belasting over de toegevoegde waarde aangewezen door de minister die de Financiën onder zijn bevoegdheden heeft, onder het voorzitterschap van de ambtenaar die de leiding heeft over de diensten belast met de invordering van de belasting over de toegevoegde waarde, of zijn afgevaardigde.

Er wordt een ontvangstbewijs van uitgereikt aan de eiser met vermelding van de datum van ontvangst van het beroep.

De commissie doet uitspraak bij gemotiveerde beslissing binnen de drie maanden na ontvangst van het beroep.

De beslissing van de commissie is niet vatbaar voor beroep. Ze wordt ter kennis gebracht van de eiser per aangetekende brief. ».

Art. 74. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 84*nonies* ingevoegd, luidende :

« Art. 84*nonies*. — De indiening van het verzoek of van het voorstel tot onbeperkt uitstel van de invordering van de belastingschuld schorst alle middelen van tenuitvoerlegging tot op de dag dat de beslissing van de directeur definitief is geworden of, in het geval van beroep, tot op de dag van de kennisgeving van de beslissing van de commissie bedoeld in artikel 84*octies*. De reeds gelegde beslagen behouden echter hun bewarende werking.

Het indienen van het verzoek of van het voorstel tot onbeperkt uitstel van de invordering van de belastingschuld doet echter geen afbreuk aan andere maatregelen welke ertoe strekken de invordering te waarborgen, noch aan de betekening of de kennisgeving van het dwangbevel bedoeld in artikel 85 teneinde de verjaring te stuiten. ».

Art. 75. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 84*decies* ingevoegd, luidende :

« Art. 84*decies*. De belastingschuldige verliest het voordeel van het onbeperkt uitstel van de invordering van de belastingschuld wanneer hetzij :

1° hij onjuiste informatie heeft verstrekt teneinde het voordeel van het onbeperkt uitstel van de invordering te verkrijgen;

2° hij de door de gewestelijke directeur van de belasting over de toegevoegde waarde in zijn beslissing vastgestelde voorwaarden niet eerbiedigt;

3° hij onrechtmatig zijn passief heeft verhoogd of zijn actief heeft verminderd;

4° hij zijn onvermogen heeft bewerkt. ».

Art. 76. Dans le même Code, il est inséré un article 84*undecies*, rédigé comme suit :

« Art. 84*undecies*. — Le Roi détermine les conditions d'application des articles 84*quinquies* à 84*decies*. Il peut notamment arrêter les conditions objectives à la fixation de la somme, visée à l'article 84*quinquies*, § 1^{er}, à payer par le demandeur. ».

Art. 77. A l'article 93*quinquies* du même Code, remplacé par l'article 7 de l'arrêté royal du 25 février 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

« § 1^{er}. Lorsque l'acte visé à l'article 93*ter* est passé, la notification visée à l'article 93*quater* emporte saisie-arrêt entre les mains du notaire sur les sommes et valeurs qu'il détient en vertu de l'acte pour le compte ou au profit du redevable et vaut opposition sur le prix au sens de l'article 1642 du Code judiciaire dans les cas où le notaire est tenu de répartir ces sommes et valeurs conformément aux articles 1639 à 1654 du Code judiciaire, pour autant que la notification prévue à l'article 85, § 1^{er}, ait eu lieu. »;

2° dans le § 1^{er}, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Sans préjudice des droits des tiers, lorsque l'acte visé à l'article 93*ter* est passé, le notaire est tenu, sous réserve de l'application des articles 1639 à 1654 du Code judiciaire, de verser entre les mains du fonctionnaire désigné en vertu de l'article 93*ter*, au plus tard le huitième jour ouvrable qui suit la passation de l'acte, les sommes et valeurs qu'il détient en vertu de l'acte pour le compte ou au profit du redevable, à concurrence du montant de la taxe sur la valeur ajoutée et des accessoires qui lui ont été notifiés en exécution de l'article 93*ter* et dans la mesure où cette taxe et ces accessoires ont donné lieu à une contrainte visée à l'article 85 dont l'exécution n'est pas interrompue par l'action en justice prévue à l'article 89. »;

3° au § 2, les mots « alinéa 2 » sont remplacés par les mots « alinéa 3 »;

4° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « alinéa 3 » sont remplacés par les mots « alinéa 4 »;

5° au § 3, alinéa 2, les mots « alinéa 2 » sont remplacés par les mots « alinéa 3 ».

CHAPITRE II. — Modifications du Code des impôts sur les revenus 1992

Section I^{re}. — Impôt des personnes physiques

Sous-section I^{re}. — Réduction d'impôt pour les dépenses faites en vue d'économiser l'énergie

Art. 78. L'article 145²⁴, alinéa 4, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 10 août 2001 et modifié par la loi-programme du 5 août 2003, par la loi du 31 juillet 2004 et par les lois-programme des 27 décembre 2005 et 27 décembre 2006, est complété comme suit :

« Toutefois, ce montant est majoré de 600 EUR dans la mesure où cette majoration concerne exclusivement les dépenses visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o ou 3^o. ».

Art. 79. L'article 145²⁸ du même Code, inséré par la loi du 9 juillet 2004 et modifié par la loi du 27 décembre 2006, est abrogé.

Art. 80. L'article 78 est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2008.

L'article 79 est applicable en cas d'acquisition d'une voiture, voiture mixte ou d'un minibus à partir du 1^{er} juillet 2007.

Sous-section 2. — Revenus imposables

Art. 81. A l'article 26, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 28 juillet 1992, les mots « Sous réserve » sont remplacés par les mots « Sans préjudice de l'application de l'article 49 et sous réserve ».

Art. 76. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 84*undecies* ingevoegd, luidende :

« Art. 84*undecies*. De Koning bepaalt de toepassingsvoorwaarden voor de artikelen 84*quinquies* tot 84*decies*. Hij kan met name de objectieve voorwaarden bepalen voor het vaststellen van de som die moet worden betaald door de verzoeker, zoals bedoeld in artikel 84*quinquies*, § 1. ».

Art. 77. In artikel 93*quinquies* van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 7 van het koninklijk besluit van 25 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen door het volgende lid :

« § 1. Wanneer de in artikel 93*ter* bedoelde akte verleden is, geldt de in artikel 93*quater* bedoelde kennisgeving als beslag onder derden in handen van de notaris op de bedragen en waarden die hij krachtens de akte onder zich houdt voor rekening of ten bate van de belastingsschuldige en geldt als verzet tegen de prijs in de zin van artikel 1642 van het Gerechtelijk Wetboek in de gevallen waarin de notaris gehouden is de bedragen en waarden overeenkomstig de artikelen 1639 tot 1654 van het Gerechtelijk Wetboek te verdelen, voorzover de in artikel 85, § 1, voorgeschreven kennisgeving werd verricht. »;

2° in § 1 wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Onverminderd de rechten van derden, is de notaris ertoe gehouden, wanneer de in artikel 93*ter* bedoelde akte verleden is, behoudens toepassing van de artikelen 1639 tot 1654 van het Gerechtelijk Wetboek, de bedragen en waarden die hij krachtens de akte onder zich houdt voor rekening of ten bate van de belastingsschuldige, uiterlijk de achtste werkdag die volgt op het verlijden van de akte, aan de krachtens artikel 93*ter* aangewezen ambtenaar te storten tot beloop van het bedrag van de belasting over de toegevoegde waarde en bijbehoren die hem ter uitvoering van artikel 93*ter* ter kennis werden gebracht en in zoverre deze belasting en bijbehoren aanleiding hebben gegeven tot een dwangbevel als bedoeld in artikel 85 waarvan de tenuitvoerlegging niet werd gestuit door een bij artikel 89 bedoelde vordering in rechte. »;

3° in § 2 worden de woorden « tweede lid », vervangen door de woorden « derde lid »;

4° in § 3, eerste lid, worden de woorden « derde lid », vervangen door de woorden « vierde lid »;

5° in § 3, tweede lid, worden de woorden « tweede lid », vervangen door de woorden « derde lid ».

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Afdeling 1. — Personenbelasting

Onderafdeling 1. — Belastingvermindering voor de uitgaven voor energiebesparende maatregelen

Art. 78. Artikel 145²⁴, vierde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001 en gewijzigd bij de programmawet van 5 augustus 2003, bij de wet van 31 juli 2004, bij de programmawetten van 27 december 2005 en 27 december 2006, wordt aangevuld als volgt :

« Dit bedrag wordt echter verhoogd met 600 EUR voorzover deze verhoging uitsluitend betrekking heeft op de uitgaven als bedoeld in het eerste lid, 2^o of 3^o. ».

Art. 79. Artikel 145²⁸ van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 9 juli 2004 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2006, wordt opgeheven.

Art. 80. Artikel 78 is van toepassing vanaf aanslagjaar 2008.

Artikel 79 is van toepassing in geval van verwerving van een personenauto, een auto voor dubbel gebruik of een minibus vanaf 1 juli 2007.

Onderafdeling 2. — Belastbare inkomsten

Art. 81. In artikel 26, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen door de wet van 28 juli 1992, worden de woorden « onder voorbehoud » vervangen door de woorden « onverminderd de toepassing van artikel 49 en onder voorbehoud ».

Art. 82. L'article 81 est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2008.

Section 2. — Impôt des sociétés

Sous-section 1^{re}. — Voitures de sociétés

Art. 83. Au titre III, chapitre II, section II, du Code des impôts sur les revenus 1992, il est inséré un article 185^{ter}, rédigé comme suit :

« Art. 185^{ter}. — Par dérogation à l'article 24, alinéa 3, les plus-values sur des véhicules visés à l'article 65, autres que ceux visés à l'article 66, § 2, ne sont pris en considération qu'à concurrence du taux déterminé conformément à l'article 198^{bis}, 2^o.

Pour la période allant du 1^{er} avril 2007 jusqu'au 31 mars 2008, l'alinéa 1^{er} ne s'applique qu'aux immobilisations acquises ou constituées pendant cette période. ».

Art. 84. Au titre III, chapitre II, section IV, sous-section Ire, du même Code, il est inséré un article 198^{bis}, rédigé comme suit :

« Art. 198^{bis}. — Le pourcentage prévu à l'article 66, § 1^{er}, est :

1^o en ce qui concerne le taux de déductibilité, selon le cas, porté ou réduit à :

a) pour les véhicules à moteur alimenté au diesel :

- 90 p.c. s'ils émettent moins de 105 grammes de CO₂ par kilomètre;
- 80 p.c. s'ils émettent de 105 grammes de CO₂ par kilomètre à 115 grammes de CO₂ au maximum par kilomètre;
- 75 p.c. s'ils émettent plus de 115 grammes de CO₂ par kilomètre à 145 grammes de CO₂ au maximum par kilomètre;
- 70 p.c. s'ils émettent plus de 145 grammes de CO₂ par kilomètre à 175 grammes de CO₂ au maximum par kilomètre;
- 60 p.c. s'ils émettent plus de 175 grammes de CO₂ par kilomètre;

b) pour les véhicules à moteur alimenté à l'essence :

- 90 p.c. s'ils émettent moins de 120 grammes de CO₂ par kilomètre;
- 80 p.c. s'ils émettent de 120 grammes de CO₂ par kilomètre à 130 grammes de CO₂ au maximum par kilomètre;
- 75 p.c. s'ils émettent plus de 130 grammes de CO₂ par kilomètre à 160 grammes de CO₂ au maximum par kilomètre;
- 70 p.c. s'ils émettent plus de 160 grammes de CO₂ par kilomètre à 190 grammes de CO₂ au maximum par kilomètre;
- 60 p.c. s'ils émettent plus de 190 grammes de CO₂ par kilomètre;

2^o en ce qui concerne le taux à prendre en considération pour les moins-values, égal au rapport exprimé en pour cent entre la somme des amortissements fiscalement admis antérieurement à la vente et la somme des amortissements comptables pour les périodes imposables correspondantes.

Pour la période allant du 1^{er} avril 2007 jusqu'au 31 mars 2008, l'alinéa 1^{er} ne s'applique qu'aux immobilisations acquises ou constituées pendant cette période. ».

Art. 85. Les articles 83 et 84 produisent leurs effets le 1^{er} avril 2007.

Sous-section 2. — Déduction pour revenus de brevets

Art. 86. Au titre III, chapitre II, section IV, du Code des impôts sur les revenus 1992, dont la sous-section III^{bis} formera la sous-section III^{ter}, il est inséré après l'article 205, une sous-section III^{bis} dont l'intitulé est rédigé comme suit :

« Sous-section III^{bis}. — Déduction pour revenus de brevets. ».

Art. 87. Au titre III, chapitre II, section IV, sous-section III^{bis}, du même Code, il est inséré un article 205¹, rédigé comme suit :

« Art. 205¹. — Les bénéfices de la période imposable sont réduits de 80 p.c. des revenus de brevets déterminés conformément aux articles 205² à 205⁴. Cette réduction est dénommée « déduction pour revenus de brevets ». ».

Art. 82. Artikel 81 is van toepassing vanaf het aanslagjaar 2008.

Afdeling 2. — Vennootschapsbelasting

Onderafdeling 1. — Bedrijfswagen

Art. 83. In titel III, hoofdstuk II, afdeling II, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt een artikel 185^{ter} ingevoegd, luidende :

« Art. 185^{ter}. In afwijking van artikel 24, derde lid, worden meerwaarden op in artikel 65 vermelde voertuigen, andere dan die vermeld in artikel 66, § 2, slechts tot het overeenkomstig artikel 198^{bis}, 2^o, bepaalde tarief in aanmerking genomen.

Gedurende de periode vanaf 1 april 2007 tot en met 31 maart 2008 is het eerste lid slechts van toepassing op de vaste activa aangeschaft of vervaardigd gedurende deze periode. ».

Art. 84. In titel III, hoofdstuk II, afdeling IV, onderafdeling I, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 198^{bis} ingevoegd, luidende :

« Art. 198^{bis}. — Het in artikel 66, § 1, vermelde percentage, wordt :

1^o wat het tarief van aftrekbaarheid betreft, naargelang het geval, gebracht op of verminderd tot :

a) voor de voertuigen met een dieselmotor :

- 90 pct. indien ze een uitstoot hebben van minder dan 105 gram CO₂ per kilometer;
- 80 pct. indien ze een uitstoot hebben van 105 gram CO₂ per kilometer tot maximaal 115 gram CO₂ per kilometer;
- 75 pct. indien ze een uitstoot hebben van meer dan 115 gram CO₂ per kilometer tot maximaal 145 gram CO₂ per kilometer;
- 70 pct. indien ze een uitstoot hebben van meer dan 145 gram CO₂ per kilometer tot maximaal 175 gram CO₂ per kilometer;
- 60 pct. indien ze een uitstoot hebben van meer dan 175 gram CO₂ per kilometer;

b) voor de voertuigen met een benzinemotor :

- 90 pct. indien ze een uitstoot hebben van minder dan 120 gram CO₂ per kilometer;
- 80 pct. indien ze een uitstoot hebben van 120 gram CO₂ per kilometer tot maximaal 130 gram CO₂ per kilometer;
- 75 pct. indien ze een uitstoot hebben van meer dan 130 gram CO₂ per kilometer tot maximaal 160 gram CO₂ per kilometer;
- 70 pct. indien ze een uitstoot hebben van meer dan 160 gram CO₂ per kilometer tot maximaal 190 gram CO₂ per kilometer;
- 60 pct. indien ze een uitstoot hebben van meer dan 190 gram CO₂ per kilometer;

2^o wat het in aanmerking te nemen tarief voor de minderwaarden betreft, bepaald op het percentage dat gelijk is aan het percentage dat de som van de vóór de verkoop fiscaal aangenomen afschrijvingen vertegenwoordigt in de som van de geboekte afschrijvingen voor de overeenstemmende belastbare tijdperken.

Gedurende de periode vanaf 1 april 2007 tot en met 31 maart 2008 is het eerste lid slechts van toepassing op de vaste activa aangeschaft of vervaardigd gedurende deze periode. ».

Art. 85. De artikelen 83 en 84 hebben uitwerking met ingang van 1 april 2007.

Onderafdeling 2. — Belastingaftrek voor octrooi-inkomsten

Art. 86. In titel III, hoofdstuk II, afdeling IV, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, waarvan de onderafdeling III^{bis} de onderafdeling III^{ter} wordt, wordt na artikel 205 een onderafdeling III^{bis} ingevoegd waarvan het opschrift luidt als volgt :

« Onderafdeling III^{bis}. — Aftrek voor octrooi-inkomsten. ».

Art. 87. In titel III, hoofdstuk II, afdeling IV, onderafdeling III^{bis}, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 205¹ ingevoegd, luidende :

« Art. 205¹. — De winst van het belastbare tijdperk wordt vermindert met 80 pct. van de overeenkomstig de artikelen 205² tot 205⁴ bepaalde octrooi-inkomsten. Deze vermindering wordt « aftrek voor octrooi-inkomsten » genoemd. ».

Art. 88. Au titre III, chapitre II, section IV, sous-section IIIbis, du même Code, il est inséré un article 205², rédigé comme suit :

« Art. 205². — § 1^{er}. Pour l'application de l'article 205¹, il faut entendre par « brevets » :

- les brevets ou certificats complémentaires de protection dont la société est titulaire et développés totalement ou partiellement par la société dans des centres de recherche formant une branche d'activité visée à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o;
- les brevets, certificats complémentaires de protection ou les droits de licence portant sur des brevets ou des certificats complémentaires de protection acquis par la société, à la condition que ces produits ou procédés brevetés aient fait l'objet partiellement ou totalement d'amélioration par la société dans des centres de recherche formant une branche d'activité visée à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, que cette amélioration ait ou non donné lieu à des brevets supplémentaires.

§ 2. Pour l'application de l'article 205¹, il faut entendre par « revenus de brevets » :

- les rémunérations, de quelque nature qu'elles soient, pour les licences de brevets concédées par la société, dans la mesure où ces rémunérations se retrouvent dans le résultat imposable en Belgique de la période imposable et lorsqu'il existe des relations spéciales entre le débiteur des rémunérations et la société bénéficiaire, uniquement dans la mesure où ces rémunérations ne sont pas plus élevées que celles qui auraient été convenues entre entreprises indépendantes;
- les rémunérations qui seraient dues à la société pour la période imposable si les biens produits par ou pour le compte de la société ou les services prestés par ou pour le compte de la société étaient produits ou prestés par un tiers en vertu d'une licence de brevets concédée par la société, si les conditions entre la société et le tiers avaient été convenues comme entre entreprises indépendantes et dans la mesure où ces rémunérations se retrouveraient dans le résultat imposable en Belgique de la période imposable.

Lorsque les rémunérations visées à l'alinéa 1^{er} ne se rapportent pas exclusivement à des brevets, seule la quotité relative aux brevets est prise en considération pour la déduction pour revenus de brevets.

Les revenus de brevets visés à l'alinéa 1^{er} ne comprennent pas les contributions dans les frais réels de recherche et développement qui sont supportés par la société. ».

Art. 89. Au titre III, chapitre II, section IV, sous-section IIIbis, du même Code, il est inséré un article 205³, rédigé comme suit :

« Art. 205³. — § 1^{er}. Les revenus de brevets d'une période imposable relatifs à des brevets acquis par la société sont diminués :

- des rémunérations, de quelque nature qu'elles soient, dues à des tiers pour ces brevets, dans la mesure où ces rémunérations sont imputées sur le résultat imposable en Belgique de la même période imposable; et
- des amortissements actés pendant la période imposable sur la valeur d'investissement ou de revient de ces brevets dans la mesure où ces amortissements sont imputés sur le résultat imposable en Belgique de la même période imposable.

Lorsque les rémunérations et les amortissements visés à l'alinéa 1^{er} ne se rapportent pas exclusivement à des brevets, les revenus de brevets à prendre en compte sont seulement diminués de la quotité relative aux brevets.

Les rémunérations visées à l'alinéa 1^{er} ne comprennent pas les contributions dues par la société à des tiers dans les frais réels de recherche et développement qui sont supportés par ces tiers.

§ 2. Si les rémunérations dues à des tiers pour les brevets acquis par la société sont inférieures aux rémunérations qui auraient été convenues entre entreprises indépendantes, les revenus de brevets de la période imposable relatifs à ces brevets, par dérogation au § 1^{er}, premier tiret, sont diminués des rémunérations qui auraient été convenues entre entreprises indépendantes et qui auraient été mises à charge de la période imposable.

Les rémunérations visées à l'alinéa 1^{er} ne comprennent pas les rémunérations qui sont amorties, comme visées au § 3.

Art. 88. In titel III, hoofdstuk II, afdeling IV, onderafdeling IIIbis, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 205² ingevoegd, luidende :

« Art. 205². — § 1. Voor de toepassing van artikel 205¹ wordt verstaan onder « octrooien » :

- de octrooien of aanvullende beschermingscertificaten waarvan de vennootschap octrooihouder of certificaathouder is en die geheel of gedeeltelijk door de vennootschap werden ontwikkeld in onderzoekscentra die een bedrijfsafdeling of een tak van werkzaamheid vermeld in artikel 46, § 1, eerste lid, 2^o vormen;
- de door de vennootschap verworven octrooien, aanvullende beschermingscertificaten of licentierechten met betrekking tot octrooien of aanvullende beschermingscertificaten, op voorwaarde dat die geoctrooieerde producten of procédés geheel of gedeeltelijk door de vennootschap verder werden verbeterd in onderzoekscentra die een bedrijfsafdeling of een tak van werkzaamheid vermeld in artikel 46, § 1, eerste lid, 2^o, vormen ongeacht of deze verdere verbetering aanleiding heeft gegeven tot bijkomende octrooien.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 205¹ wordt verstaan onder « octrooi-inkomsten » :

- de vergoedingen, van welke aard ook, voor licenties die door de vennootschap zijn verleend op octrooien, in zover deze vergoedingen in het in België belastbare resultaat van het belastbaar tijdperk voorkomen en indien er bijzondere verhoudingen zijn tussen de schuldenaar van de vergoedingen en de ontvangende vennootschap, enkel in zover deze vergoedingen niet hoger zijn dan de vergoedingen die tussen onafhankelijke ondernemingen zouden zijn overeengekomen;
- de vergoedingen die aan de vennootschap voor het belastbaar tijdperk zouden verschuldigd zijn indien de goederen die door of voor rekening van de vennootschap worden geproduceerd of de diensten die door of voor rekening van de vennootschap worden geleverd, zouden worden geproduceerd of geleverd door een derde op grond van een licentie verleend door de vennootschap op octrooien en indien tussen de vennootschap en de derde zodanige voorwaarden zouden zijn overeengekomen als tussen onafhankelijke ondernemingen en in zover deze vergoedingen in het in België belastbare resultaat van het belastbaar tijdperk zouden voorkomen.

Ingeval de in het eerste lid bedoelde vergoedingen niet uitsluitend betrekking hebben op octrooien, komt alleen het gedeelte dat betrekking heeft op octrooien in aanmerking voor de aftrek voor octrooi-inkomsten.

De in het eerste lid bepaalde octrooi-inkomsten omvatten niet de bijdragen in de werkelijke kosten van onderzoek en ontwikkeling die door de vennootschap worden gedragen.

Art. 89. In titel III, hoofdstuk II, afdeling IV, onderafdeling IIIbis, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 205³ ingevoegd, luidende :

« Art. 205³. — § 1. De octrooi-inkomsten van een belastbaar tijdperk die betrekking hebben op door de vennootschap verworven octrooien, worden verminderd :

- met de vergoedingen, van welke aard ook, die zijn verschuldigd aan derden voor deze octrooien, in zover deze vergoedingen ten laste worden gelegd van het in België belastbare resultaat van hetzelfde belastbaar tijdperk; en
- met tijdens het belastbaar tijdperk toegepaste afschrijvingen op de aanschaffings- of beleggingswaarde van deze octrooien in zover deze afschrijvingen ten laste worden gelegd van het in België belastbare resultaat van hetzelfde belastbaar tijdperk.

In geval de in het eerste lid bedoelde vergoedingen en afschrijvingen niet uitsluitend betrekking hebben op octrooien, worden de in aanmerking te nemen octrooi-inkomsten alleen verminderd met het gedeelte dat betrekking heeft op octrooien.

De in het eerste lid bedoelde vergoedingen omvatten niet de door de vennootschap aan derden verschuldigde bijdragen in de werkelijke kosten van onderzoek en ontwikkeling die door deze derden worden gedragen.

§ 2. Indien de vergoedingen die zijn verschuldigd aan derden met betrekking tot de door de vennootschap verworven octrooien lager zijn dan de vergoedingen die tussen onafhankelijke ondernemingen zouden zijn overeengekomen, worden de octrooi-inkomsten van het belastbaar tijdperk met betrekking tot deze octrooien, in afwijking van § 1, eerste streepje, verminderd met de vergoedingen die tussen onafhankelijke ondernemingen zouden zijn overeengekomen en die ten laste zouden komen van het belastbare tijdperk.

De in het eerste lid bedoelde vergoedingen omvatten niet de vergoedingen die afgeschreven worden, zoals bedoeld in § 3.

§ 3. Si la valeur d'investissement ou de revient des brevets acquis par la société est inférieure au prix qui aurait été convenu entre entreprises indépendantes, les revenus de brevets de la période imposable relatifs à ces brevets, par dérogation au § 1^{er}, second tiret, sont diminués des amortissements qui auraient été actés pendant la période imposable sur le prix d'acquisition tel qu'il aurait été convenu entre entreprises indépendantes. ».

Art. 90. Au titre III, chapitre II, section IV, sous-section IIIbis, du même Code, il est inséré un article 205⁴, rédigé comme suit :

« Art. 205⁴. — Afin de justifier l'avantage de la déduction pour revenus de brevets, le contribuable doit joindre à sa déclaration un relevé dont le modèle est arrêté par le ministre des Finances ou son délégué, pour l'exercice d'imposition pour lequel il bénéficie de la déduction pour revenus de brevets. ».

Art. 91. Au titre V, chapitre III, section II, du même Code, il est inséré un article 236bis, rédigé comme suit :

« Art. 236bis. — Les articles 205¹ à 205⁴ sont d'application aux contribuables visés à l'article 227, 2^o, pour les revenus de brevets relatifs aux brevets qui sont affectés à leurs établissements belges.

Pour l'application de l'article 205³, les revenus de brevets sont diminués des rémunérations dues à des tiers, ainsi que des amortissements sur les brevets acquis qui sont imputés sur le résultat imposable des établissements belges. ».

Art. 92. L'article 286 du même Code, modifié par la loi du 17 mai 2004, est complété comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la quotité forfaitaire d'impôt étranger est déterminée, pour ce qui concerne les revenus de brevets pour lesquels une déduction pour revenus de brevets est accordée conformément aux articles 205¹ à 205⁴ ou à l'article 236bis, suivant le produit d'une fraction dont le numérateur est égal à l'impôt étranger effectivement retenu exprimé en pour cent du revenu auquel il se rapporte, sans pouvoir excéder 15 p.c. de ce revenu, et dont le dénominateur est égal à 100, diminué du chiffre du numérateur.

La quotité forfaitaire de l'impôt étranger au sens de l'alinéa précédent n'est imputable qu'à concurrence de l'impôt sur ces mêmes revenus de brevets qui ont bénéficié d'une déduction pour revenus de brevets conformément aux articles 205¹ à 205⁴ ou 236bis.

Lorsque le débiteur du revenu supporte l'impôt étranger à décharge du bénéficiaire, le dénominateur visé à l'alinéa 2, est fixé à 100. ».

Art. 93. Les articles 86 à 92 sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 2008 aux revenus de brevets visés à l'article 205² du Code des impôts sur les revenus 1992, et relatifs aux brevets au sens de l'article 205², § 2 du même Code, qui n'ont pas été utilisés par la société, un preneur de licence ou des entreprises liées pour la vente de biens ou de services à des tiers indépendants avant le 1^{er} janvier 2007.

Section 3. — Établissement de l'impôt

Art. 94. L'article 308, § 3, du Code des impôts sur les revenus 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les contribuables visés au § 1^{er} qui n'ont pas reçu de formule de déclaration, doivent en réclamer une, au plus tard le 1^{er} juin de l'année dont le millésime désigne l'exercice d'imposition, au service de taxation dont ils dépendent, en précisant, s'il y a lieu, le délai dont ils sont éventuellement en droit de se prévaloir par application du § 2.

Cette obligation n'est pas applicable pour :

- les contribuables qui sont dispensés de l'obligation de déclaration conformément à l'article 306;
- les contribuables qui, dans la déclaration électronique visée à l'article 307bis et relative à l'exercice d'imposition antérieur, se sont engagés pour l'exercice d'imposition ultérieur à introduire leur déclaration de manière électronique. ».

§ 3. Indien de aanschaffings- of beleggingswaarde van de door de vennootschap verworven octrooien lager is dan de prijs die tussen onafhankelijke ondernemingen zou zijn overeengekomen, worden de octrooi-inkomsten van het belastbaar tijdperk met betrekking tot deze octrooien, in afwijking van § 1, tweede streepje, verminderd met de afschrijvingen die tijdens het belastbaar tijdperk zouden zijn toegepast op de aanschaffingsprijs die tussen onafhankelijke ondernemingen zou zijn overeengekomen. ».

Art. 90. In titel III, hoofdstuk II, afdeling IV, onderafdeling IIIbis, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 205⁴ ingevoegd, luidende :

« Art. 205⁴. Om het voordeel van de aftrek voor octrooi-inkomsten te rechtvaardigen moet de belastingplichtige bij zijn aangifte een opgave voegen waarvan het model door de minister van Financiën of zijn afgevaardigde wordt vastgesteld, voor het aanslagjaar waarvoor de aftrek voor octrooi-inkomsten wordt genoten. ».

Art. 91. In titel V, hoofdstuk III, afdeling II, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 236bis ingevoegd, luidende :

« Art. 236bis. De artikelen 205¹ tot 205⁴ zijn van toepassing op de in artikel 227, 2^o, bedoelde belastingplichtigen voor de octrooi-inkomsten met betrekking tot octrooien die worden aangewend in hun Belgische inrichtingen.

Voor de toepassing van artikel 205³, worden de octrooi-inkomsten verminderd met de aan derden verschuldigde vergoedingen, evenals met de afschrijvingen op de verworven octrooien die ten laste van het belastbaar resultaat van de Belgische inrichtingen worden gelegd. ».

Art. 92. Artikel 286 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 17 mei 2004, wordt aangevuld als volgt :

« In afwijking van het eerste lid, wordt met betrekking tot octrooi-inkomsten waarvoor overeenkomstig de artikelen 205¹ tot 205⁴ of artikel 236bis een aftrek voor octrooi-inkomsten wordt verleend, het forfaitair gedeelte van buitenlandse belasting bepaald volgens het product van een breuk waarvan de teller gelijk is aan de werkelijk ingehouden buitenlandse belasting uitgedrukt in een percentage van het inkomen waarop die belasting betrekking heeft, zonder 15 pct. van dit inkomen te mogen overschrijden en waarvan de noemer gelijk is aan 100 verminderd met het cijfer van de teller.

Het forfaitaire gedeelte van de buitenlandse belasting als bedoeld in het vorige lid is slechts verrekenbaar ten belope van de belasting verschuldigd op diezelfde octrooi-inkomsten waarvoor overeenkomstig de artikelen 205¹ tot 205⁴ of artikel 236bis een aftrek voor octrooi-inkomsten wordt verleend.

Wanneer de schuldenaar van het inkomen de buitenlandse belasting heeft gedragen tot ontlasting van de verkrijger, bedraagt de in het tweede lid vermelde noemer 100. ».

Art. 93. De artikelen 86 tot 92 zijn van toepassing vanaf aanslagjaar 2008 op de octrooi-inkomsten bedoeld in artikel 205² van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, die betrekking hebben op octrooien in de zin van artikel 205², § 2, van hetzelfde Wetboek, die niet door de vennootschap, een licentienemer of verbonden ondernemingen zijn gebruikt voor de verkoop van goederen of diensten aan onafhankelijke derden vóór 1 januari 2007.

Afdeling 3. — Vestiging van de belasting

Art. 94. Artikel 308, § 3, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt vervangen als volgt :

« § 3. De in § 1 bedoelde belastingplichtigen die geen aangifteformulier hebben ontvangen, moeten bij de aanslagdienst waaronder zij ressorteren uiterlijk op 1 juni van het jaar waarnaar het aanslagjaar wordt genoemd een aangifteformulier aanvragen en, zo zulks nodig is, de termijn vermelden waarop zij in voorkomend geval ingevolge § 2 aanspraak kunnen maken.

Deze verplichting geldt niet voor :

- belastingplichtigen die overeenkomstig artikel 306 van aangifteplicht zijn vrijgesteld;
- belastingplichtigen die in de elektronische aangifte bedoeld in artikel 307bis voor het voorgaand aanslagjaar zich ertoe hebben verbonden om het daaropvolgend aanslagjaar eveneens gebruik te maken van de overlegging op elektronische wijze. ».

Art. 95. L'article 94 est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2008.

Section 4. — Crédit d'impôt pour les fonctionnaires statutaires

Art. 96. Pour l'exercice d'imposition 2008, le montant du crédit d'impôt visé à l'article 289ter, § 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 est augmenté de 80 p.c. pour les contribuables qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, exécutent des prestations de travail dans le secteur public.

Le Roi fixe l'entrée en vigueur du présent article.

CHAPITRE III. — *Taxe sur la valeur ajoutée*

Section 1^{re}. — Abrogation de la directive 77/388/CEE

Art. 97. A l'article 15, § 5, alinéa 1^{er}, 2^o, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, remplacé par la loi du 28 décembre 1992, les mots « l'article 28ter, B, 2, de la directive du Conseil des Communautés européennes 77/388/CEE du 17 mai 1977 modifiée par la directive 91/680/CEE du 16 décembre 1991 » sont remplacés par les mots « l'article 34 de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 ».

Art. 98. A l'article 7, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 10, du 29 décembre 1992, relatif aux modalités d'exercice des options prévues aux articles 15, § 5, alinéa 3, et 25ter, § 1^{er}, alinéa 3, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, aux déclarations de commencement, de changement, de cessation d'activité et aux déclarations préalables en matière de taxe sur la valeur ajoutée, modifié par l'arrêté royal du 28 mai 2004, les mots « l'article 28ter, B, 2, de la directive du Conseil des Communautés européennes 77/388/CEE du 17 mai 1977 modifiée par la directive 91/680/CEE du 16 décembre 1991 » sont remplacés par les mots « l'article 34 de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 ».

Art. 99. A l'article 8 de l'arrêté royal n° 47, du 25 février 1996, relatif au contrôle du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée due en raison de la livraison, de l'acquisition intracommunautaire et de l'importation de moyens de transport, au sens de l'article 8bis, § 2, 1^o, du Code, remplacé par l'arrêté royal du 24 août 2005, les mots « l'article 15, paragraphe 10, de la sixième directive 77/388/CEE » sont remplacés par les mots « l'article 151 de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 ».

Art. 100. Les articles 97 à 99 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2007.

Section 2. — Unité T.V.A.

Art. 101. Dans le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, il est inséré un article 19bis, rédigé comme suit :

« Art. 19bis. — Est également assimilée à une prestation de services effectuée à titre onéreux, la fourniture d'un service tel que défini à l'article 21, § 3, 7^o par un assujetti établi en dehors de la Belgique, pour les besoins d'un de ses établissements qui est membre d'une unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, en Belgique. ».

Art. 102. Dans l'article 33, § 1^{er}, 3^o, du même Code, remplacé par la loi-programme du 27 décembre 2006, les mots « et à l'article 19bis, » sont insérés entre les mots « article 19, § 2, 1^o, » et « par la valeur normale ».

Art. 103. L'article 10 de l'arrêté royal n° 3 du 10 décembre 1969, relatif aux déductions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, remplacé par l'arrêté royal du 29 décembre 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. — § 1^{er}. La révision prévue à l'article précédent doit être opérée lorsque, durant la période visée par cet article :

1^o le bien d'investissement est affecté par l'assujetti en tout ou en partie, à un usage privé ou à la réalisation d'opérations qui n'ouvrent pas droit à déduction ou qui ouvrent droit à déduction dans une mesure autre que celle qui a servi de base à la déduction initiale; cette disposition n'est cependant pas applicable lorsque l'affectation totale à un usage privé donne lieu à une livraison imposable au sens de l'article 12, § 1^{er}, 1^o ou 2^o, du Code;

2^o des variations sont intervenues dans les éléments pris en considération pour le calcul des taxes déduites, en raison de l'activité économique, pour le bien d'investissement;

3^o le bien d'investissement fait l'objet d'une opération ouvrant droit à déduction et dans la mesure où la déduction des taxes ayant grevé ce bien fait l'objet d'une limitation autre que celle prévue à l'article 45, § 2, du Code;

Art. 95. Artikel 94 is van toepassing vanaf aanslagjaar 2008.

Afdeling 4. — Belastingkrediet voor de vastbenoemde personeelsleden

Art. 96. Voor aanslagjaar 2008 wordt het bedrag van het belastingkrediet bedoeld in artikel 289ter, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met 80 pct. verhoogd voor de belastingplichtigen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten in de overheidssector.

De Koning regelt de inwerkingtreding van dit artikel.

HOOFDSTUK III. — *Belasting over de toegevoegde waarde*

Afdeling 1. — Opheffing van de richtlijn 77/388/EEG

Art. 97. In artikel 15, § 5, eerste lid, 2^o, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, vervangen bij de wet van 28 december 1992, worden de woorden « artikel 28ter, B, 2, van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 77/388/EEG van 17 mei 1977 en gewijzigd door de richtlijn 91/680/EEG van 16 december 1991 » vervangen door de woorden « artikel 34 van de richtlijn 2006/112/EG van de Raad van 28 november 2006 ».

Art. 98. In artikel 7, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 10 van 29 december 1992 met betrekking tot de uitoefeningsmodaliteiten van de keuzen, bedoeld in de artikelen 15, § 5, derde lid, en 25ter, § 1, derde lid, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, de aangiften van aanvang, wijziging, stopzetting van activiteit en de voorafgaande kennisgevingen inzake de belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 mei 2004, worden de woorden « artikel 28ter, B, 2, van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 77/388/EEG van 17 mei 1977, gewijzigd door de richtlijn 91/680/EEG van 16 december 1991 » vervangen door de woorden « artikel 34 van de richtlijn 2006/112/EG van de Raad van 28 november 2006 ».

Art. 99. In artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 47 van 25 februari 1996 tot regeling van de controle van de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde verschuldigd ter zake van de levering, intracommunautaire verwerving en invoer van vervoermiddelen, in de zin van artikel 8bis, § 2, 1^o, van het Wetboek, vervangen bij het koninklijk besluit van 24 augustus 2005, worden de woorden « artikel 15, paragraaf 10, van de zesde richtlijn 77/388/EEG » vervangen door de woorden « artikel 151 van de richtlijn 2006/112/EG van de Raad van 28 november 2006 ».

Art. 100. De artikelen 97 tot 99 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2007.

Afdeling 2. — BTW-eenheid

Art. 101. In het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde wordt een artikel 19bis ingevoegd, luidende :

« Art. 19bis. — Met een dienst verricht onder bezwarende titel wordt eveneens gelijkgesteld, het verstrekken van een dienst zoals bepaald in artikel 21, § 3, 7^o door een buiten België gevestigde belastingplichtige voor één van zijn vestigingen die lid is van een BTW-eenheid in België in de zin van artikel 4, § 2. ».

Art. 102. In artikel 33, § 1, 3^o, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de programmawet van 27 december 2006, worden de woorden « en artikel 19bis, » ingevoegd tussen de woorden « artikel 19, § 2, 1^o, » en de woorden « de overeenkomstig artikel 32 ».

Art. 103. Artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 3 van 10 december 1969 met betrekking tot de aftrekregeling voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde, vervangen bij het koninklijk besluit van 29 december 1992, wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. § 1. De in het vorige artikel bedoelde herziening moet worden verricht wanneer gedurende het in dat artikel bedoelde tijdvak :

1^o het bedrijfsmiddel door de belastingplichtige geheel of gedeeltelijk wordt gebruikt voor privé-doeleinden of ter verwezenlijking van handelingen die geen recht op aftrek verlenen, of die recht op aftrek verlenen in een andere verhouding dan die welke als grondslag heeft gediend voor de oorspronkelijke aftrek; deze bepaling geldt evenwel niet wanneer het hele privé-gebruik aanleiding geeft tot een belastbare levering in de zin van artikel 12, § 1, 1^o of 2^o, van het Wetboek;

2^o enige wijziging is ingetreden in de factoren die, met inachtneming van de uitgeoefende economische activiteit, aan de berekening van de aftrek gedaan voor het bedrijfsmiddel ten grondslag hebben gelegen;

3^o het bedrijfsmiddel het voorwerp is van een handeling die recht op aftrek verleent en in de mate waarin de aftrek van de belasting gegeven op dat goed een beperking heeft ondergaan andere dan die voortspruitend uit artikel 45, § 2, van het Wetboek;

4° le bien d'investissement cesse d'exister dans l'entreprise ou lorsque ce bien n'est plus affecté à son usage par l'unité T.V.A. en raison de la sortie d'un de ses membres, à moins qu'il ne soit établi que le bien ait fait l'objet d'une opération ouvrant droit à déduction ou qu'il a disparu par destruction ou vol;

5° un assujetti perd cette qualité ou lorsqu'il entre dans une unité T.V.A. ou n'effectue plus que des opérations n'ouvrant pas droit à déduction pour les biens immeubles par nature et les droits réels sujets à révision, à moins que ces biens n'aient fait l'objet d'une livraison ouvrant droit à déduction ou que ces droits réels n'aient été cédés ou rétrocédés avec application de la taxe.

Dans le cas visé au 3°, le montant des taxes qui peut être porté en déduction par suite de la révision est limité au montant obtenu en appliquant à la base d'imposition pour la livraison, le taux auquel ont été calculées les taxes dont la déduction est sujette à révision.

§ 2. La révision doit également être opérée lorsque, durant la période visée à l'article précédent :

- le bien d'investissement qui a fait l'objet de la révision prévue au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4° est affecté par le membre qui sort de l'unité T.V.A. à la réalisation d'opérations qui ouvrent droit à déduction;
- le bien d'investissement qui a fait l'objet de la révision prévue au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, est affecté par l'unité T.V.A. à la réalisation d'opérations qui ouvrent droit à la déduction.

§ 3. Dans le cadre du régime de l'unité T.V.A., le montant des sommes qui sont dues suite aux révisions visées au § 1^{er}, 4° et 5°, peut se compenser avec le montant des taxes qui peuvent être portées en déduction par application de la révision prévue au § 2.

Cette compensation requiert l'accord écrit du membre concerné et du représentant de l'unité T.V.A..

Elle doit alors être exercée dans le chef de l'unité T.V.A..

Elle est subordonnée à l'envoi aux offices de contrôle de la T.V.A. dont relèvent l'unité T.V.A. et le membre concerné, d'un inventaire des biens sujets à révision, dont le modèle est fixé par le ministre des Finances ou son délégué, et d'une copie de l'accord susvisé. »

Art. 104. A l'article 50 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, remplacé par la loi du 7 mars 2002, sont apportées les modifications suivantes :

a) le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« 4° à tout membre d'une unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, qui est identifiée à la T.V.A. conformément aux 1° et 2°. Ce numéro d'identification constitue un sous-numéro d'identification à la T.V.A. de l'unité T.V.A.. »;

b) il est inséré à la place du § 2 qui devient § 3, un § 2, nouveau, rédigé comme suit :

« § 2. L'administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines attribue un numéro d'identification à la T.V.A. ne comprenant pas les lettres BE à toute unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, qui ne réalise que des livraisons de biens ou des prestations de services ne lui ouvrant aucun droit à déduction et qui n'est pas visée au § 1^{er}.

La même administration attribue également un numéro d'identification à la T.V.A. ne comprenant pas les lettres BE aux membres de l'unité T.V.A. visée à l'alinéa 1^{er}. Ce numéro d'identification à la T.V.A. constitue un sous-numéro d'identification à la T.V.A. de cette unité T.V.A.. ».

Art. 105. L'article 53, du même Code, remplacé par la loi du 28 janvier 2004, est complété par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Dans le cadre d'une unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, le membre qui fournit des biens ou des services à un autre membre, est tenu de lui délivrer un document particulier, ou de s'assurer qu'un tel document est délivré en son nom ou pour son compte par le membre cocontractant ou par un tiers, lorsque la facture visée au § 2 n'a pas été délivrée.

Le Roi peut prévoir d'autres obligations pour assurer l'exacte perception de la taxe et pour éviter la fraude. ».

4° het bedrijfsmiddel ophoudt in de onderneming te bestaan of wanneer het niet meer gebruikt wordt voor de BTW-eenheid ingevolge de uittreding van één van haar leden, tenzij wordt aangetoond dat zulks het gevolg is van een handeling die recht op aftrek verleent of dat het bedrijfsmiddel vernietigd of ontvreemd werd;

5° iemand de hoedanigheid van belastingplichtige verliest of wanneer hij toetreedt tot een BTW-eenheid, of nog slechts handelingen verricht die geen recht op aftrek verlenen wat betreft de aan herziening onderworpen onroerende goederen uit hun aard en de zakelijke rechten, tenzij die goederen het voorwerp hebben uitgemaakt van een levering die recht op aftrek verleent of die zakelijke rechten met toepassing van de belasting werden overgedragen of wederovergedragen.

In het geval van het 3° wordt het bedrag van de belasting, dat ingevolge de herziening in aftrek mag worden gebracht, beperkt tot het bedrag dat wordt bekomen door de maatstaf van heffing voor de levering te vermenigvuldigen met het tarief waartegen de belasting, waarvan de aftrek wordt herzien, werd berekend.

§ 2. De herziening moet ook worden verricht wanneer gedurende het in het vorig artikel bedoelde tijdvak :

- het bedrijfsmiddel dat het voorwerp heeft uitgemaakt van de in § 1, eerste lid, 4°, bedoelde herziening, gebruikt wordt door het uittredend lid van de BTW-eenheid ter verwezenlijking van handelingen die recht op aftrek verlenen;
- het bedrijfsmiddel dat het voorwerp heeft uitgemaakt van de in § 1, eerste lid, 5°, bedoelde herziening, door de btw-eenheid gebruikt wordt ter verwezenlijking van handelingen die recht op aftrek verlenen.

§ 3. In het kader van het stelsel van de BTW-eenheid kunnen de bedragen verschuldigd ingevolge de in § 1, 4° en 5°, bedoelde herzieningen, worden verrekend met het bedrag van de belasting die in aftrek kan worden gebracht overeenkomstig de in § 2 bedoelde herziening.

Deze verrekening vereist de schriftelijke toestemming van het betrokken lid en van de vertegenwoordiger van de BTW-eenheid.

De verrekening moet gebeuren in hoofde van de BTW-eenheid.

Daartoe moet aan de BTW-controlekantoren waaronder de BTW-eenheid en het betrokken lid ressorteren, een inventaris worden verstrekt van de aan herziening onderworpen goederen, waarvan het model is vastgesteld door of vanwege de minister van Financiën, en van een afschrift van de bovenbedoelde toestemming. ».

Art. 104. In artikel 50 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, vervangen bij de wet van 7 maart 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« 4° aan elk lid van een BTW-eenheid in de zin van artikel 4, § 2, die overeenkomstig 1° en 2° voor BTW-doeleinden is geïdentificeerd. Dit identificatienummer vormt een sub-BTW-identificatienummer van de BTW-eenheid. »;

b) er wordt in de plaats van § 2, die § 3 wordt, een nieuwe § 2 ingevoegd, luidende :

« § 2. De administratie van de BTW, registratie en domeinen kent aan elke BTW-eenheid in de zin van artikel 4, § 2 die uitsluitend leveringen van goederen of diensten verricht waarvoor zij geen recht op aftrek heeft en die niet in § 1 wordt bedoeld een BTW-identificatienummer toe dat niet de letters BE bevat.

Dezelfde administratie kent aan de leden van de in het eerste lid bedoelde BTW-eenheid eveneens een BTW-identificatienummer toe dat niet de letters BE bevat. Dit btw-identificatienummer vormt een sub-BTW-identificatienummer van deze BTW-eenheid. ».

Art. 105. Artikel 53, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 28 januari 2004, wordt aangevuld met een § 3, luidende :

« § 3. In het kader van een BTW-eenheid in de zin van artikel 4, § 2, is het lid dat goederen of diensten verschaft aan een ander lid ertoe gehouden een bijzonder stuk uit te reiken aan dat lid of ervoor te zorgen dat in zijn naam en voor zijn rekening, door het lid in zijn hoedanigheid van medecontractant of door een derde een dergelijk stuk wordt uitgereikt, als de in § 2 bedoelde factuur niet werd uitgereikt.

De Koning kan andere verplichtingen bepalen om de juiste heffing van de belasting te waarborgen en om de fraude te vermijden. ».

Art. 106. Dans l'article 53*quater*, § 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 7 mars 2002, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les membres de l'unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, sont tenus de communiquer à leurs fournisseurs et à leurs clients, le sous-numéro d'identification visé à l'article 50, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o ou § 2. »

Art. 107. A l'article 53*quinquies*, du même Code, remplacé par la loi du 7 mars 2002 et modifié par la loi du 20 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « les membres d'une unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, identifiés à la T.V.A. conformément à l'article 50, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, » sont insérés entre les mots « alinéa 1^{er}, 1^o et 3^o, » et « les assujettis visés à l'article 56, § 2 » et les mots « article 50, § 2 » sont remplacés par les mots « article 50, § 3 »;

b) l'article est complété par l'alinéa suivant :

« L'unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, identifiée à la T.V.A. conformément à l'article 50, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, est en outre tenue de faire connaître chaque année à l'administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, le montant total des opérations réalisées au cours de l'année précédente par chaque membre de cette unité T.V.A. pour chacun des autres membres de l'unité T.V.A.. »

Art. 108. Dans l'article 53*sexies*, § 1^{er}, du même Code, remplacé par l'arrêté royal du 29 décembre 1992 et modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1995 et par les lois du 7 mars 2002 et du 20 décembre 2002, les mots « les membres d'une unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2 » sont insérés entre les mots « alinéa 1^{er}, 1^o et 3^o, » et « ainsi que les assujettis ».

Art. 109. Dans l'article 56, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 28 décembre 1992, les mots « , à l'exclusion des unités T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, » sont insérés entre les mots « Les petites entreprises » et « dont le chiffre d'affaires annuel ».

Art. 110. Dans l'article 57, § 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 28 décembre 1992, les mots « , à l'exclusion des unités T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, » sont insérés entre les mots « Les exploitants agricoles » et « qui effectuent des livraisons de produits de leur exploitation ».

Art. 111. A l'article 61, § 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 28 décembre 1992 et modifié par les lois du 7 mars 2002 et du 28 janvier 2004, sont apportées les modifications suivantes :

a) l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« En ce qui concerne l'unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, la communication des livres, factures et autres documents conformément à l'alinéa 1^{er}, est effectuée par le représentant désigné par les autres membres pour exercer, en leur nom et pour leur compte, les droits et obligations de cette unité T.V.A.. Les agents de l'administration qui a la taxe sur la valeur ajoutée dans ses attributions peuvent néanmoins exiger que la communication visée à l'alinéa 1^{er}, s'effectue par le membre de l'unité T.V.A. pour les livres, factures et autres documents qui le concernent. »;

b) à l'alinéa 5 qui devient alinéa 6, les mots « article 50, § 2 » sont remplacés par les mots « article 50, § 3 ».

Art. 112. L'article 62, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 28 décembre 1992, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Tout assujetti ou membre d'une unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, propriétaire ou titulaire d'un droit réel sur un bien susceptible d'une hypothèque, est tenu de faire connaître sa qualité d'assujetti ou de membre d'une unité T.V.A. au notaire qui est chargé de dresser l'acte ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire de ce bien, suite à la demande que celui-ci lui adresse. ».

Art. 106. In artikel 53*quater*, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 maart 2002, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« De leden van de BTW-eenheid in de zin van artikel 4, § 2, zijn gehouden aan hun leveranciers en hun klanten het sub-BTW-identificatienummer bedoeld in artikel 50, § 1, eerste lid, 4^o of § 2, mee te delen. »

Art. 107. In artikel 53*quinquies*, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 maart 2002 en gewijzigd bij de wet van 20 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « de leden van een BTW-eenheid in de zin van artikel 4, § 2, die overeenkomstig artikel 50, § 1, eerste lid, 4^o, voor BTW-doeleinden zijn geïdentificeerd, » ingevoegd tussen de woorden « voor BTW-doeleinden zijn geïdentificeerd, » en de woorden « de belastingplichtigen bedoeld in artikel 56, § 2 » en worden de woorden « artikel 50, § 2 » vervangen door de woorden « artikel 50, § 3 »;

b) het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« De BTW-eenheid in de zin van artikel 4, § 2, die overeenkomstig artikel 50, § 1, eerste lid, 1^o, voor BTW-doeleinden is geïdentificeerd, is bovendien gehouden jaarlijks de administratie van de BTW, registratie en domeinen in kennis te stellen van het totale bedrag van de in de loop van het vorige jaar door elk lid van die BTW-eenheid aan elk van de andere leden van die BTW-eenheid verrichte handelingen. »

Art. 108. In artikel 53*sexies*, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het koninklijk besluit van 29 december 1992 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1995 en de wetten van 7 maart 2002 en 20 december 2002, worden de woorden « de leden van een BTW-eenheid in de zin van artikel 4, § 2 » ingevoegd tussen de woorden « voor BTW-doeleinden zijn geïdentificeerd, » en de woorden « alsook de niet in België gevestigde belastingplichtigen ».

Art. 109. In artikel 56, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 28 december 1992, worden de woorden « , met uitzondering van de BTW-eenheden in de zin van artikel 4, § 2, » ingevoegd tussen de woorden « De kleine ondernemingen » en de woorden « waarvan de jaaromzet ».

Art. 110. In artikel 57, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 28 december 1992, worden de woorden « , met uitzondering van de BTW-eenheden in de zin van artikel 4, § 2, » ingevoegd tussen het woord « Landbouwondernemers » en « die producten van hun bedrijf leveren ».

Art. 111. In artikel 61, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 28 december 1992 en gewijzigd bij de wetten van 7 maart 2002 en 28 januari 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Het ter inzage voorleggen van de boeken, facturen en andere stukken overeenkomstig het eerste lid, gebeurt, wat de BTW-eenheid in de zin van artikel 4, § 2 betreft, door de vertegenwoordiger aangeduid door de andere leden om in hun naam en voor hun rekening de rechten en de verplichtingen van die BTW-eenheid uit te oefenen. De ambtenaren van de administratie die de belasting over de toegevoegde waarde onder haar bevoegdheid heeft, kunnen echter eisen dat het lid van de BTW-eenheid zelf de in het eerste lid bedoelde voorlegging van de boeken, facturen en andere stukken die hem aanbelangen verricht. »;

b) in het vijfde lid dat het zesde lid wordt, worden de woorden « artikel 50, § 2 » vervangen door de woorden « artikel 50, § 3 ».

Art. 112. Artikel 62, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 28 december 1992, wordt vervangen als volgt :

« Iedere belastingplichtige of lid van een BTW-eenheid in de zin van artikel 4, § 2, eigenaar of houder van een zakelijk recht op een voor hypotheek vatbaar goed, is gehouden, op verzoek van de notaris die belast is met het opmaken van de akte houdende vervreemding of hypotheekstelling betreffende dat goed, aan deze laatste zijn hoedanigheid van belastingplichtige of lid van een BTW-eenheid in de zin van artikel 4, § 2, kenbaar te maken. ».

Art. 113. L'article 93ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 8 août 1980 et remplacé par la loi du 25 février 2007, est remplacé par l'alinéa suivant :

« § 1^{er}. Le notaire requis de dresser un acte ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire d'un bien susceptible d'hypothèque, est tenu de demander au propriétaire ou à l'usufruitier de tout ou partie de ce bien si celui-ci est un assujetti ou un membre d'une unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2. ».

Art. 114. Les articles 101 à 113 produisent leurs effets le 1^{er} avril 2007.

Section 3. — Base d'imposition

Art. 115. A l'article 33bis du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, inséré par la loi du 28 décembre 1992, les mots « à l'article 33, 1^o » sont remplacés par les mots « à l'article 33, § 1^{er}, 1^o ».

Art. 116. A l'article 36 du même Code, modifié par la loi du 28 décembre 1992, les mots « l'article 32, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « l'article 32, alinéa 1^{er} ».

Art. 117. A l'article 71 du même Code, modifié par la loi du 22 juillet 1993 et par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, les mots « à l'article 32, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « à l'article 32, alinéa 1^{er} ».

Art. 118. Les articles 115 à 117 produisent leurs effets le 7 janvier 2007.

Section 4. — Mesures relatives à la lutte contre la fraude fiscale et à un meilleur recouvrement des impôts

Art. 119. L'article 52bis du même Code, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2006, est remplacé dans sa version néerlandaise comme suit :

« Art. 52bis. § 1. Wanneer de ambtenaren van de administratie die de belasting over de toegevoegde waarde onder haar bevoegdheid heeft ter gelegenheid van hun onderzoeken goederen ontdekken waarvoor redelijkerwijs kan worden verondersteld dat de bepalingen van dit Wetboek en de uitvoeringsbesluiten inzake BTW niet werden nageleefd omdat het onmogelijk is de tussenkomende partijen te identificeren of de oorsprong, de hoeveelheid, de prijs of de waarde van de goederen vast te stellen, kunnen zij overgaan tot het bewarend beslag van deze goederen evenals van de voor hun vervoer dienende middelen.

De voormelde ambtenaren stellen een proces-verbaal van beslag op dat de vastgestelde feiten vermeldt die het niet naleven van de wettelijke of reglementaire bepalingen ter zake aantonen of ertoe bijdragen die aan te tonen en dat een inventaris bevat van de goederen die het voorwerp van het beslag uitmaken. Dit proces-verbaal wordt aan de houder ter kennis gegeven uiterlijk binnen de vierentwintig uur volgend op zijn opmaak.

Indien de houder het bewijs levert van de oorsprong, de hoeveelheid, de prijs of de waarde van de goederen en van de identiteit van de partijen, spreekt de administratie de opheffing van het beslag uit.

Ingeval van verduistering door de houder van de goederen die het voorwerp van de beslagmaatregel uitmaken, zijn de bepalingen van artikel 507 van het Strafwetboek van toepassing.

§ 2. Op straffe van nietigheid moet de geldigheid van het beslag bedoeld in § 1 binnen de termijn van een maand te rekenen vanaf de kennisgeving van het proces-verbaal bedoeld in § 1, tweede lid, worden bekrachtigd door de beslagrechter van het ambtsgebied waarin zich het kantoor bevindt waar de inning moet worden uitgevoerd. De procedure wordt ingeleid op eenzijdig verzoekschrift. De beslissing van de beslagrechter is uitvoerbaar bij voorraad.

§ 3. Indien de houder de gegrondheid van het beslag bedoeld in § 1 betwist, wordt er uitspraak gedaan zoals in kort geding, door de beslagrechter van het ambtsgebied waarin zich het kantoor bevindt waar de inning moet worden uitgevoerd. ».

Art. 113. Artikel 93ter, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1980 en vervangen bij de wet van 25 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

« § 1. De notaris die verzocht wordt een akte op te maken met betrekking tot het vervreemden of het bezwaren met een hypotheek van een voor hypotheek vatbaar goed, is gehouden aan de eigenaar of vruchtgebruiker van dat goed of van een gedeelte ervan te vragen of deze een belastingplichtige of een lid van een BTW-eenheid in de zin van artikel 4, § 2, is. ».

Art. 114. De artikelen 101 tot 113 hebben uitwerking met ingang van 1 april 2007.

Afdeling 3. — Maatstaf van heffing

Art. 115. In artikel 33bis van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992, worden de woorden « artikel 33, 1^o » vervangen door de woorden « artikel 33, § 1, 1^o ».

Art. 116. In artikel 36 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 december 1992, worden de woorden « artikel 32, tweede lid » vervangen door de woorden « artikel 32, eerste lid ».

Art. 117. In artikel 71 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993 en bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, worden de woorden « artikel 32, tweede lid » vervangen door de woorden « artikel 32, eerste lid ».

Art. 118. De artikelen 115 tot 117 hebben uitwerking met ingang van 7 januari 2007.

Afdeling 4. — Maatregelen inzake fraudebestrijding en betere invordering van de belastingen

Art. 119. Artikel 52bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 27 december 2006, wordt in de Nederlandse versie vervangen als volgt :

« Art. 52bis. § 1. Wanneer de ambtenaren van de administratie die de belasting over de toegevoegde waarde onder haar bevoegdheid heeft ter gelegenheid van hun onderzoeken goederen ontdekken waarvoor redelijkerwijs kan worden verondersteld dat de bepalingen van dit Wetboek en de uitvoeringsbesluiten inzake BTW niet werden nageleefd omdat het onmogelijk is de tussenkomende partijen te identificeren of de oorsprong, de hoeveelheid, de prijs of de waarde van de goederen vast te stellen, kunnen zij overgaan tot het bewarend beslag van deze goederen evenals van de voor hun vervoer dienende middelen.

De voormelde ambtenaren stellen een proces-verbaal van beslag op dat de vastgestelde feiten vermeldt die het niet naleven van de wettelijke of reglementaire bepalingen ter zake aantonen of ertoe bijdragen die aan te tonen en dat een inventaris bevat van de goederen die het voorwerp van het beslag uitmaken. Dit proces-verbaal wordt aan de houder ter kennis gegeven uiterlijk binnen de vierentwintig uur volgend op zijn opmaak.

Indien de houder het bewijs levert van de oorsprong, de hoeveelheid, de prijs of de waarde van de goederen en van de identiteit van de partijen, spreekt de administratie de opheffing van het beslag uit.

Ingeval van verduistering door de houder van de goederen die het voorwerp van de beslagmaatregel uitmaken, zijn de bepalingen van artikel 507 van het Strafwetboek van toepassing.

§ 2. Op straffe van nietigheid moet de geldigheid van het beslag bedoeld in § 1 binnen de termijn van een maand te rekenen vanaf de kennisgeving van het proces-verbaal bedoeld in § 1, tweede lid, worden bekrachtigd door de beslagrechter van het ambtsgebied waarin zich het kantoor bevindt waar de inning moet worden uitgevoerd. De procedure wordt ingeleid op eenzijdig verzoekschrift. De beslissing van de beslagrechter is uitvoerbaar bij voorraad.

§ 3. Indien de houder de gegrondheid van het beslag bedoeld in § 1 betwist, wordt er uitspraak gedaan zoals in kort geding, door de beslagrechter van het ambtsgebied waarin zich het kantoor bevindt waar de inning moet worden uitgevoerd. ».

Art. 120. L'article 88bis du même Code, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2006, est remplacé dans sa version néerlandaise comme suit :

« Art. 88bis. § 1. Bij gemotiveerde beslissing van de gewestelijke directeur van de belasting over de toegevoegde waarde kan een zakelijke zekerheid of een persoonlijke borgstelling worden geëist van elke persoon die schuldenaar is van de belasting, krachtens artikel 51, §§ 1, 2 en 4, wanneer de venale waarde van zijn in België gelegen goederen die het pand van de Schatkist vormen, na aftrek van de schulden en lasten die ze bezwaren, ontoereikend is om het bedrag te dekken dat vermoedelijk voor een periode van twaalf kalendermaanden zal verschuldigd zijn, krachtens dit Wetboek of ter uitvoering ervan.

De Koning bepaalt de gegevens die als grondslag dienen voor de bepaling van de bedragen van de zakelijke zekerheid en van de verbintenissen van de persoonlijke borg, alsook de voorwaarden en de modaliteiten van vaststelling.

§ 2. Binnen de maand na de kennisgeving van de beslissing als vermeld in § 1, kan de schuldenaar van de belasting een verhaal inleiden voor de beslagrechter van het ambtsgebied waarin zich het kantoor bevindt waar de inning moet worden uitgevoerd.

De rechtspleging geschiedt zoals in kort geding.

§ 3. Het stellen van een zakelijke zekerheid of van een persoonlijke borg bedoeld in § 1, dient te geschieden binnen de twee maanden na de kennisgeving van de beslissing van de directeur of na de datum waarop de rechterlijke uitspraak kracht van gewijsde heeft verkregen, tenzij de betrokken schuldenaar van de belasting, vóór het verstrijken van deze termijn, elke economische activiteit staakt waaruit voortvloeit dat hij de schuldenaar van de belasting is krachtens artikel 51, §§ 1, 2 en 4. ».

Art. 121. A l'article 88ter du même Code, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le texte néerlandais du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, le mot « waarborgen » est remplacé par le mot « zekerheden »;

2° dans le texte néerlandais du § 2, alinéa 2, les mots « van de kennisgeving » sont remplacés par les mots « van de kennisgeving van de beslissing ».

Art. 122. Dans le texte néerlandais de l'article 89bis du même Code, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2006, les mots « de belastingschuldige » sont remplacés par les mots « de schuldenaar van de belasting ».

Art. 123. Dans le texte néerlandais de l'article 93undecies D, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2006, le mot « schuldig » est remplacé par le mot « verschuldigd ».

Art. 124. Les articles 119 à 123 produisent leurs effets le 7 janvier 2007.

Section 5. — Déductions

Art. 125. L'article 6 de l'arrêté royal n° 3 du 10 décembre 1969 relatif aux déductions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, remplacé par l'arrêté royal du 29 décembre 1992 et modifié par l'arrêté royal du 22 novembre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Par biens d'investissement pour lesquels la déduction des taxes est sujette à révision conformément à l'article 48, § 2, du Code, il faut entendre les biens corporels, les droits réels visés à l'article 9, alinéa 2, 2°, du Code et les services destinés à être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

Ne sont toutefois pas visés à l'alinéa 1^{er}, les emballages, le petit matériel, le petit outillage et les fournitures de bureau, lorsque ces biens répondent aux critères fixés par le ministre des Finances.

Les dispositions visées au présent article valent également pour l'application des articles 12, § 1^{er}, et 19, § 2, du Code. ».

Art. 126. L'article 7 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 29 décembre 1992 et du 22 novembre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Par taxes dont la déduction est sujette à révision conformément à l'article 48, § 2, du Code, il faut entendre les taxes ayant grevé l'achat, l'acquisition intracommunautaire, l'importation ou les opérations qui tendent ou concourent à la constitution, la transformation ou l'amélioration des biens d'investissement visés à l'article 6, alinéa 1^{er}.

Art. 120. Artikel 88bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 27 december 2006, wordt in de Nederlandse versie vervangen als volgt :

« Art. 88bis. § 1. Bij gemotiveerde beslissing van de gewestelijke directeur van de belasting over de toegevoegde waarde kan een zakelijke zekerheid of een persoonlijke borgstelling worden geëist van elke persoon die schuldenaar is van de belasting, krachtens artikel 51, §§ 1, 2 en 4, wanneer de venale waarde van zijn in België gelegen goederen die het pand van de Schatkist vormen, na aftrek van de schulden en lasten die ze bezwaren, ontoereikend is om het bedrag te dekken dat vermoedelijk voor een periode van twaalf kalendermaanden zal verschuldigd zijn, krachtens dit Wetboek of ter uitvoering ervan.

De Koning bepaalt de gegevens die als grondslag dienen voor de bepaling van de bedragen van de zakelijke zekerheid en van de verbintenissen van de persoonlijke borg, alsook de voorwaarden en de modaliteiten van vaststelling.

§ 2. Binnen de maand na de kennisgeving van de beslissing als vermeld in § 1, kan de schuldenaar van de belasting een verhaal inleiden voor de beslagrechter van het ambtsgebied waarin zich het kantoor bevindt waar de inning moet worden uitgevoerd.

De rechtspleging geschiedt zoals in kort geding.

§ 3. Het stellen van een zakelijke zekerheid of van een persoonlijke borg bedoeld in § 1, dient te geschieden binnen de twee maanden na de kennisgeving van de beslissing van de directeur of na de datum waarop de rechterlijke uitspraak kracht van gewijsde heeft verkregen, tenzij de betrokken schuldenaar van de belasting, vóór het verstrijken van deze termijn, elke economische activiteit staakt waaruit voortvloeit dat hij de schuldenaar van de belasting is krachtens artikel 51, §§ 1, 2 en 4. ».

Art. 121. In artikel 88ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 27 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, 1°, wordt in de Nederlandse versie het woord « waarborgen » vervangen door het woord « zekerheden »;

2° in § 2, tweede lid, worden in de Nederlandse versie de woorden « van de kennisgeving » vervangen door de woorden « van de kennisgeving van de beslissing ».

Art. 122. In artikel 89bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 27 december 2006, worden in de Nederlandse versie de woorden « de belastingschuldige » vervangen door de woorden « de schuldenaar van de belasting ».

Art. 123. In artikel 93undecies D, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 27 december 2006, wordt in de Nederlandse versie het woord « schuldig » vervangen door het woord « verschuldigd ».

Art. 124. De artikelen 119 tot 123 hebben uitwerking met ingang van 7 januari 2007.

Afdeling 5. — Aftrekregeling

Art. 125. Artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 3 van 10 december 1969 met betrekking tot de aftrekregeling voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde, vervangen bij het koninklijk besluit van 29 december 1992 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 november 1994, wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Onder bedrijfsmiddelen, waarvoor de aftrek van belasting onderworpen is aan herziening overeenkomstig artikel 48, § 2, van het Wetboek, moet worden verstaan, de lichamelijke goederen, de zakelijke rechten bedoeld in artikel 9, tweede lid, 2°, van het Wetboek en de diensten die bestemd zijn om op een duurzame wijze te worden gebruikt als werkinstrumenten of exploitiemiddelen.

In het eerste lid worden evenwel niet bedoeld verpakkingsmiddelen, klein materieel, klein gereedschap en kantoorbehoeften, wanneer die goederen voldoen aan de door de minister van Financiën gestelde criteria.

De in dit artikel bedoelde bepalingen gelden eveneens voor de toepassing van de artikelen 12, § 1, en 19, § 2, van het Wetboek. ».

Art. 126. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 december 1992 en 22 november 1994, wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. Onder de belasting waarvan de aftrek onderworpen is aan herziening overeenkomstig artikel 48, § 2, van het Wetboek, dient te worden verstaan de belasting geheven op de aankoop, de intracommunautaire verwerving, de invoer of de handelingen die strekken tot bijdragen tot de totstandkoming, het omvormen of het verbeteren van in artikel 6, eerste lid, bedoelde bedrijfsmiddelen.

Pour l'application de l'alinéa précédent, ne sont pas des taxes sujettes à révision :

1° les taxes qui ont grevé la réparation ou l'entretien de biens d'investissement ainsi que l'achat, l'acquisition intracommunautaire ou l'importation des pièces de rechange destinées à ces opérations;

2° les taxes qui ont grevé la location de biens d'investissement, et plus généralement la cession ou la concession de la jouissance de ces biens. ».

Section 6. — Régime de franchise

Art. 127. Dans l'article 56, § 2, alinéa 3, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, remplacé par l'arrêté royal du 29 décembre 1992, il est inséré, après le premier tiret, un nouveau tiret, rédigé comme suit :

« — aux opérations consistant en un travail immobilier au sens de l'article 19, § 2, alinéa 2, et aux opérations assimilées telles que déterminées par le Roi; ».

Art. 128. Dans l'article 2 de l'arrêté royal n° 19 du 29 décembre 1992 relatif au régime de franchise établi par l'article 56, § 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée en faveur des petites entreprises, il est inséré, après le premier tiret, un nouveau tiret, rédigé comme suit :

« — aux opérations consistant en un travail immobilier au sens de l'article 19, § 2, alinéa 2, du Code et aux opérations énumérées à l'article 20, § 2, alinéas 2 et 3, de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée; ».

Art. 129. Les articles 127 et 128 entrent en vigueur le premier jour du deuxième trimestre civil qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

Section 7. — Adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie — Importation

Art. 130. Dans le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, il est inséré un article 107ter, rédigé comme suit :

« Art. 107ter. § 1^{er}. Lorsqu'un bien en provenance de la République de Bulgarie ou de la Roumanie :

— a été introduit avant le 1^{er} janvier 2007 à l'intérieur de la Communauté telle qu'elle existait avant l'adhésion de ces États membres

et

— depuis son entrée à l'intérieur de ladite Communauté a été placé sous un régime d'admission temporaire en exonération totale des droits à l'importation ou sous l'un des régimes visés à l'article 23, § 4, 1^o et 4^o à 7^o

et

— n'est pas sorti de ce régime avant le 1^{er} janvier 2007,

les dispositions en vigueur au moment où le bien a été placé sous ce régime continuent de s'appliquer jusqu'à la sortie du bien de ce régime.

§ 2. Lorsqu'un bien :

— a été placé avant le 1^{er} janvier 2007 sous le régime de transit commun ou sous un autre régime de transit douanier

et

— n'est pas sorti de ce régime avant cette date,

les dispositions en vigueur au moment où le bien a été placé sous ce régime continuent de s'appliquer jusqu'à la sortie du bien de ce régime.

§ 3. Sont assimilées à une importation d'un bien en Belgique au sens de l'article 23, pour autant qu'il soit démontré qu'il s'agisse d'un bien qui se trouvait en libre pratique en la République de Bulgarie ou en Roumanie :

1° toute sortie, y compris irrégulière, de ce bien en Belgique du régime d'admission temporaire en exonération totale des droits à l'importation sous lequel le bien a été placé avant le 1^{er} janvier 2007 dans les conditions visées au § 1^{er};

2° toute sortie, y compris irrégulière, de ce bien en Belgique d'un des régimes visés à l'article 23, § 4, 1^o et 4^o à 7^o, sous lequel le bien a été placé avant le 1^{er} janvier 2007 dans les conditions visées au § 1^{er};

Voor de toepassing van het vorige lid, is geen belasting waarvan de aftrek onderworpen is aan herziening :

1° de belasting die wordt geheven op herstellings- of onderhoudswerk, aan bedrijfsmiddelen, alsmede de belasting die wordt geheven op de aankoop, de intracommunautaire verwerving of de invoer van reserve-onderdelen die voor zulk werk bestemd zijn;

2° de belasting die wordt geheven op de huur van bedrijfsmiddelen en, meer algemeen, op de overdracht van het genot van bedrijfsmiddelen of het verlenen van rechten op dat genot. ».

Afdeling 6. — Vrijstellingsregeling

Art. 127. In artikel 56, § 2, derde lid, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, vervangen bij het koninklijk besluit van 29 december 1992, wordt, na het eerste streepje, een nieuw streepje ingevoegd, luidende :

« — de handelingen die bestaan uit een werk in onroerende staat in de zin van artikel 19, § 2, tweede lid, en de door de Koning ermee gelijkgestelde handelingen; ».

Art. 128. In artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 19 van 29 december 1992 met betrekking tot de vrijstellingsregeling bepaald door artikel 56, § 2, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde in het voordeel van kleine ondernemingen, wordt, na het eerste streepje, een nieuw streepje ingevoegd, luidende :

« — de handelingen die bestaan uit een werk in onroerende staat in de zin van artikel 19, § 2, tweede lid, van het Wetboek en de handelingen opgesomd in artikel 20, § 2, tweede en derde lid, van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde; ».

Art. 129. De artikelen 127 en 128 treden in werking de eerste dag van het tweede kalenderkwartaal volgend op de dag van de publicatie van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 7. — Toetreding van de Republiek Bulgarije en van Roemenië — Invoer

Art. 130. In het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde wordt een artikel 107ter ingevoegd, luidende :

« Art. 107ter. § 1. Wanneer goederen afkomstig uit de Republiek Bulgarije of Roemenië :

— vóór 1 januari 2007 zijn binnengebracht in de Gemeenschap zoals die bestond vóór de toetreding van die lidstaten

en

— sedert hun binnenkomst in voornoemde Gemeenschap werden geplaatst onder een regeling voor tijdelijke invoer met volledige vrijstelling van invoerrechten of onder één van de in artikel 23, § 4, 1^o en 4^o tot 7^o, bedoelde regelingen

en

— niet vóór 1 januari 2007 aan deze regeling zijn onttrokken,

blijven de bepalingen die van toepassing waren op het tijdstip dat de goederen onder deze regeling werden geplaatst van toepassing tot op het ogenblik dat de goederen aan deze regeling worden onttrokken.

§ 2. Wanneer een goed :

— vóór 1 januari 2007 werd geplaatst onder de regeling voor gemeenschappelijk douanevervoer of een andere regeling voor douanevervoer

en

— niet vóór die datum aan deze regeling is onttrokken,

blijven de bepalingen die van toepassing waren op het tijdstip dat het goed onder deze regeling werd geplaatst van toepassing tot op het ogenblik dat het goed aan deze regeling wordt onttrokken.

§ 3. Met de invoer van een goed in België in de zin van artikel 23 wordt gelijkgesteld, voor zover wordt aangetoond dat het een goed betreft dat zich in het vrije verkeer bevond in de Republiek Bulgarije of Roemenië :

1° elke onttrekking, met inbegrip van een onregelmatige onttrekking, van dat goed in België aan een regeling voor tijdelijke invoer met volledige vrijstelling van invoerrechten waaronder het goed vóór 1 januari 2007 werd geplaatst onder de in § 1 bedoelde voorwaarden;

2° elke onttrekking, met inbegrip van een onregelmatige onttrekking, van dat goed in België aan één van de in artikel 23, § 4, 1^o en 4^o tot 7^o, bedoelde regelingen waaronder het goed vóór 1 januari 2007 werd geplaatst onder de in § 1 bedoelde voorwaarden;

3° la fin en Belgique de l'un des régimes visés au § 2, engagé avant 1^{er} janvier 2007 à l'intérieur de la République de Bulgarie ou de la Roumanie, pour les besoins d'une livraison de ce bien effectuée à titre onéreux avant cette date à l'intérieur de ces États membres par un assujetti agissant en tant que tel;

4° toute irrégularité ou infraction commise au cours de l'un des régimes visés au § 2 engagé dans les conditions prévues au point 3°.

§ 4. Est également assimilée à une importation d'un bien en Belgique au sens de l'article 23, l'affectation en Belgique, par un assujetti ou par un non assujetti, d'un bien qui lui a été livré, avant le 1^{er} janvier 2007, à l'intérieur de la République de Bulgarie ou de la Roumanie, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- la livraison de ce bien a été exonérée ou était susceptible d'être exonérée en vertu de leur exportation de la République de Bulgarie ou de la Roumanie;
- le bien n'a pas été importé avant le 1^{er} janvier 2007 dans l'un des États membres de la Communauté telle qu'elle existait avant l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie.

§ 5. Par dérogation à l'article 24, l'importation d'un bien au sens des §§ 3 et 4 est effectuée sans qu'il y ait fait générateur de la taxe lorsque :

1° le bien est expédié ou transporté en dehors de la Communauté

ou

2° le bien importé, au sens du § 3, 1°, est autre qu'un moyen de transport et est réexpédié ou transporté, à destination de l'État membre à partir duquel il a été exporté et à destination de celui qui l'a exporté

ou

3° le bien importé, au sens du § 3, 1°, est un moyen de transport qui a été acquis ou importé, avant la date du 1^{er} janvier 2007, aux conditions générales d'imposition du marché intérieur de la République de Bulgarie ou de la Roumanie, et/ou n'a pas bénéficié, au titre de son exportation, d'une exonération ou d'un remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée.

Cette condition est réputée remplie lorsque la date de première mise en service du moyen de transport est antérieure au 1^{er} janvier 1999. ».

Art. 131. L'article 130 produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Section 8. — Démolition et reconstruction de bâtiments dans des zones urbaines

Art. 132. A la rubrique XXXVII du tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, insérée par la loi-programme du 27 décembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

a) au deuxième alinéa, 2°, les mots « des zones urbaines définies par l'autorité compétente » sont supprimés;

b) l'alinéa 2, 4°, a), troisième tiret, est supprimé;

c) l'alinéa 2 est complété comme suit :

« 5° le moment où la taxe devient exigible conformément à l'article 22 du Code doit survenir au plus tard le 31 décembre de l'année de la première occupation du bâtiment;

6° la facture délivrée par le prestataire de services, et le double qu'il conserve, doivent, sur la base de la déclaration visée sous le point 4°, b), ci-avant, constater l'existence des divers éléments justificatifs de l'application du taux réduit; sauf collusion entre les parties ou méconnaissance évidente de la présente disposition, la déclaration du client décharge la responsabilité du prestataire de services pour la détermination du taux. »;

3° het einde in België van één van de in § 2 bedoelde regelingen, waarmee vóór 1 januari 2007 werd aangevangen binnen de Republiek Bulgarije of Roemenië ten behoeve van een vóór deze datum onder bezwarende titel verrichte levering van dat goed binnen één van deze lidstaten door een als zodanig handelende belastingplichtige;

4° elke onregelmatigheid of overtreding die werd begaan tijdens één van de in § 2 bedoelde regelingen aangevangen op de onder 3° bedoelde voorwaarden.

§ 4. Eveneens wordt met de invoer van een goed in België in de zin van artikel 23 gelijkgesteld, de bestemming in België, door een belastingplichtige of een niet-belastingplichtige, van een goed dat hem is geleverd, vóór 1 januari 2007, binnen de Republiek Bulgarije of Roemenië wanneer aan de volgende voorwaarden is voldaan :

— de levering van dat goed is of kon worden vrijgesteld uit hoofde van zijn uitvoer in de Republiek Bulgarije of Roemenië;

— dat goed is niet vóór 1 januari 2007 ingevoerd in één van de lidstaten van de Gemeenschap zoals die bestond vóór de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië.

§ 5. In afwijking van artikel 24 wordt de invoer van een goed in de zin van de §§ 3 en 4 verricht zonder dat een belastbaar feit plaatsvindt wanneer :

1° het goed uit de Gemeenschap wordt verzonden of vervoerd

of

2° het in de zin van § 3, 1°, ingevoerde goed geen vervoermiddel is en herverzonden of vervoerd wordt naar de lidstaat waaruit het werd uitgevoerd en naar degene die het heeft uitgevoerd

of

3° het in de zin van § 3, 1°, ingevoerde goed een vervoermiddel is dat vóór 1 januari 2007 onder de algemene belastingvoorwaarden van de binnenlandse markt van de Republiek Bulgarije of Roemenië werd verworven of ingevoerd en/of waarvoor, uit hoofde van zijn uitvoer, geen vrijstelling of teruggaaf van de belasting over de toegevoegde waarde werd verleend.

Aan deze voorwaarde wordt geacht te zijn voldaan wanneer de datum van de eerste ingebruikneming van het vervoermiddel voorafgaat aan 1 januari 1999. ».

Art. 131. Artikel 130 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007.

Afdeling 8. — Afbraak en heropbouw van gebouwen in stadsgebieden

Art. 132. In rubriek XXXVII van tabel A van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, ingevoegd bij de programma-wet van 27 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het tweede lid, 2°, vervallen de woorden « van de stadsgebieden zoals bepaald door de bevoegde overheid »;

b) het tweede lid, 4°, a), derde streepje, vervalt;

c) het tweede lid wordt aangevuld als volgt :

« 5° het tijdstip waarop de belasting opeisbaar wordt overeenkomstig artikel 22 van het Wetboek, moet zich voordoen uiterlijk op 31 december van het jaar van de eerste ingebruikneming van het gebouw;

6° de door de dienstverrichter uitgereikte factuur en het dubbel dat hij bewaart, moeten, op basis van het afschrift bedoeld onder punt 4°, b), hiervoor, melding maken van het voorhanden zijn van de elementen die de toepassing van het verlaagd tarief rechtvaardigen; behalve in geval van samenspanning tussen de partijen of klaarblijkelijk niet naleven van onderhavige bepaling, ontlast de verklaring van de afnemer de dienstverrichter van de aansprakelijkheid betreffende de vaststelling van het tarief. »;

c) la rubrique est complétée par l'alinéa suivant :

« Le taux réduit n'est en aucune façon applicable :

1° aux travaux et autres opérations de nature immobilière, qui ne sont pas affectés au logement proprement dit, tels que les travaux de culture ou jardinage et les travaux de clôture;

2° aux travaux et autres opérations de nature immobilière, qui ont pour objet tout ou partie des éléments constitutifs de piscines, saunas, mini-golfs, courts de tennis et installations similaires;

3° le nettoyage de tout ou partie d'un bâtiment d'habitation. ».

Art. 133. L'article 132 produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

CHAPITRE IV. — *Modification de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme*

Art. 134. Dans la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, il est inséré un article 14quinquies, rédigé comme suit :

« Art. 14quinquies. Lorsque les organismes et les personnes visés aux articles 2, 2bis et 2ter soupçonnent qu'un fait ou une opération est susceptible d'être lié au blanchiment de capitaux provenant de la fraude fiscale grave et organisée qui met en œuvre des mécanismes complexes ou qui use de procédés à dimension internationale, ils en informent la Cellule de Traitement des Informations Financières, y compris dès qu'ils détectent au moins un des indicateurs que le Roi déterminera, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

A l'égard des personnes et organismes visées à l'article 2ter, l'information prévue au présent article est transmise conformément à l'article 14bis, § 3. ».

Art. 135. L'article 23 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. Les infractions à l'article 10ter sont punies d'une amende de 250 à 225 000 euros. Cette amende ne peut néanmoins pas excéder 10 % des sommes indûment réglées en espèces.

Sont punis de la même amende ceux qui, volontairement, empêchent ou entravent l'exécution de la mission des personnes mentionnées à l'article 23bis en vue de rechercher et constater les infractions à l'article 10ter.

Les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, y compris le Chapitre VII et l'article 85, s'appliquent aux infractions visées au présent article. ».

Art. 136. Un article 23bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 23bis. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les agents commissionnés par le ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions sont compétents pour rechercher et constater les infractions prévues par l'article 23.

Les procès-verbaux dressés par ces agents font foi jusqu'à preuve du contraire. Copie en est expédiée aux contrevenants, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, dans les trente jours suivant la date des constatations.

Les dispositions relatives à la recherche et à la constatation des infractions prévues par l'article 113 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur sont également applicables à la recherche et à la constatation des infractions prévues par l'article 23. ».

Art. 137. Un article 23ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 23ter. Les agents commissionnés à cette fin dans le cadre de la loi précitée sur les pratiques du commerce peuvent, au vu des procès-verbaux constatant une infraction aux dispositions visées à l'article 23 et dressés par les agents visés à l'article 23bis, alinéa 1^{er}, proposer aux contrevenants le paiement d'une somme qui éteint l'action publique.

Les tarifs sont les mêmes que pour les amendes prévues par l'article 23, majorées des décimes additionnels. Les modalités de paiement et de perception sont celles fixées par le Roi dans le cadre de la loi précitée du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce. ».

c) de rubriek wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het verlaagd tarief is in geen geval van toepassing op :

1° werk in onroerende staat en andere onroerende handelingen die geen betrekking hebben op de eigenlijke woning, zoals bebouwingswerkzaamheden, tuinaanleg en oprichten van afsluitingen;

2° werk in onroerende staat en andere onroerende handelingen die tot voorwerp hebben de bestanddelen of een gedeelte van de bestanddelen van zwembaden, sauna's, midget-golfbanen, tennisterreinen en dergelijke installaties;

3° gehele of gedeeltelijke reiniging van een woning. ».

Art. 133. Artikel 132 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme*

Art. 134. In de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, wordt een artikel 14quinquies ingevoegd, luidende :

« Art. 14quinquies. Wanneer de in de artikelen 2, 2bis en 2ter beoogde instellingen en personen vermoeden dat een feit of een verrichting verband kan houden met witwassen van geld afkomstig uit ernstige en georganiseerde fiscale fraude waarbij bijzonder ingewikkelde mechanisme of procédés van internationale omvang worden aangewend, brengen zij dit ter kennis van de Cel voor financiële informatieverwerking, inclusief van zodra zij minstens een van de indicatoren opsporen die de Koning vastlegt bij in Ministerraad overlegd besluit.

Ten aanzien van de in het artikel 2ter beoogde instellingen en personen, wordt de informatie overeenkomstig artikel 14bis, § 3, overgemaakt. ».

Art. 135. Artikel 23 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 23. De overtredingen van de bepalingen van artikel 10ter worden gestraft met een geldboete van 250 tot 225 000 euro. Evenwel mag deze geldboete niet meer bedragen dan 10 % van de ten onrechte in contanten betaalde sommen.

Met dezelfde geldboete worden gestraft zij die het vervullen van de opdracht van de in artikel 23bis genoemde personen met het oog op de opsporing en vaststelling van de overtredingen op artikel 10ter, met opzet verhinderen of belemmeren.

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85 zijn van toepassing op de bij dit artikel bedoelde inbreuken. ».

Art. 136. In dezelfde wet wordt een artikel 23bis ingevoegd, luidende :

« Art. 23bis. Onverminderd de plichten van de officieren van gerechtelijke politie zijn de ambtenaren die zijn aangesteld door de minister die de Economische Zaken onder zijn bevoegdheid heeft, bevoegd om de inbreuken bepaald bij artikel 23 op te sporen en vast te stellen.

De processen-verbaal welke door die ambtenaren worden opgesteld, hebben bewijskracht tot het tegendeel is bewezen. Een afschrift ervan wordt bij een per post aangetekende brief met ontvangstmelding binnen dertig dagen na de datum van vaststellingen aan de overtreder toegezonden.

De bepalingen met betrekking tot de opsporing en de vaststelling van de inbreuken bepaald bij artikel 113 van de wet van 14 juli 1991 op de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument zijn eveneens van toepassing op de opsporing en vaststelling van inbreuken bepaald bij artikel 23. ».

Art. 137. In dezelfde wet wordt een artikel 23ter ingevoegd, luidende :

« Art. 23ter. De ambtenaren die in het kader van de voornoemde wet op de handelspraktijken daartoe zijn aangesteld kunnen, op inzage van de processen-verbaal die een inbreuk op de bepalingen bedoeld in artikel 23 vaststellen en opgemaakt zijn door de ambtenaren bedoeld in artikel 23bis, eerste lid, aan de overtreeders een som voorstellen waarvan de betaling de strafvordering doet vervallen.

De tarieven hiervan zijn dezelfde als de geldboetes bepaald bij artikel 23, verhoogd met de opdecimen. De regels voor de betaling en de inning zijn die welke door de Koning zijn vastgesteld in het kader van de voornoemde wet van 14 juli 1991 op de handelspraktijken. ».

CHAPITRE V. — *Responsabilité solidaire pour les dettes fiscales d'un entrepreneur*

Art. 138. Dans le titre VII, chapitre VIII, du Code des impôts sur les revenus 1992, l'intitulé de la section II est remplacé comme suit :

« Section II. — Responsabilité solidaire pour les dettes fiscales d'un entrepreneur ».

Art. 139. A l'article 400, 5^o, du même Code, remplacé par l'arrêté royal du 26 décembre 1998, les mots « qui n'a pas obtenu l'enregistrement comme entrepreneur » sont remplacés par les mots « qui n'a pas demandé l'enregistrement comme entrepreneur ou ne l'a pas obtenu ».

Art. 140. A l'article 401 du même Code, remplacé par l'arrêté royal du 26 décembre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans le § 1^{er}, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« A défaut de décision concernant une demande d'enregistrement dans le délai fixé par le Roi, l'entrepreneur qui a introduit une demande d'enregistrement auprès de la Commission ad hoc est enregistré d'office. »;

2^o le § 2 est complété comme suit :

« Les dispositions de l'article 53bis du Code judiciaire sont applicables au calcul dudit délai. »;

3^o le § 3 est remplacé comme suit :

« § 3. Les décisions d'enregistrement et les décisions de radiation, à l'exclusion de la motivation de ces dernières, sont publiées par l'ajout ou le retrait de la qualité d'entrepreneur enregistré sur le site de la Banque-Carrefour des Entreprises.

Le dispositif des décisions relatives au recours visé au § 2, alinéa 2, qui sont coulées en force de chose jugée, est en outre publié au *Moniteur belge*.

Sans préjudice du § 2, alinéa 1^{er}, les décisions de radiation de l'enregistrement comme entrepreneur ne sortent leurs effets vis-à-vis de tiers qu'à partir du lendemain de leur publication sur le site de la Banque-Carrefour des Entreprises. ».

Art. 141. A l'article 402 du même Code, remplacé par l'arrêté royal du 26 décembre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans le § 1^{er}, les mots « un entrepreneur qui n'est pas enregistré » et les mots « des dettes fiscales » sont respectivement remplacés par les mots « un entrepreneur qui a des dettes fiscales » et les mots « des dettes fiscales »;

2^o dans le § 2 sont apportées les modifications suivantes :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « un sous-traitant qui n'est pas enregistré » et les mots « des dettes fiscales » sont respectivement remplacés par les mots « un sous-traitant qui a des dettes fiscales » et les mots « des dettes »;

b) l'alinéa 2 est abrogé;

3^o les §§ 3 à 6 sont remplacés comme suit :

« § 3. Les articles 1200 à 1216 du Code civil sont applicables à la responsabilité solidaire visée aux §§ 1^{er} et 2.

§ 4. La responsabilité solidaire est limitée à 35 % du prix total des travaux, non compris la taxe sur la valeur ajoutée, concédés à l'entrepreneur ou au sous-traitant.

Elle peut être engagée pour le paiement en principal, accroissements, frais et intérêts, quelle que soit leur date d'établissement, des dettes suivantes qui existent au moment de la conclusion de la convention :

1^o toutes les dettes en matière d'impôts directs et de taxes assimilées aux impôts sur les revenus;

2^o toutes les dettes en matière de précomptes;

3^o les créances fiscales d'origine étrangère pour lesquelles l'assistance au recouvrement est demandée dans le cadre d'une convention internationale;

4^o les montants non payés dans le cadre de la responsabilité solidaire visée au présent article.

HOOFDSTUK V. — *Hoofdelijke aansprakelijkheid voor de belastingschulden van een aannemer*

Art. 138. In titel VII, hoofdstuk VIII, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt het opschrift van afdeling II vervangen als volgt :

« Afdeling II. — Hoofdelijke aansprakelijkheid voor de belasting-schulden van een aannemer ».

Art. 139. In artikel 400, 5^o, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij koninklijk besluit van 26 december 1998, worden de woorden « die geen registratie als aannemer heeft bekomen » vervangen door de woorden « die geen registratie als aannemer heeft gevraagd, noch verkregen ».

Art. 140. In artikel 401 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij koninklijk besluit van 26 december 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 1 wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« Bij gebrek aan een beslissing omtrent een aanvraag tot registratie binnen de door de Koning bepaalde termijn, is de aannemer die een aanvraag tot registratie bij de ad hoc Commissie heeft ingediend, automatisch geregistreerd. »;

2^o § 2 wordt aangevuld als volgt :

« De bepalingen van artikel 53bis van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing op de berekening van die termijn. »;

3^o § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De beslissingen tot registratie en de beslissingen tot schrapping van de registratie, met uitzondering van de motivering van deze laatste, worden bekendgemaakt door de invoering of de schrapping van de hoedanigheid van geregistreerd aannemer op de website van de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Het beschikkend gedeelte van de in kracht van gewijsde gegane uitspraken over het in § 2, tweede lid, bedoelde verhaal wordt bovendien in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Onverminderd § 2, eerste lid, hebben de beslissingen tot schrapping van de registratie als aannemer tegenover derden slechts uitwerking met ingang van de dag volgend op hun bekendmaking op de website van de Kruispuntbank van Ondernemingen. ».

Art. 141. In artikel 402 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij koninklijk besluit van 26 december 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 1 worden de woorden « een aannemer die niet is geregistreerd » en de woorden « van de belastingschulden » respectievelijk vervangen door de woorden « een aannemer die fiscale schulden heeft » en de woorden « van de fiscale schulden »;

2^o in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « een onderaannemer die niet is geregistreerd » en de woorden « van de belastingschulden » respectievelijk vervangen door de woorden « een onderaannemer die fiscale schulden heeft » en de woorden « van de schulden »;

b) het tweede lid wordt opgeheven;

3^o de §§ 3 tot 6 worden vervangen als volgt :

« § 3. De artikelen 1200 tot en met 1216 van het Burgerlijk Wetboek zijn toepasselijk op de in de §§ 1 en 2 bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid. ».

§ 4. De hoofdelijke aansprakelijkheid wordt beperkt tot 35 % van de totale prijs van de werken toevertrouwd aan de aannemer of onderaannemer, exclusief belasting over de toegevoegde waarde.

Zij kan worden aangewend voor de betaling in hoofdsom, verhogingen, kosten en interesten, ongeacht hun datum van vestiging, van de volgende schulden die bestaan op het ogenblik van het afsluiten van de overeenkomst :

1^o alle schulden inzake directe en met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen op de inkomsten;

2^o alle schulden inzake voorheffingen;

3^o de buitenlandse belastingschuldvorderingen waarvoor in het kader van een internationale overeenkomst de invorderingsbijstand is gevraagd;

4^o de niet betaalde bedragen in het kader van de in dit artikel bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid.

Les sommes pour lesquelles il existe un plan d'apurement dûment respecté ne sont pas considérées comme dettes au sens du présent paragraphe.

§ 5. La responsabilité solidaire visée au présent article s'étend également aux dettes fiscales des associés d'une société momentanée, d'une société interne ou d'une société de droit commun, qui agit comme entrepreneur ou sous-traitant.

§ 6. La responsabilité solidaire visée au présent article s'applique également aux dettes fiscales de l'entrepreneur ou du sous-traitant qui prennent naissance en cours d'exécution de la convention. »;

4° l'article est complété comme suit :

« § 7. La responsabilité solidaire dans le chef du commettant ou de l'entrepreneur visée au présent article ne s'applique pas, lorsque la responsabilité solidaire visée à l'article 30bis, § 3, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est déjà appliquée dans le chef du même commettant ou entrepreneur. ».

Art. 142. A l'article 403 du même Code, remplacé par l'arrêté royal du 26 décembre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, les mots « n'est pas enregistré » sont remplacés par les mots « a des dettes fiscales »;

2° dans le § 2 sont apportées les modifications suivantes :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « à un sous-traitant, est tenu, » sont remplacés par les mots « à un sous-traitant qui, au moment du paiement, a des dettes fiscales, est tenu, »;

b) l'alinéa 2 est abrogé;

3° le § 3 est remplacé comme suit :

« § 3. Le cas échéant, les retenues et versements visés au présent article sont limités au montant des dettes de l'entrepreneur ou sous-traitant au moment du paiement. »;

4° l'article est complété comme suit :

« § 4. Lorsque la retenue et le versement visé aux §§ 1^{er} et 2 ont été effectués correctement lors de chaque paiement de tout ou partie du prix des travaux à un entrepreneur ou un sous-traitant qui, au moment du paiement, a des dettes fiscales, la responsabilité solidaire visée à l'article 402 n'est pas appliquée.

Lorsque la retenue et le versement visés aux §§ 1^{er} et 2 n'ont pas été effectués correctement lors de chaque paiement de tout ou partie du prix des travaux à un entrepreneur ou un sous-traitant qui, au moment du paiement, a des dettes fiscales, les montants éventuellement versés sont déduits, lors de l'application de la responsabilité solidaire visée à l'article 402, du montant pour lequel le commettant ou l'entrepreneur est rendu responsable.

§ 5. Afin de pouvoir déterminer l'existence de dettes fiscales dans le chef du cocontractant, le Service public fédéral des Finances met une banque de données à disposition du public qui a force probante pour l'application des articles 402 et 403.

Lorsque le commettant ou l'entrepreneur constate, à l'aide de cette banque de données, qu'il doit faire les retenues visées aux §§ 1^{er} et 2, il invite son cocontractant à lui produire une attestation établissant le montant de sa dette. L'attestation en question tient compte de la dette à la date du jour à laquelle elle est établie. Le Roi détermine la durée de validité de ladite attestation. Si son cocontractant affirme que les dettes sont supérieures aux retenues à effectuer ou ne lui produit pas l'attestation en question dans le mois de la demande, le commettant ou l'entrepreneur est obligé de retenir et de verser 15 p.c. du montant dont il est redevable, non compris la taxe sur la valeur ajoutée. ».

Art. 143. L'article 404 du même Code, remplacé par l'arrêté royal du 26 décembre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 404. Lorsque les versements prévus à l'article 403 n'ont pas été effectués, le montant dû est doublé et enrôlé à charge du contrevenant, à titre d'amende administrative, dans le délai prévu à l'article 354.

Le Roi peut déterminer sous quelles conditions l'amende peut être réduite. ».

De schulden waarvoor een correct nageleefd afbetalingsplan bestaat, worden niet beschouwd als schulden in de zin van deze paragraaf.

§ 5. De in dit artikel vermelde hoofdelijke aansprakelijkheid geldt ook voor de belastingschulden van de vennoten van een tijdelijke handelsvennootschap, een stille handelsvennootschap of een maatschap die optreedt als aannemer of onderaannemer.

§ 6. De hoofdelijke aansprakelijkheid bedoeld in dit artikel is eveneens van toepassing op de fiscale schulden van de aannemer of de onderaannemer die ontstaan in de loop van de uitvoering van de overeenkomst. »;

4° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« § 7. De in dit artikel bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid in hoofde van de opdrachtgever of aannemer vervalt wanneer de in artikel 30bis, § 3, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid reeds is toegepast in hoofde van dezelfde opdrachtgever of aannemer. ».

Art. 142. In artikel 403 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 december 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « aan een aannemer die op het ogenblik van de betaling niet is geregistreerd, een deel of het geheel van de prijs betaalt, » vervangen door de woorden « een deel of het geheel van de prijs betaalt aan een aannemer die op het ogenblik van de betaling fiscale schulden heeft, »;

2° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « aan een onderaannemer een deel of het geheel van de prijs betaalt, » vervangen door de woorden « een deel of het geheel van de prijs betaalt aan een onderaannemer die op het ogenblik van de betaling fiscale schulden heeft, »;

b) het tweede lid wordt opgeheven;

3° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De in dit artikel bedoelde inhoudingen en stortingen worden in voorkomend geval beperkt tot het bedrag van de schulden van de aannemer of onderaannemer op het ogenblik van de betaling. »;

4° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« § 4. Wanneer de in §§ 1 en 2 bedoelde inhouding en storting correct zijn uitgevoerd bij elke betaling van een deel of het geheel van de prijs aan een aannemer of onderaannemer die op het ogenblik van de betaling fiscale schulden heeft, wordt de in artikel 402 bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid niet toegepast.

Wanneer de in §§ 1 en 2 bedoelde inhouding en storting niet correct zijn uitgevoerd bij elke betaling van een deel of het geheel van de prijs aan een aannemer of onderaannemer die op het ogenblik van de betaling fiscale schulden heeft, worden bij de toepassing van de in artikel 402 bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid de eventueel gestorte bedragen in mindering gebracht van het bedrag waarvoor de opdrachtgever of de aannemer aansprakelijk wordt gesteld.

§ 5. Teneinde het bestaan van fiscale schulden in hoofde van de aannemer of de aannemer te kunnen vaststellen, stelt de Federale Overheidsdienst Financiën een gegevensbank ter beschikking van het publiek die bewijskracht heeft voor de uitvoering van de artikelen 402 en 403.

Wanneer de opdrachtgever of de aannemer met behulp van die gegevensbank vaststelt dat hij de in de §§ 1 en 2 vermelde inhoudingen moet doen, nodigt hij zijn medecontractant uit om hem een attest over te leggen dat het bedrag van de schuld weergeeft. Het bedoelde attest houdt rekening met de schuld op de dag waarop het is opgesteld. De Koning bepaalt de geldigheidstermijn van dit attest. Indien zijn medecontractant bevestigt dat de schulden hoger zijn dan de te verrichten inhoudingen of wanneer hij het bedoelde attest niet binnen de maand na de aanvraag overlegt, is de opdrachtgever of de aannemer ertoe gehouden 15 pct. van het door hem verschuldigde bedrag, exclusief belasting over de toegevoegde waarde, in te houden en te storten. ».

Art. 143. Artikel 404 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 december 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 404. Als de in artikel 403 bedoelde stortingen niet werden verricht, wordt het verschuldigde bedrag verdubbeld en binnen de in artikel 354 bedoelde termijn als administratieve boete ingekohierd ten name van degene die de inbreuk heeft begaan.

De Koning kan bepalen onder welke voorwaarden de boete kan worden verminderd. ».

Art. 144. L'article 405 du même Code, remplacé par l'arrêté royal du 26 décembre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 405. Les associés d'une société momentanée, d'une société interne ou d'une société de droit commun sont solidairement responsables entre eux pour le paiement des sommes dont la société momentanée, la société interne ou la société de droit commun est redevable en exécution des articles 402 à 404. ».

Art. 145. A l'article 406, § 3, du même Code, remplacé par l'arrêté royal du 26 décembre 1998, les mots « dans la mesure où il n'a pas été affecté aux fins prévues. » sont remplacés par les mots « dans la mesure où les versements dépasseraient le montant des dettes. ».

Art. 146. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Le Roi fixe les modalités d'application exigées lorsque, vers cette date, les services publics concernés ne disposent pas des applications informatiques appropriées, qui sont nécessaires pour l'application correcte du présent chapitre.

CHAPITRE VI. — *Mesures environnementales relatives aux véhicules automobiles*

Art. 147. § 1^{er}. Il est accordé une réduction sur facture pour toutes les dépenses effectivement payées pour acquérir à l'état neuf une voiture, une voiture mixte ou un minibus qui émet au maximum 115 grammes de CO₂ par kilomètre.

La réduction est égale à 15 % de la valeur d'acquisition avec un maximum de 3 280 euros lorsque le CO₂ émis est inférieur à 105 grammes par kilomètre.

La réduction est égale à 3 % de la valeur d'acquisition avec un maximum de 615 euros lorsque le CO₂ émis est de 105 grammes jusqu'à 115 grammes au maximum par kilomètre.

Les réductions sont accordées à l'ayant droit par l'intermédiaire du fournisseur des véhicules visés à l'alinéa 1^{er}.

Les montants maxima des réductions mentionnés aux alinéas 2 et 3 peuvent être revus par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 2. Il est accordé une réduction sur facture pour toutes les dépenses effectivement payées pour acquérir à l'état neuf une voiture, une voiture mixte ou un minibus doté d'un moteur diesel pour autant que ce moteur soit équipé d'origine d'un filtre à particules et qu'il émette moins de 130 grammes de CO₂ par kilomètre.

La réduction est égale à 150 euros et est accordée à l'ayant droit par l'intermédiaire du fournisseur des véhicules visés à l'alinéa 1^{er}.

Pour l'application du présent paragraphe, le filtre à particules doit émettre au maximum 5 mg de particules par kilomètre.

§ 3. Les véhicules visés aux §§ 1^{er} et 2 sont les véhicules dont la conduite nécessite la possession d'un permis de conduire belge valable pour des véhicules de catégorie B ou d'un permis de conduire européen ou étranger équivalent.

§ 4. Les réductions accordées sont payées par l'Etat au fournisseur comme un élément du prix des dépenses effectuées visées aux §§ 1^{er} et 2.

§ 5. Les montants visés aux §§ 1^{er} et 2 sont indexés conformément à l'article 178, §§ 1^{er} et 3, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Art. 148. Les infractions au présent chapitre ou à ses arrêtés d'exécution sont sanctionnées d'une amende administrative qui s'élève au maximum au double de la réduction ou du remboursement octroyé ou à octroyer.

L'amende qui est effectivement infligée doit être proportionnelle à la gravité des faits qui la motivent.

Art. 144. Artikel 405 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 december 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 405. De vennoten van een tijdelijke handelsvennootschap, een stille handelsvennootschap of een maatschap zijn onderling hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de sommen die in uitvoering van de artikelen 402 tot 404 door de tijdelijke handelsvennootschap, de stille handelsvennootschap of de maatschap verschuldigd zijn. ».

Art. 145. In artikel 406, § 3, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 december 1998, worden de woorden « in de mate dat het niet werd aangewend voor de gestelde doeleinden. » vervangen door de woorden « in de mate dat de stortingen het bedrag van de schulden overschrijden. ».

Art. 146. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2008.

De Koning bepaalt de vereiste overgangsmaatregelen wanneer de betrokken overheidsdiensten tegen die datum nog niet kunnen beschikken over de passende informatietoepassingen die nodig zijn voor de correcte uitvoering van dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK VI. — *Milieuvriendelijke maatregelen betreffende de autovoertuigen*

Art. 147. § 1. Er wordt een korting op factuur verleend voor alle uitgaven die werkelijk zijn betaald om een personenauto, een auto voor dubbel gebruik of een minibus in nieuwe staat te verwerven met een maximale uitstoot van 115 gram CO₂ per kilometer.

De korting is gelijk aan 15 % van de aanschaffingswaarde met een maximum van 3 280 euro wanneer de CO₂-uitstoot minder dan 105 gram per kilometer bedraagt.

De korting is gelijk aan 3 % van de aanschaffingswaarde met een maximum van 615 euro wanneer de CO₂-uitstoot 105 tot maximaal 115 gram per kilometer bedraagt.

De kortingen worden toegekend aan de rechthebbende door tussenkomst van de leverancier van de in het eerste lid bedoelde voertuigen.

De in het tweede en derde lid vermelde maximale bedragen van de korting kunnen door de Koning worden herzien bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 2. Er wordt een korting op factuur verleend voor alle uitgaven die werkelijk zijn betaald om een personenauto, een auto voor dubbel gebruik of een minibus met dieselmotor in nieuwe staat te verwerven voorzover die motor standaard is uitgerust met een roetfilter en met een uitstoot van minder dan 130 gram CO₂ per kilometer.

De korting is gelijk aan 150 euro en wordt toegekend aan de rechthebbende door tussenkomst van de leverancier van de in het eerste lid bedoelde voertuigen.

Voor de toepassing van deze paragraaf mag de roetfilter maximaal 5 mg deeltjes per kilometer uitstoten.

§ 3. De voertuigen bedoeld in de §§ 1 en 2 zijn de voertuigen waarvoor het bezit van een Belgisch rijbewijs geldig voor voertuigen van categorie B of een gelijkwaardig Europees of buitenlands rijbewijs vereist is voor de besturing ervan.

§ 4. Deze toegestane kortingen worden door de Staat als een element van de prijs van de in §§ 1 en 2 gedane bedoelde uitgaven aan de leverancier betaald.

§ 5. De bedragen bedoeld in de §§ 1 en 2 worden geïndexeerd overeenkomstig artikel 178, §§ 1 en 3, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Art. 148. De inbreuken op dit hoofdstuk of op haar uitvoeringsbesluiten worden bestraft met een administratieve boete die ten hoogste het dubbel bedraagt van de toegekende of toe te kennen korting of terugbetaling.

De boete die daadwerkelijk wordt opgelegd moet proportioneel zijn aan de ernst van de feiten die haar verantwoorden.

Art. 149. Les fonctionnaires du Service Public Fédéral Finances sont chargés du contrôle du respect du présent chapitre et à ses arrêtés d'exécution.

A cette fin, ils disposent de tous les pouvoirs d'investigation et de contrôle qui leur sont attribués par le Code des impôts sur les revenus 1992 et le Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 150. Sans préjudice de la compétence des cours et tribunaux de l'ordre judiciaire, les contestations relatives à l'application du présent chapitre, à l'exclusion des contestations relatives au recouvrement, peuvent être introduites auprès d'une instance administrative.

L'instance administrative chargée de statuer sur le recours administratif visé à l'alinéa 1^{er} est désigné au sein du Service Public Fédéral Finances.

Le recours administratif peut être introduit dans les trois mois à compter de la date de la notification de la décision relative à la demande d'octroi de la réduction ou de la décision relative à l'imposition de l'amende administrative. En cas d'absence de notification de la décision relative à la demande d'octroi de la réduction, le recours peut être introduit dans les neuf mois à compter de la date d'introduction de la demande.

Le recours administratif doit être motivé.

En cas d'introduction d'une action judiciaire avant qu'une décision définitive sur le recours administratif ne soit intervenue, l'autorité administrative statuant sur le recours est d'office déchargée de sa compétence.

Art. 151. Par dérogation à l'article 38 des lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'État, un fonds d'attribution est ouvert qui met les moyens nécessaires à la disposition des ayants droits visés dans le présent chapitre.

Art. 152. Ce fonds est alimenté par les revenus affectés du pré-compte professionnel ou par les revenus de la cotisation environnementale.

Art. 153. Le Roi détermine les modalités d'application du présent chapitre.

Le Roi peut notamment :

1^o déterminer la manière d'apporter la preuve qu'il est satisfait aux conditions prescrites à l'article 116;

2^o déterminer la forme et la manière dont les demandes relatives à l'octroi d'un remboursement des réductions accordées doivent être introduites, ainsi que préciser les pièces justificatives à joindre aux demandes;

3^o désigner les fonctionnaires chargés de statuer sur les demandes visées au 2^o;

4^o désigner les personnes chargées de statuer sur les contestations visées à l'article 119 et organiser les modalités du recours.

Art. 154. L'article 147, §§ 1^{er}, 3, 4 et 5, est d'application aux dépenses faites à partir du 1^{er} juillet 2007.

L'article 147, § 2, est d'application aux dépenses faites à partir du 1^{er} juillet 2007 jusqu'au 31 décembre de l'année qui précède celle pendant laquelle la Commission européenne introduit l'obligation pour tous les modèles d'être équipés d'origine d'un filtre à particules.

Les articles 148 à 153 entrent en vigueur au 1^{er} juillet 2007.

Art. 149. De ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën zijn belast met de controle op de naleving van dit hoofdstuk en van haar uitvoeringsbesluiten.

Daartoe beschikken zij over alle onderzoeks- en controlebevoegdheden die hen zijn toegekend door het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

Art. 150. Zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken van de rechterlijke orde, kunnen de betwistingen met betrekking tot de toepassing van dit hoofdstuk, met uitsluiting van de betwistingen inzake invordering, aanhangig gemaakt worden bij een administratieve instantie.

De administratieve instantie, belast met de uitspraak over het administratief beroep, bedoeld in het eerste lid, wordt binnen de Federale Overheidsdienst Financiën aangewezen.

Het administratief beroep kan worden ingediend binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van kennisgeving van de beslissing met betrekking tot de aanvraag tot toekenning van de korting of van de beslissing betreffende het opleggen van een administratieve boete. Bij gebreke van kennisgeving van de beslissing met betrekking tot de aanvraag tot toekenning van de korting, kan het beroep worden ingesteld binnen de negen maanden te rekenen vanaf de datum van indiening van de aanvraag.

Het administratief beroep moet worden gemotiveerd.

Ingeval een vordering in rechte wordt ingesteld alvorens een definitieve beslissing over het administratief beroep werd genomen, is de administratieve overheid die zich moet uitspreken over het beroep van rechtswege ontheven van haar bevoegdheid.

Art. 151. In afwijking van artikel 38 van de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit, wordt een toewijzingsfonds geopend die de nodige middelen ter beschikking stelt aan de rechthebbers bedoeld in dit hoofdstuk.

Art. 152. Dit fonds wordt gespijsd door uit de bedrijfsvoorheffing geaffecteerde ontvangsten of door de inkomsten uit milieuheffing.

Art. 153. De Koning bepaalt de toepassingsmodaliteiten van dit hoofdstuk.

De Koning kan met name :

1^o de manier bepalen waarop het bewijs moet worden geleverd dat aan de voorwaarden bepaald bij artikel 116 werd voldaan;

2^o de vorm en de wijze bepalen waaronder de aanvragen tot het bekomen van terugbetaling van de toegestane kortingen moeten worden ingediend, alsook de verantwoordingsstukken aanduiden die bij deze aanvragen dienen te worden gevoegd;

3^o de ambtenaren aanduiden belast met het nemen van een beslissing over de aanvragen als bedoeld in 2^o;

4^o de personen aanduiden die belast zijn om uitspraak te doen over de betwistingen bedoeld in artikel 119 en de modaliteiten van het beroep te organiseren.

Art. 154. Artikel 147, §§ 1, 3, 4 en 5, is van toepassing op de uitgaven gedaan vanaf 1 juli 2007.

Artikel 147, § 2, is van toepassing op de uitgaven gedaan vanaf 1 juli 2007 tot 31 december van het jaar voorafgaand aan het jaar in hetwelk de Europese Commissie de verplichting invoert dat alle modellen standaard moeten worden uitgerust met een roetfilter.

De artikelen 148 tot 153 treden in werking op 1 juli 2007.

CHAPITRE VII. — *Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État*

Art. 155. A l'article 369 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 11° est remplacé par la disposition suivante :

« 11° : mise à la consommation :

- en ce qui concerne l'écotaxe : la livraison de produits aux détaillants par des entreprises qui sont tenues de se faire enregistrer selon les modalités fixées par le ministre des Finances;
- en ce qui concerne la cotisation environnementale : la livraison d'emballages (et ustensiles) aux détaillants pour ce qui concerne les emballages (et ustensiles) ménagers, par des redevables qui sont tenus de se faire enregistrer selon les modalités fixées par le ministre des Finances. »;

2° le point 12° est remplacé par la disposition suivante :

« 12° redevable :

- en ce qui concerne l'écotaxe et la cotisation environnementale, toute personne physique ou morale qui procède à la mise à la consommation de produits soumis à une écotaxe ou à une cotisation environnementale;
- en ce qui concerne la cotisation d'emballage, soit le débiteur de l'accise lorsque la perception de la cotisation d'emballage est conjointe à celle de l'accise, soit la personne physique ou morale qui conditionne les boissons en récipients individuels lorsque l'accise a été acquitté préalablement sur ces boissons. »;

3° le point 19° est remplacé par la disposition suivante :

« 19° récipient individuel réutilisable : tout récipient visé au 18°, dont la personne physique ou morale qui met à la consommation ou qui met sur le marché des produits visés à l'article 370 qu'il contient fournit la preuve que ce récipient peut être rempli au moins sept fois et que ce récipient est récupéré via un système de consigne et est effectivement réutilisé. Le montant de la consigne est au minimum de 0,16 euros pour les récipients d'une contenance de plus de 0,5 litre et de 0,08 euros pour ceux d'une contenance inférieure ou égale à 0,5 litre. »;

4° un point 20°, rédigé comme suit, est ajouté :

« 20° cotisation environnementale : taxe assimilée à une accise, perçue notamment en raison des émissions de CO₂ produites lors de la fabrication du produit soumis à la taxe. »;

5° un point 21°, rédigé comme suit, est ajouté :

« 21° jetable : destiné à être jeté après une première utilisation. ».

Art. 156. L'intitulé du Chapitre VI de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Chapitre VI. — Cotisation environnementale ».

Art. 157. Dans la même loi, il est inséré un nouvel article 381, rédigé comme suit :

« Art. 381. Une cotisation environnementale est perçue, lors de la mise à la consommation, sur les produits et aux taux repris ci-après, exprimés par kg :

- sacs ou sachets en matières plastiques, jetables, destinés au transport des marchandises acquises dans les magasins de détail, relevant du code NC 39.23 : 3,00 euros;
- ustensiles de cuisine pour la table jetables, en matière plastique, relevant du code NC 39.24 : 3,60 euros;
- plaques, feuilles, bandes, rubans, pellicules et autres formes plates, même auto-adhésifs, en matière plastique, même en rouleau, pour usages ménagers, relevant du code N.C. 39.19 : 2,70 euros;
- feuilles et bandes minces en aluminium, même imprimées ou fixées sur papier, carton, matières plastiques ou supports similaires, d'une épaisseur n'excédant pas 0,2 mm support non compris, même en rouleau, pour usages ménagers, relevant du code NC 76.07 : 4,50 euros. ».

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur*

Art. 155. In artikel 369 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 11° wordt vervangen als volgt :

« 11° : in het verbruik brengen :

- inzake milieutaks : de levering van producten aan kleinhandelaars door ondernemingen die gehouden zijn zich te laten registreren volgens de modaliteiten vastgesteld door de minister van Financiën;
- inzake milieuheffing : de levering van verpakkingen (en gerei) aan kleinhandelaars, meerbepaald van huishoudelijke verpakkingen (en huishoudgerei), door belastingplichtigen die gehouden zijn zich te laten registreren volgens de modaliteiten vastgesteld door de minister van Financiën. »;

2° punt 12° wordt vervangen als volgt :

« 12° belastingplichtige :

- voor wat betreft de milieutaks en de milieuheffing, iedere natuurlijke of rechtspersoon die overgaat tot het in het verbruik brengen van producten onderworpen aan een milieutaks of aan een milieuheffing;
- voor wat betreft de verpakkingshoofdstuk, hetzij de schuldenaar van de accijns wanneer de inning van de verpakkingshoofdstuk samenvalt met de inning van de accijns, hetzij de natuurlijke of rechtspersoon die dranken verpakt in individuele verpakkingen wanneer de accijns voorafgaandelijk werd betaald op deze dranken. »;

3° punt 19° wordt vervangen als volgt :

« 19° individuele herbruikbare verpakking : elke verpakking bedoeld in punt 18° waarvan de natuurlijke persoon of rechtspersoon die de producten bedoeld in artikel 370 verpakt in deze verpakking in het verbruik brengt of op de markt brengt, het bewijs levert dat deze verpakking ten minste zevenmaal hervuld kan worden, dat deze verpakking wordt teruggenomen via een systeem van statiegeld en dat zij daadwerkelijk opnieuw wordt gebruikt. Het bedrag van het statiegeld bedraagt minstens 0,16 euro voor de verpakkingen met een inhoud van meer dan 0,5 liter en 0,08 euro voor deze met een inhoud van minder dan of gelijk aan 0,5 liter. »;

4° er wordt een punt 20° ingevoegd, luidende :

« 20° milieuheffing : taks die gelijkgesteld is met accijnzen, welke wordt geheven in het bijzonder wegens de CO₂-uitstoot die wordt voortgebracht bij de productie van het aan de taks onderworpen product. »;

5° er wordt een punt 21° ingevoegd, luidende :

« 21° wegwerp : bestemd om te worden weggeworpen na een eerste gebruik. ».

Art. 156. Het opschrift van hoofdstuk VI van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk VI. — Milieuheffing ».

Art. 157. In dezelfde wet wordt een nieuw artikel 381 ingevoegd, luidende :

« Art. 381. Een milieuheffing wordt geheven, bij het in het verbruik brengen, op de hiernavermelde producten aan het hiernavolgende tarief uitgedrukt in - per kg :

- wegwerp tassen en zakken van kunststof, bestemd voor het vervoer van goederen gekocht in de kleinhandel, van de GN-code 39.23 : 3,00 euro;
- wegwerpeetgerei, van kunststof, van de GN-code 39.24 : 3,60 euro;
- platen, vellen, foliën, stroken, strippen en andere platte producten, zelfs zelfklevend, van kunststof, ook indien op rollen, voor huishoudelijk gebruik, van de GN-code 39.19 : 2,70 euro;
- bladaluminium, ook indien bedrukt of op een drager van papier, van karton, van kunststof of op dergelijke dragers, met een dikte van niet meer dan 0,2 mm (de dikte van de drager niet meegerekend), ook indien op rollen, voor huishoudelijk gebruik, van de GN-code 76.07 : 4,50 euro. ».

Art. 158. Le présent chapitre produits ses effets le 1^{er} juillet 2007.

CHAPITRE VIII. — *Précompte mobilier administrations locales*

Art. 159. L'article 265, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 15 décembre 2004 et modifié par la loi du 25 avril 2006, est complété comme suit :

« 3° sur les intérêts :

- alloués ou attribués par une entreprise d'assurances à une administration publique ou un organisme public visés aux articles 161 et 161bis de la Nouvelle loi communale, relevant des pouvoirs locaux et assujettis à l'impôt des personnes morales;
- et qui sont produits par des capitaux affectés à des prestations futures de retraite, pour autant que :

a) l'objet du contrat conclu consiste exclusivement dans le chef de l'entreprise d'assurances, en la collecte, la centralisation, la capitalisation et la distribution de fonds exclusivement affectés à la couverture des charges futures en matière de pensions légales visées aux articles 161 et 161bis précités;

b) les capitaux engagés par l'administration publique ou par l'organisme public précité soient destinés à couvrir des charges relatives aux pensions légales par un versement de l'entreprise d'assurances :

- soit directement aux anciens salariés de l'administration publique ou de l'organisme public en cause ou à leurs ayants droit,
- soit indirectement à une institution de sécurité sociale chargée du paiement des pensions légales précitées;

c) les sommes versées aux pensionnés ou à leurs ayants droit, constituent des revenus professionnels visés à l'article 23, § 1^{er}, 5°;

d) au moment de l'attribution ou de la mise en paiement des intérêts, l'entreprise d'assurances soit mise en possession d'une attestation émise par l'administration publique ou par l'organisme public qui certifie que les conditions précitées sont remplies, et tenue à la disposition de l'administration. ».

Art. 160. L'article 159 est applicable aux intérêts payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 2007.

CHAPITRE IX. — *Modification de la loi-programme du 27 décembre 2004*

Art. 161. Le texte en néerlandais de l'article 429, § 2, m), de la loi-programme du 27 décembre 2004 est remplacé par la disposition suivante :

« m) koolzaadolie van de GN-code 1514 gebruikt als motorbrandstof, wanneer deze wordt geproduceerd door een natuurlijke persoon of een rechtspersoon, die alleen handelt of in een samenwerkingsverband, op basis van zijn eigen productie, en wanneer deze zonder tussenpersoon aan de eindverbruiker wordt verkocht. ».

CHAPITRE X. — *Modifications de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers*

Art. 162. A l'article 47 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, le mot « président » est remplacé par les mots « président du comité de direction ».

Art. 163. A l'article 48 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, 6°, la dernière phrase est supprimée;

2° au § 1^{er}, est inséré à la place du 7°, qui devient le 8°, un nouveau 7°, rédigé comme suit :

« 7° désigner les membres de la commission des sanctions selon les modalités prévues au § 6 »;

Art. 158. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2007.

HOOFDSTUK VIII. — *Roerende voorheffing plaatselijke besturen*

Art. 159. Artikel 265, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 15 december 2004 en gewijzigd bij de wet van 25 april 2006, wordt aangevuld als volgt :

« 3° op de interesten :

- die worden verleend of toegekend door een verzekeringsonderneming aan een openbaar bestuur of een overheidsbedrijf die zijn bedoeld in de artikelen 161 en 161bis van de Nieuwe gemeentewet, die afhangen van plaatselijke besturen en onderworpen zijn aan de rechtspersonenbelasting;
- en die worden voortgebracht door kapitalen die zijn bestemd voor toekomstige pensioenuitkeringen, voorzover :

a) in hoofde van de verzekeringsonderneming, het voorwerp van de afgesloten overeenkomst louter bestaat uit het inzamelen, het centraliseren, het kapitaliseren en het verdelen van de fondsen die uitsluitend bestemd zijn voor de dekking van toekomstige lasten inzake wettelijke pensioenen als bedoeld in de voornoemde artikelen 161 en 161bis;

b) de kapitalen die door het voornoemd openbaar bestuur of overheidsbedrijf zijn geïnvesteerd, bestemd zijn om de lasten te dekken met betrekking tot de wettelijke pensioenen door middel van een storting vanwege de verzekeringsonderneming :

- ofwel rechtstreeks aan de gewezen werknemers van het betrokken openbaar bestuur of overheidsbedrijf of aan hun rechthebbenden,
- ofwel onrechtstreeks aan een instelling voor sociale zekerheid belast met de betaling van de voormelde wettelijke pensioenen;

c) de sommen die aan de gepensioneerden of hun rechthebbenden worden gestort, beroepsinkomsten zijn als bedoeld in artikel 23, § 1, 5°;

d) op het tijdstip van de toekenning of de betaalbaarstelling van de interesten, de verzekeringsonderneming in het bezit wordt gesteld van een attest uitgereikt door het openbaar bestuur of het overheidsbedrijf dat bevestigt dat aan de hierboven vermelde voorwaarden is voldaan, en dat ter beschikking van de administratie wordt gehouden. ».

Art. 160. Artikel 159 is van toepassing op de interesten betaald of toegekend vanaf 1 januari 2007.

HOOFDSTUK IX

Wijziging van de programmatwet van 27 december 2004

Art. 161. Artikel 429, § 2, m), van de programmatwet van 27 december 2004 wordt vervangen als volgt :

« m) koolzaadolie van de GN-code 1514 gebruikt als motorbrandstof, wanneer deze wordt geproduceerd door een natuurlijke persoon of een rechtspersoon, die alleen handelt of in een samenwerkingsverband, op basis van zijn eigen productie, en wanneer deze zonder tussenpersoon aan de eindverbruiker wordt verkocht. ».

HOOFDSTUK X. — *Wijzigingen van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten*

Art. 162. In artikel 47 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, wordt het woord « voorzitter » vervangen door de woorden « voorzitter van het directiecomité ».

Art. 163. In artikel 48 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 6°, vervalt de laatste zin;

2° in § 1 wordt in de plaats van 7°, dat 8° wordt, een nieuw 7° ingevoegd, luidende :

« 7° de leden van de sanctiecommissie aanduiden volgens de modaliteiten van § 6 »;

3° au § 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « douze » est remplacé par le mot « quatorze »;

b) le mot « neuf » est remplacé par le mot « onze »;

c) le mot « président » est chaque fois remplacé par les mots « président du conseil de surveillance »;

4° au § 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « deux » est remplacé par le mot « quatre »;

b) le mot « président » est chaque fois remplacé par les mots « président du conseil de surveillance »;

5° l'article est complété par un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. Le président du conseil de surveillance préside le conseil de surveillance.

Le président du conseil de surveillance est nommé par le Roi sur proposition conjointe du ministre et du ministre qui a l'Économie dans ses attributions, pour une période renouvelable de six ans.

Le Roi fixe le traitement du président. »;

6° l'article est complété par un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. Il est créé une commission des sanctions. Cette commission est composée du président du conseil de surveillance et de six membres du conseil de surveillance désignés par le conseil de surveillance pour une période renouvelable de 24 mois. La perte de qualité de membre du conseil de surveillance entraîne celle de membre de la commission des sanctions. La commission des sanctions est présidée par le président du conseil de surveillance.

La commission des sanctions se prononce sur l'imposition des amendes administratives et des astreintes, conformément à la procédure visée à l'article 72.

La commission des sanctions peut décider valablement lorsque deux de ses membres et son président sont présents. En cas d'empêchement de son président, elle peut décider valablement lorsque trois de ses membres sont présents. Si un membre ou le président présente un conflit d'intérêts, il ne peut siéger.

Le Roi fixe le montant de l'indemnité allouée aux membres de la commission des sanctions en fonction des dossiers pour lesquels ils auront délibéré. »;

Art. 164. A l'article 49 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 2003, la loi du 19 novembre 2004 et la loi du 14 février 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 6, alinéa 1^{er}, le mot « président » et le mot « six » sont respectivement remplacés par les mots « président du comité de direction » et les mots « quatre ou six »;

2° au § 6, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres du comité de direction, son président éventuellement excepté, et le secrétaire général comptent ensemble autant de membres d'expression néerlandaise que de membres d'expression française. »;

3° au § 6, l'alinéa 9 est remplacé par la disposition suivante :

« Sur proposition conjointe du ministre et du ministre qui a l'Économie dans ses attributions, le Roi désigne parmi les membres du comité de direction qui ne sont pas membres du comité de direction de la BNB, un vice-président du comité de direction d'expression linguistique différente de celle du président du comité de direction. »;

4° au § 7, le mot « président » est remplacé par les mots « président du comité de direction »;

5° au § 8, alinéa 3, phrase liminaire, les mots « et en matière de sanctions administratives » sont supprimés;

6° l'article est complété par un § 9, rédigé comme suit :

« § 9. Le comité de direction peut confier des missions de représentation de la CBFA ou d'autres missions au niveau international au président du conseil de surveillance, pour une période limitée et moyennant, le cas échéant, une indemnité fixée par le comité de direction sur avis du conseil de surveillance. ».

3° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord « twaalf » wordt vervangen door het woord « veertien »;

b) het woord « negen » wordt vervangen door het woord « elf »;

c) het woord « voorzitter » wordt telkens vervangen door de woorden « voorzitter van de raad van toezicht »;

4° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord « twee » wordt vervangen door het woord « vier »;

b) het woord « voorzitter » wordt telkens vervangen door de woorden « voorzitter van de raad van toezicht »;

5° het artikel wordt aangevuld met een § 5, luidende :

« § 5. De voorzitter van de raad van toezicht zit de raad van toezicht voor.

De voorzitter van de raad van toezicht wordt door de Koning benoemd, op gezamenlijke voordracht van de minister en de minister bevoegd voor Economie, voor een hernieuwbare termijn van zes jaar.

De Koning bepaalt de bezoldiging van de voorzitter. »;

6° het artikel wordt aangevuld met een § 6, luidende :

« § 6. Er wordt een sanctiecommissie opgericht. Deze commissie bestaat uit de voorzitter van de raad van toezicht en zes leden van de raad van toezicht die door de raad van toezicht worden aangeduid voor een hernieuwbare termijn van 24 maanden. Het verlies van de hoedanigheid van lid van de raad van toezicht leidt tot het verlies van die van lid van de sanctiecommissie. De sanctiecommissie wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van toezicht.

De sanctiecommissie beslist over de oplegging van administratieve geldboetes of dwangsommen volgens de procedure bedoeld in artikel 72.

De sanctiecommissie kan geldig beslissen als twee van haar leden en haar voorzitter aanwezig zijn. Wanneer haar voorzitter verhinderd is, kan zij geldig beslissen als drie van haar leden aanwezig zijn. Wanneer een lid of de voorzitter een belangenconflict heeft, kan hij niet zetelen.

De Koning bepaalt het bedrag van de vergoeding die wordt toegekend aan de leden van de sanctiecommissie, op basis van de dossiers waarover zij beraadslaagd zullen hebben. »;

Art. 164. In artikel 49 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 2003, de wet van 19 november 2004 en de wet van 14 februari 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 6, eerste lid, worden het woord « voorzitter » en het woord « zes » respectievelijk vervangen door de woorden « voorzitter van het directiecomité » en de woorden « vier of zes »;

2° in § 6 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De leden van het directiecomité, eventueel met uitzondering van zijn voorzitter, en de secretaris-generaal tellen samen evenveel Nederlandstaligen als Franstaligen. »;

3° in § 6 wordt het negende lid vervangen als volgt :

« Op gezamenlijke voordracht van de minister en de minister bevoegd voor Economie stelt de Koning, onder de leden van het directiecomité die geen lid zijn van het directiecomité van de NBB, een ondervoorzitter van het directiecomité aan die tot de andere taalgroep behoort dan de voorzitter van het directiecomité. »;

4° in § 7 wordt het woord « voorzitter » vervangen door de woorden « voorzitter van het directiecomité »;

5° in § 8, derde lid, inleidende zin, vervallen de woorden « en inzake administratieve sancties »;

6° het artikel wordt aangevuld met een § 9, luidende :

« § 9. Het directiecomité kan de voorzitter van de raad van toezicht voor een beperkte duur belasten met de vertegenwoordiging van de CBFA of andere opdrachten op internationaal vlak. De eventuele vergoeding hiervoor wordt vastgesteld door het directiecomité, op advies van de raad van toezicht. ».

Art. 165. A l'article 50 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le président du comité de direction dirige la CBFA. Il préside le comité de direction. Il est remplacé, en cas d'empêchement, par le vice-président. »;

2° au § 2, le mot « président » est chaque fois remplacé par les mots « président du comité de direction ».

Art. 166. L'article 52 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 52. Les mandats des membres du comité de direction, du président du comité de direction et du secrétaire général prennent fin lorsqu'ils ont l'âge de soixante-cinq ans accomplis. Les mandats des membres et du président du conseil de surveillance prennent fin lorsqu'ils ont l'âge de soixante-sept ans accomplis. ».

Art. 167. A l'article 53 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er} le mot « président » est remplacé par les mots « président du comité de direction, de président du conseil de surveillance »;

2° au § 2, le mot « président » est remplacé par les mots « président du comité de direction, le président du conseil de surveillance »;

3° au § 3, le mot « président » est remplacé par les mots « président du comité de direction ».

Art. 168. A l'article 54 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 2003, les alinéas 3 à 5 sont supprimés.

Art. 169. A l'article 60 de la même loi, les mots « et en matière de sanctions administratives » sont supprimés.

Art. 170. A l'article 61, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « compétent pour la matière concernée » sont supprimés;

2° le mot « président » est remplacé par les mots « président du comité de direction ».

Art. 171. A l'article 62 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « président » est remplacé par les mots « président du comité de direction »;

2° à l'alinéa 3, le mot « président » est remplacé par les mots « président du comité de direction ».

Art. 172. Dans l'intitulé de la section 5 du chapitre III de la même loi, les mots « de sanctions administratives » sont remplacés par les mots « d'amendes administratives et d'astreintes ».

Art. 173. A l'article 70 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « une sanction administrative » sont remplacés par les mots « l'imposition d'une amende administrative ou d'une astreinte »;

2° au § 2, les mots « au comité de direction » sont remplacés par les mots « à la commission des sanctions ».

Art. 174. A l'article 71 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° aux §§ 1^{er} et 2, les mots « au comité de direction » et les mots « le comité de direction » sont chaque fois remplacés respectivement par les mots « à la commission des sanctions » et les mots « la commission des sanctions »;

2° l'article est complété par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. L'auditeur peut proposer un règlement transactionnel lorsque les éléments factuels ne sont pas contestés. En cas d'accord de l'auteur de la pratique sur la proposition de règlement transactionnel, celle-ci est soumise au comité de direction.

Art. 165. In artikel 50 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De voorzitter van het directiecomité leidt de CBFA. Hij zit het directiecomité voor. In geval van verhindering wordt hij vervangen door de ondervoorzitter. »;

2° in § 2 wordt het woord « voorzitter » telkens vervangen door de woorden « voorzitter van het directiecomité ».

Art. 166. Artikel 52 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 52. De mandaten van de leden van het directiecomité, de voorzitter van het directiecomité en de secretaris-generaal lopen af wanneer zij de volle leeftijd van vijfenzestig jaar bereiken. De mandaten van de leden en de voorzitter van de raad van toezicht lopen af wanneer zij de volle leeftijd van zeventenzestig jaar bereiken. ».

Art. 167. In artikel 53 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het woord « voorzitter » vervangen door de woorden « voorzitter van het directiecomité, voorzitter van de raad van toezicht »;

2° in § 2 wordt het woord « voorzitter » vervangen door de woorden « voorzitter van het directiecomité, de voorzitter van de raad van toezicht »;

3° in § 3 wordt het woord « voorzitter » vervangen door de woorden « voorzitter van het directiecomité ».

Art. 168. In artikel 54 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 2003, worden het derde, vierde en vijfde lid geschrapt.

Art. 169. In artikel 60 van dezelfde wet vervallen de woorden « en inzake administratieve sancties ».

Art. 170. In artikel 61, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « die bevoegd is voor de betrokken materie » vervallen;

2° het woord « voorzitter » wordt vervangen door de woorden « voorzitter van het directiecomité ».

Art. 171. In artikel 62 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « voorzitter » vervangen door de woorden « voorzitter van het directiecomité »;

2° in het derde lid wordt het woord « voorzitter » vervangen door de woorden « voorzitter van het directiecomité ».

Art. 172. In het opschrift van afdeling 5 van hoofdstuk III van dezelfde wet worden de woorden « administratieve sancties » vervangen door de woorden « administratieve geldboetes en dwangsommen ».

Art. 173. In artikel 70 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « een administratieve sanctie » vervangen door de woorden « de oplegging van een administratieve geldboete of een dwangsom »;

2° in § 2 worden de woorden « het directiecomité » vervangen door de woorden « de sanctiecommissie ».

Art. 174. In artikel 71 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in §§ 1 en 2 worden de woorden « het directiecomité » telkens vervangen door de woorden « de sanctiecommissie »;

2° het artikel wordt aangevuld met een § 3, luidende :

« § 3. De auditeur kan een minnelijke schikking voorstellen wanneer de feitelijke elementen niet betwist zijn. Als de dader van de praktijk het voorstel tot minnelijke schikking aanvaardt, wordt dit voorstel voorgelegd aan het directiecomité.

Si le comité de direction accepte le règlement transactionnel, la décision est notifiée par lettre recommandée à l'auteur de la pratique. La personne qui fait l'objet du règlement transactionnel peut demander d'être entendue par le comité de direction. Si le comité de direction refuse le règlement transactionnel, il transmet le dossier à la commission des sanctions. Les règlements transactionnels ne sont pas susceptibles de recours. Leur montant est recouvré au profit du Trésor par l'administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines. ».

Art. 175. A l'article 72 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° aux §§ 1^{er}, 2 et 3, les mots « le comité de direction » et les mots « du comité de direction » sont chaque fois remplacés respectivement par les mots « la commission des sanctions » et les mots « de la commission des sanctions »;

2° au § 1^{er}, 1°, les mots « prononcer une des sanctions administratives » sont remplacés par les mots « infliger une amende administrative ou une astreinte selon les modalités »;

3° au § 1^{er}, 2°, les mots « sanction administrative » sont remplacés par les mots « amende administrative ou à une astreinte »;

4° au § 1^{er}, le 3° est supprimé;

5° au § 2, les mots « celui-ci est appelé » et les mots « de sanctions administratives » sont remplacés respectivement par les mots « celle-ci est appelée » et les mots « d'amendes administratives ou d'astreintes »;

6° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Les décisions définitives prises par la commission des sanctions en application du § 1^{er}, 1°, sont publiées sur le site web de la CBFA. Sauf les cas où elle perturberait gravement les marchés financiers ou causerait un préjudice disproportionné aux personnes concernées, la publication est nominative.

Les règlements transactionnels visés à l'article 71, § 3, sont publiés selon les mêmes modalités. ».

Art. 176. A l'article 73 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « et devenue définitive » sont remplacés par les mots « et tout règlement transactionnel conclu par la CBFA avec une personne, qui sont devenus définitifs »;

2° les mots « s'impute » sont remplacés par les mots « s'imputent ».

Art. 177. A l'article 74, alinéa 1^{er}, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot « président » est remplacé par les mots « président du comité de direction »;

2° les mots « le président du conseil de surveillance, » sont insérés entre les mots « membres du comité de direction » et les mots « les membres du conseil ».

Art. 178. A l'article 117 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, le mot « président » est remplacé par les mots « président du conseil de surveillance »;

2° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « Le président de la CBFA en assure la vice-présidence » sont remplacés par les mots « La vice-présidence est, selon le cas, assurée par le président ou le vice-président du comité de direction de la CBFA. Le président et le vice-président du Comité de stabilité financière sont d'expression linguistique différente. ».

Art. 179. Les articles 53 à 57 de la loi du 1^{er} avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition sont rapportés.

Wanneer het directiecomité de minnelijke schikking aanvaardt, wordt deze beslissing per aangetekende brief betekend aan de dader van de praktijk. De persoon die het voorwerp uitmaakt van een minnelijke schikking kan vragen om gehoord te worden door het directiecomité. Indien het directiecomité niet instemt met de minnelijke schikking, stuurt het het dossier door naar de sanctiecommissie. Tegen minnelijke schikkingen kan geen beroep worden aangetekend. Geldbedragen die in het kader van minnelijke schikkingen moeten worden betaald, worden ten voordele van de Schatkist geïnd door de administratie van het Kadaster, de Registratie en de Domeinen. ».

Art. 175. In artikel 72 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in §§ 1, 2 en 3 worden de woorden « het directiecomité » telkens vervangen door de woorden « de sanctiecommissie »;

2° in § 1, 1°, worden de woorden « één van de administratieve sancties uitspreken bepaald in » vervangen door de woorden « een administratieve geldboete of een dwangsom opleggen volgens de modaliteiten van »;

3° in § 1, 2°, wordt het woord « sanctie » vervangen door de woorden « administratieve geldboete of dwangsom »;

4° in § 1 wordt het 3° geschrapt;

5° in § 2 worden de woorden « het comité » en de woorden « administratieve sancties » respectievelijk vervangen door de woorden « de sanctiecommissie » en de woorden « administratieve geldboetes of dwangsommen »;

6° § 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. De definitieve beslissingen die de sanctiecommissie op grond van § 1, 1°, neemt, worden bekendgemaakt op de website van de CBFA. Behalve in de gevallen waarin dit de financiële markten ernstig zou verstoren of een onevenredig nadeel zou berokkenen aan de betrokken personen, gebeurt de bekendmaking nominatief.

De minnelijke schikkingen bedoeld in artikel 71, § 3, worden volgens dezelfde modaliteiten bekendgemaakt. ».

Art. 176. In artikel 73 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « en die definitief is » worden vervangen door de woorden « en elke minnelijke schikking die de CBFA met een persoon heeft afgesloten, die definitief zijn »;

2° de woorden « wordt aangerekend » worden vervangen door de woorden « worden aangerekend ».

Art. 177. In artikel 74, eerste lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « voorzitter » wordt vervangen door de woorden « voorzitter van het directiecomité »;

2° de woorden « de voorzitter van de raad van toezicht » worden ingevoegd tussen de woorden « leden van het directiecomité » en de woorden « de leden van de raad ».

Art. 178. In artikel 117 van dezelfde wet gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt het woord « voorzitter » vervangen door de woorden « voorzitter van de raad van toezicht »;

2° in § 3, eerste lid, worden de woorden « De voorzitter van de CBFA bekleedt het ondervoorzitterschap » vervangen door de woorden « Het ondervoorzitterschap wordt naar gelang het geval bekleed door de voorzitter of de ondervoorzitter van het directiecomité van de CBFA. De voorzitter en de ondervoorzitter van het Comité voor financiële stabiliteit behoren tot een verschillende taalgroep. ».

Art. 179. De artikelen 53 tot 57 van de wet van 1 april 2007 op de openbare overnamebiedingen worden ingetrokken.

Art. 180. Par dérogation aux articles 49, § 6, et 51, § 3, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, sur proposition du ministre des Finances et du ministre de l'Économie, le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, renouveler le mandat des membres du comité de direction et du secrétaire général pour une durée renouvelable de six ans en cas de scission de la fonction de président du comité de direction de la CBFA et de la fonction de président du conseil de surveillance de la CBFA.

Art. 181. Les articles 162 à 180 produisent leurs effets le 25 avril 2007, exception faite de l'article 166, qui produit ses effets le 1^{er} septembre 2006. Les dossiers où la décision au sens de l'article 72, § 1^{er}, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ne serait pas encore intervenue au jour de l'entrée en vigueur de cette loi, seront traités par la commission des sanctions, à l'exception des dossiers pour lesquels la ou les personnes concernées ont déjà été entendues par le comité de direction. Il sera statué sur ces derniers par le comité de direction dans la composition qui était la sienne au moment de l'audition de la ou des personnes concernées.

TITRE VIII. — Dispositions diverses

CHAPITRE I^{er}. — Fonds de réduction du coût global de l'énergie

Art. 182. Dans l'article 31, § 2, de la loi-programme du 27 décembre 2005, les mots « Le volume permanent de son endettement est limité à 100 000 000 EUR maximum. » sont remplacés par les mots « Le volume permanent de son endettement est limité à 150 000 000 EUR au maximum. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, porter ce montant à 250 000 000 EUR au maximum. ».

CHAPITRE II. — Biocarburants

Art. 183. La mise sur le marché du carburant consistant en un mélange d'essence sans plomb bas soufre avec 7 % d'éthanol ainsi que celui consistant en un mélange de gasoil bas soufre avec 5 % d'EMAG est obligatoire à des dates fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

L'obligation concerne les redevables de l'accise tels qu'ils sont prévus par la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise.

CHAPITRE III. — Fonds pour l'informatisation du fonds social chauffage

Art. 184. Il est créé un Fonds pour l'informatisation du fonds social chauffage qui représente un fonds budgétaire au sens de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991.

Art. 185. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 44 est complétée comme suit :

« Dénomination du fonds budgétaire

Fonds pour l'informatisation du fonds social chauffage

Nature des recettes attribuées

Des recettes provenant de l'asbl Fonds social chauffage afin de couvrir le coût du développement et de l'entretien par la Société de mécanographie pour l'application des lois sociales d'une application web qui permettra aux CPAS de remplir leurs données et de les envoyer au SPP Intégration sociale, Lutte contre la Pauvreté et Économie sociale qui se chargera des contrôles et qui pourra charger l'asbl Fonds social chauffage par la même application, de payer certains montants aux CPAS afin de mener à bien la gestion d'une banque de données en matière des allocations de chauffage.

Nature des dépenses autorisées

Paiement à la Société de mécanographie pour l'application des lois sociales, uniquement pour le développement d'une application web qui permettra aux CPAS de remplir leurs données et de les envoyer au SPP qui se chargera des contrôles et qui pourra charger l'asbl Fonds social chauffage par la même application, de payer certains montants aux CPAS afin de mener à bien la gestion d'une banque de données en matière des allocations de chauffage. ».

Art. 180. In afwijking van de artikelen 49, § 6, en 51, § 3, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, op voorstel van de minister van Financiën en de minister van Economie kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het mandaat van de leden van het directiecomité en van de secretaris-generaal hernieuwen voor een hernieuwbare termijn van zes jaar in geval van opsplitsing van de functies van voorzitter van het directiecomité van de CBFA en voorzitter van de raad van toezicht van de CBFA.

Art. 181. De artikelen 162 tot 180 hebben uitwerking met ingang van 25 april 2007, met uitzondering van artikel 166, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2006. De dossiers waar op de dag van inwerkingtreding van deze wet nog geen beslissing werd genomen in de zin van artikel 72, § 1, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, zullen worden behandeld door de sanctiecommissie, met uitzondering van de dossiers waar de betrokken persoon of personen reeds werden gehoord door het directiecomité. Over laatstgenoemde dossiers beslist het directiecomité in dezelfde samenstelling als tijdens de hoorzitting van de betrokken persoon of personen.

TITEL VIII. — Diverse bepalingen

HOOFDSTUK I. — Fonds ter reductie van de globale energiekost

Art. 182. In artikel 31, § 2, van de programmawet van 27 december 2005 worden de woorden « De permanente omvang van zijn schuldpositie wordt beperkt tot maximum 100 000 000 EUR. » vervangen door de woorden « De permanente omvang van zijn schuldpositie wordt beperkt tot maximum 150 000 000 EUR. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, dit bedrag verhogen tot maximaal 250 000 000 EUR. ».

HOOFDSTUK II. — Biobrandstoffen

Art. 183. Het op de markt brengen van de brandstof bestaande uit een mengsel van loodvrije laag zwavelhoudende benzine met 7 % ethanol alsook die bestaande uit een mengsel van laag zwavelhoudende diesel met 5 % FAME is verplicht op de data bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De verplichting betreft de accijnsplichtigen zoals voorzien bij de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben en het verkeer daarvan en de controles daarop.

HOOFDSTUK III. — Fonds ter informatisering van het sociaal verwarmingsfonds

Art. 184. Er wordt een Fonds ter informatisering van het sociaal verwarmingsfonds opgericht dat een begrotingsfonds vormt in die zin van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Art. 185. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, wordt de rubriek 44 aangevuld als volgt :

« Benaming van het begrotingsfonds

Fonds ter informatisering van het sociaal verwarmingsfonds

Aard van de toegewezen ontvangsten

Ontvangsten vanuit de vzw Sociaal Verwarmingsfonds teneinde de kost te dekken voor de ontwikkeling en onderhoud door de Maatschappij voor Mechanografie ter toepassing van de sociale wetten van een *webbased* toepassing waarop de OCMW's hun gegevens kunnen invullen en sturen naar de POD Maatschappelijke Integratie, Armoedebestrijding en Sociale Economie, die daarop de controles kan uitvoeren en via dezelfde toepassing ook aan de vzw Sociaal Verwarmingsfonds kan opdragen om bepaalde bedragen te betalen aan de OCMW's, teneinde het beheer van de gegevensbank betreffende de verwarmingstoelagen in goede banen te leiden.

Aard van de toegestane uitgaven

Betaling aan de Maatschappij voor Mechanografie ter toepassing van de sociale wetten, enkel en alleen voor de ontwikkeling van een *webbased* toepassing waarop de OCMW's hun gegevens kunnen invullen en sturen naar de POD, die daarop de controles kan uitvoeren en via dezelfde toepassing ook aan de vzw Verwarmingsfonds kan opdragen om bepaalde bedragen te betalen aan de OCMW's, teneinde het beheer van de gegevensbank betreffende de verwarmingstoelagen in goede banen te leiden. ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

La Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie et de l'Energie,
M. VERWILGHEN

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

La Ministre des Classes moyennes,
Mme S. LARUELLE

Le Ministre de l'Intégration sociale,
C. DUPONT

Le Ministre des Pensions,
B. TOBBACK

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Le Secrétaire d'Etat pour la Modernisation des Finances
et la Lutte contre la Fraude Fiscale,
H. JAMAR

Le Secrétaire d'Etat pour la Simplification administrative,
V. VAN QUICKENBORNE

La Secrétaire d'Etat
au Développement durable et à l'Economie sociale,
Mme E. VAN WEERT

La Secrétaire d'Etat aux Familles
et aux Personnes handicapées,
Mme G. MANDAILA MALAMBA

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) *Documents de la Chambre des représentants :*

51-3058 - 2006/2007 :

001 : Projet de loi.

002 à 011 : Amendements.

012 : Rapport.

013 : Amendements.

014 à 017 : Rapports.

018 : Texte adopté par la commission (article 77 de la Constitution).

019 : Texte adopté par les commissions (article 78 de la Constitution).

020 : Amendements.

021 : Rapport complémentaire.

022 : Article modifié par la Commission.

023 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

024 : Corrigendum.

Compte rendu intégral : 24 et 25 avril 2007.

Documents du Sénat :

3-2427 - 2006/2007 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N°s 2 et 3 : Rapports.

N° 4 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 26 avril 2007.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Begroting en Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie en Energie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

De Minister van Middenstand,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
C. DUPONT

De Minister van Pensioenen,
B. TOBBACK

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

De Staatssecretaris voor Modernisering van de Financiën
en de Strijd tegen de Fiscale Fraude,
H. JAMAR

De Staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging,
V. VAN QUICKENBORNE

De Staatssecretaris
voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie,
Mevr. E. VAN WEERT

De Staatssecretaris voor het Gezin
en Personen met een handicap,
Mevr. G. MANDAILA MALAMBA

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) *Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :*

51-3058 - 2006/2007 :

001 : Wetsontwerp.

002 tot 011 : Amendementen.

012 : Verslag.

013 : Amendementen.

014 tot 017 : Verslagen.

018 : Tekst aangenomen door de commissie (artikel 77 van de Grondwet).

019 : Tekst aangenomen door de commissies (artikel 78 van de Grondwet).

020 : Amendementen.

021 : Aanvullend verslag.

022 : Artikel gewijzigd door de commissie.

023 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

024 : Corrigendum.

Integraal verslag : 24 en 25 april 2007.

Stukken van de Senaat :

3-2427 - 2006/2007 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nrs. 2 en 3 : Verslagen.

Nr. 4 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 26 april 2007.